Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

Cahier de congrès

6ème congrès national

décembre 2004

Sommaire

Textes proposés aux votes

Texte de Bilan 3
Texte de congrès (commission d'écriture des textes) 6
Texte d'orientation « Lutte de classe » 20
Motion Education Nationale 30
Motion construire les JCR 30
Programme d'action 30
Motion « PF B - PF D » 34
Motion nouvelle force et relation avec la Ligue 35
Eléments sur la situation politique 36
Sur la nouvelle force 37

Textes de débat

Débat sur le voile : où l'activisme conduit il les JCR ? 38
Contribution avant le congrès national 39
La PF D et la force anticapitaliste 41
Il faut choisir 42

Proposition d'ordre du jour du 6ème congrès national :

Samedi

9h accueil des délégués
9h30 – 10h présentation du congrès, de l'ODJ, bureau de congrès…
10h – 12h Bilan
12h - 13h Repas
13h – 15h Situation politique
pause 15 mn
15h15 – 16h45 : AG non mixte
pause 15 mn
17h – 19h : Les révolutionnaires et les mouvements
19h – 20h Repas
20h – 22h : La lutte contre le gouvernement CRS, le MEDEF et la constitution européenne

Dimanche

9h30 – 11h30 Le mouvement anti guerre
11h30 – 13h : Commissions JT – Lycées – étudiants
13h – 14h Repas
14h – 15h30 : La lutte pour les droits des femmes aujourd'hui
15h30 – 17h Commissions sur les Résolutions AFAR, LGBT, Femmes
pause 30mn
17h30 19h30 : Construire les JCR, les liens avec la Ligue et les groupes jeunes de la Ligue
19h30 – 20h30 Repas
20h30 – 22h30 Les JCR et la perspective d'une nouvelle force politique

Lundi

La Ligue interviendra ce jour, à un horaire non précisé.
9h30 – 11h30 Présentation des plates formes
11h30 –12h30 Réunions par plate forme
12h30 – 13h30 Repas
13h30 … Votes, réunions par plates formes et élection des instances

Texte de Bilan

Au dernier Congrès, certains axes de la situation politique s'étaient dessinés. L'attaque contre l'Irak était annoncée. En France, le gouvernement CRS lançait l'offensive contre les jeunes et les salariés. Dans l'élan de la campagne Besancenot et des manifs anti-Le Pen, l'extrême gauche occupait une position nouvelle. Les JCR voyaient un afflux de nouveaux militants.

Deux ans après, malgré des difficultés liés à la résistance des peuples, les impérialistes maintiennent leur domination en Irak, en Palestine, en Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Haïti En France, les réformes antisociales s'accumulent mais les luttes du monde du travail ne connaissent pas de succès majeur. Les directions réformistes portent une responsabilité écrasante dans ces échecs, refusant de lancer les luttes et refusant de se confronter avec la bourgeoisie.

Cependant, les travailleurs et les jeunes cherchent des moyens de lutter : le FSE de Paris a été un succès, et il a été capable d'impulser des FS dans plusieurs villes, qui ont été un point d'appui dans la construction de comités sécu par exemple. Le mouvement anti-guerre, encore faible au dernier congrès, est un mouvement qui s'est inscrit dans la durée. Cette expérience est essentielle car elle montre que, même si sa direction réelle/formelle reste aux mains des réformistes, il est aujourd'hui possible pour l'extrême gauche d'impulser des mobilisations importantes et de se proposer comme direction aux luttes.

Cependant, malgré notre investissement dans beaucoup de luttes déterminantes ces deux dernières années, les effectifs de l'organisation n'ont pas progressé, ils se sont même légèrement tassés (chiffres). Deux facteurs principaux peuvent l'expliquer : l'accumulation de défaites n'encourage pas les jeunes à rejoindre les organisations révolutionnaires et nous avons des difficultés à articuler construction des mobilisations et apparition des JCR.

I. Intervention dans les mobilisations

Nous avons en général bien analysé les mouvements et nous nous y sommes investis sérieusement, même si nous avons parfois été en retard (mobilisations anti-guerre, étudiantes, ou contre la loi Chirac-Ferry). C'est pourquoi il peut sembler paradoxal que les mouvements des facs ou le mouvement anti-guerre par exemple ne nous aient pas permis de plus nous construire. Il y a donc un bilan à tirer de la façon dont nous nous sommes investis, pour mieux réussir cette articulation.

1. L'intervention dans les mobilisations

a. Mobilisations internationalistes

Du G8 au Forum social européen de Londres, les échéances ont été nombreuses : manifestations du 5 mars et du 20 mars 2003 contre la guerre en Irak, FSE de St Denis, 15 février 2003, manifestations du 20 mars et du 5 juin 2004. Globalement, nous avons participé à ces mobilisations par la construction de collectifs locaux contre la mondialisation capitaliste et/ou contre la guerre et par l'intervention dans les manifestations. Nous avons poussé à la mobilisation large et unitaire dans ces collectifs, tout en défendant nos idées révolutionnaires et des mots d'ordre pour faire avancer le mouvement (indépendance par rapport à l'ONU, nécessité de se confronter à la police dans les contre-sommets...).

Nous avons participé, à des niveaux d'intervention très différents, à la construction de divers cadres de coordination, notamment Agir Contre la Guerre et dans une moindre mesure au réseau Intergalactique. Nous pouvons donc avoir un rôle essentiel dans la construction des mobilisations, dans une période où les organisations réformistes ne souhaitent pas les construire.

Le principal succès du réseau intergalactique a été le village intergalactique (VIG) qui a réuni plusieurs milliers de jeunes lors du G8 d'Evian. Mais le réseau s'est cantonné à l'organisation d'espace alternatifs en ne faisant pas une priorité de l'unité la plus large et des mobilisations de masse dirigées contre le pouvoir. De plus, il a été réticent à intervenir sur la question de la guerre. Lors du FSE de Paris-St Denis, il s'est en partie coupé de l'évènement en organisant le GLAD en marge des activités centrales du FSE.

Formulation 1

ACG a pris progressivement une place déterminante dans le mouvement anti-guerre en France. Son élargissement géographique, les succès du conert du 14 mars (1500 personnes à l'Elysée-Montmatre), des manifestations du 20 mars, du 5 juin et de la mobilisation pour le FSE, montrent qu'ACG est devenu un élément incontournable dans le mouvement anti-guerre en France, lui permettant notamment de perdurer après la chute de Bagdad.

Formulation 2

ACG a obtenu des résultats importants : construction et auto-organisation du mouvement contre la guerre, manifestation du 5 juin…ACG est un réseau qui a une capacité d'action très importante dans la jeunesse, mais nous n'avons pas été capables d'en faire un outil pour l'unité et l'auto-organisation des mobilisations internationales. C'est cependant un outil fondamental pour construire le mouvement contre la guerre, lui donner des mots d'ordre justes, le faire perdurer après la prise de Bagdad, etc.

En ce qui concerne l'apparition propre, notre matériel a été adapté à ces mobilisations (montrer que cette société n'est pas réformable ; expliquer le lien entre guerre sociale et guerre militaire ; montrer que c'est dans les mobilisations sociales, les grèves, que l'on modifie le rapport de force), mais nous avons des difficultés à articuler construction des cadres de masses et de l'organisation politique.

b. Mouvements étudiants

Les mobilisations pour la sauvegarde des retraites ont représenté un événement social majeur en France pour l'année 2003. La solidarité entre les étudiants et les personnels a alors été effective avec des assemblées générales qui n'ont pas hésité à poser la question, cruciale à ce moment, du report eds examens (notamment à Paris I et avec des piquets de grève durs à Perpignan, Toulouse II et III...).

Le mouvement de l'automne 2003 a été le plus important depuis celui de 1995. Nous y sommes intervenus de manière unitaire et combative, ce qui a été révélé par la coordination de Villetaneuse, où nous avons polarisé la gauche de la coordination, tout en ayant une légitimité importante auprès de l'ensemble des délégués. Notre bonne connaissance des réformes, le travail syndical national et local ont payé. Mais nous avons été en retard dans les initiatives à prendre : convocation d'une coordination nationale, blocage de certaines universités pour étendre la mobilisation... Toutes les sections n'ont pas pu peser dans ce mouvement et c'est essentiellement l'intervention dans l'UNEF qui a été payante.

Au printemps 2004, des mobilisations sont apparues dans plusieurs universités et lycées, mais nous n'avons pas réussi à articuler cette intervention avec la mobilisation contre la guerre et les campagnes LO-LCR. Cela nous a fait rater une occasion importante.

Nous avons appris de ces deux mouvements la nécessité du blocage pour massifier la mobilisation localement et l'étendre aux facs voisines. Nous avons appris la nécessité d'une coordination nationale le plus rapidement possible pour coordonner les luttes, ainsi que l'importance d'une plate-forme de revendication pour l'ensemble des étudiants.

c. Elections régionales et européennes

Nous avons relayé la campagne LO-LCR dans la jeunesse avec un matériel et des axes qui nous permettaient d'être entendus par les jeunes et de faire le lien avec les mobilisations. Des meetings ont été réalisés sur plusieurs facs, avec des succès inégaux (importants à Toulouse, St Denis et Nanterre, faibles dans beaucoup d'autres). Mais si nos idées ont un écho positif, nous avons été victimes du peu d'intérêt pour ces élections.

Nous avons eu une difficulté importante, malgré des positions de principe justes, à articuler mobilisations et élections, c'est-à-dire à faire de la campagne électorale un outil pour construire les luttes tout en impliquant nos contacts dans la campagne. Cela n'aurait ni augmenté significativement le score des listes dans la jeunesse, ni permis de reproduire ce qui s'est passé à la présidentielle avec le doublement de l'organisation, mais cela aurait amélioré notre efficacité durant le deuxième semestre.

d. Répression, racisme

Les mobilisations contre le racisme et la répression policière restent limitées. Nous sommes intervenus de façon dispersée, selon les réalités locales. Un des moments importants a été la loi Cherry-Firrac. Nous avons eu énormément de mal à intervenir de façon concrète sur cette question, nous avons passé trop de temps à discuter entre nous, mais, là où nous sommes intervenus de façon offensive (tables sur les lycées, accroche devant les lycées et dans les rassemblements),

nous avons eu des contacts avec des centaines de lycéens et lycéennes. Malheureusement, la mobilisation ne s'est pas étendue.

2. Bilan global

Les mobilisations de ces deux dernières années montrent une nouvelle place pour notre organisation. Nous sommes de plus en plus souvent la seule force à vouloir que des mobilisations élémentaires aient lieu. Nous avons une énorme responsabilité dans la construction des mobilisations, dans leur structuration. Nous ne sommes plus cantonnés à un rôle d'opposition, nous pouvons même forcer les directions réformistes à intervenir (par exemple, pour le 5 juin 2004, à Paris, les initiatives prises par ACG ont permis que la plupart des organisations appellent à manifester).

Globalement, notre intervention se caractérise par des retards dans les initiatives à prendre (guerre, loi sur le voile, mouvement étudiant) et par des difficultés à définir une politique nationale précise (quels mots d'ordre nous portons, quelles échéances nous soutenons de façon importante). C'est du notamment aux difficultés à discuter rapidement de notre orientation dans l'ensemble de l'organisation.

Par ailleurs, nous avons des faiblesses importantes sur certains thèmes lutte contre l'oppression des LGBT, féminisme, luttes écologistes. Même si sur ces deux dernières questions, c'est en grande partie lié à la quasi absence de mobilisation de la jeunesse sur ces questions. Nous en sommes souvent réduits à insérer ces questions dans le matériel, sans avoir d'intervention de masse. Quelques expériences ont été positives (intervention écologiste sur les marées noires, ou dans les sommets altermondialistes ; féminisme dans le cadre syndical ; intervention à peu près régulières aux marches des fiertés) mais restent limitées. Ce qui nous fait défaut est principalement l'inexistence de cadres de masses unitaires et combatifs sur ces questions, et nous sommes réduits à les aborder par le biais syndical et l'apparition propre.

Cependant, nous n'avons pas été déconnecté des préoccupations essentielles des jeunes. Et, malgré les retards et le manque de précision politique, nous avons défendu des orientations à peu prêts cohérentes et en phase avec les enjeux des luttes : construction, auto-organisation, mots d'ordre combatifs.

3. L'apparition propre

C'est le deuxième volet de notre intervention dans une mobilisation : convaincre le plus de personnes possible que la question sur laquelle elles sont mobilisées ne peut recevoir de réponse dans le système capitaliste. Nous avons eu plus de mal à faire ce travail : le nombre de mobilisations auxquelles nous avons participé auraient pu nous permettre de plus nous construire. Il y a donc eu un défaut d'apparition propre.

Nous avons réussi à faire du FSE 2003 une échéance centrale pour l'ensemble de l'organisation et à coordoner l'activité de l'ensemble des camarades sur tous les sites. Le journal, le tract en deux langues et l'accroche auprès des jeunes nous ont permis de diffuser largement nos idées. Mais, dans le mouvement anti-guerre, nous avons négligé l'apparition propre et les mots d'ordre de l'organisation.

Nous n'avons pas toujours pensé notre intervention comme celle d'une organisation, mais plutôt comme celle d'individus, qui par ailleurs, étaient organisés. Lors du G8, cela a entraîné un manque de cohésion et des débats parfois tendus, étant donné que nous avions mobilisé dans des cadres différents.

Cela nous a surtout handicapé pour gagner de nouveaux militants : il était difficile d'expliquer aux jeunes autour de nous que les JCR défendent des mots d'ordre précis, parce qu'ils luttent contre le capitalisme.

II. Construction et intervention régulière

1. Construction

L'organisation connaît des difficultés de construction. On le voit en particulier quand on compare le nombre de cotisants au dernier congrès et à celui-ci. Nous n'avons pas su garder dans l'organisation une partie des jeunes qui y sont entrés autour de la campagne des présidentielles de 2002. En particulier, nous n'avons pas réussi à organiser la formation et la prise en charge d'une activité par ceux ci. Lorsque nous y sommes parvenus, c'est parce que nous avons immédiatement impliqué les nouveaux militants dans l'activité, dans le travail de masse et fourni une formation politique élémentaire rapide.

Cependant, le bilan de la construction n'est pas seulement négatif. Depuis le dernier congrès, deux sections ont disparu (Lyon et Cherbourg, même si des liens sont conservés avec des camarades à Lyon) ; quatre sont en difficulté (Aix-Marseille, Rouen, Poitiers, Lille) et cinq sections ou lieux d'intervention se sont créés (Le Mans, Limoges, Albi, Strasbourg, Salon-de-Provence). De plus, le bilan est loin de démontrer l'inéficacité de l'organisation de jeunesse : au niveau des groupes jeunes de la LCR que nous suivons régulièrement, le bilan n'est pas spécialement meilleur (quasi disparition à Dijon et Nancy, construction à Montpellier et Avignon, maintien à Angers, Grenoble, Clermont). Et, par contre, nous avons un rôle positif dans la centralisation de l'intervention des groupes jeunes de la LCR dans l'acticité syndicale, anti-guerre et dans les échéances nationales et internationales.

De plus, la disparition de deux sections n'est pas seulement liée à des désaccords ou difficultés des JCR, elle est aussi liée au débat dans notre courant sur les tactiques électorales (en particulier à Cherbourg).

En revanche, nous connaissons des crises régulières dans notre manière de débattre (discussion sur le G8, sur le mouvement anti-guerre, sur la loi sur le voile,). Ces discussions ont souvent été des batailles de fraction plus que des discussions constructives : les différentes sensibilités ont plus recherché à démontrer par la pratique leur politique (affrontement entre ACG et le réseau intergalactique au G8 par exemple) plutôt que de rechercher l'homogénéité politique entre les différentes sections et les différentes sensibilités. Le compromis ou la discipline ne sont pas toujours possibles ni souhaitables, mais nous devons nous fixer comme objectif de discuter des desaccords (et éventuellement de tracnher) avant de les exprimer à l'extérieur de l'organisation. Nous devons aussi organiser le fonctionnement collectif de l'organisation y compris sur les points qui font désaccord (modalités de discussion, compromis, objectifs communs,).

2. Syndicalisme

Notre courant politique intervient dans Sud sur seize syndicats (Avignon, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Le Havre, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Toulouse, Tours, Paris 1, 3, 4 et 8). Dans l'Unef sur vingt AGE (Albi, Aix/Marseille, Caen, Chambéry, Grenoble, Montpellier, Nancy, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Paris 1, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 13 et VSQ). De plus dans l'Unef nous avons, par le biais de la Tendance Tous Ensemble, une influence dans quatre AGE supplémentaires (Amiens, Le Mans, Limoges, Perpignan).

La structuration de notre intervention a reculé, les liens sont faibles entre les différentes villes. C'est dans l'Unef, à travers la TTE, que nous parvenons le plus à mettre en place un travail national et à nous former. Suite au mouvement étudiant, nous commençons à débattre de notre intervention dans Sud et à y défendre une orientation.

Nous intervenons sur de nombreuses questions (féminisme, guerre) en plus de l'activité élémentaire. Mais, parallèlement, nous avons eu des difficultés à trouver les axes d'intervention justes au deuxième semestre, ce qui a entraîné une diminution de l'activité. Nous essayons de réaliser un travail commun dans les deux syndicats, notamment grâce à la mise en place d'un secrétariat étudiant permanent. Nous devons continuer ce travail, construire des équipes localement, nous former sur les questions de base et tendre à l'unité syndicale, en partant de ce qui nous uni : l'auto-organisation et la volonté d'aller jusqu'au bout.

3. Lycées

Une intervention régulière dans les lycées nous permet de recruter à l'organisation des militants jeunes qui vont y rester plusieurs années. Nous sommes une des rares organisations à essayer de structurer les lycéens. Les lycéens ont des problèmes spécifiques et un potentiel de mobilisation important (en 98 : 500 000 lycéens descendent dans la rue, en 99 : 300 000).

Ces deux dernières années, nous avons eu du mal à réunir des commissions lycéennes régulières, avec des étudiants pour aider à faire des topos et à rédiger des bulletins. C'est pourtant ce type d'activité qui permet de discuter avec des lycéens, d'avoir une légitimité et, parfois, de lancer des mobilisations. Mais les mouvements contre les exclusions à la rentrée 2003, sur les moyens et contre la guerre nous ont permis de nous réinvestir sérieusement sur les lycées.

Il y a eu des mobilisatiosn sur les questions de budget, de suppression d'option ou de classe, comme sur le bassin de Cergy (95) et au Kremlin-Bicêtre (94). Malgré l'investissement de camarades dans ces grèves ou mouvements, nous n'avons pas été capable de jouer notre rôle d'organisation, c'est-à-dire de centraliser l'information et de la redescendre à l'ensemble des camarades afin de leur donner des billes pour étendre le mouvement.

4. Jeunes travailleurs

Ces deux dernières années, nous avons eu une activité en direction des jeunes travailleurs, mais elle reste irrégulière et très limitée.

Il y a eu l'intervention sur les FJT (à Bordeaux), et sur les CFA (essentiellement sur le 92 mais aussi sur la RP de

manière très irrégulière). Nous n'avons pas été capables de cenrtraliser les lieux ou nous pourrions avoir une intervention en direction des jeunes travailleurs ni même le nombre de travailleurs dans l'organisation. Par conséquent, nous n'avons pas réussi à dévellopper cette intervention sur de nouveaux sites. Cependant, nous avons réussi à sortir quelques bulletins nationaux en direction des jeunes travailleurs (le « précaire déchaîné »). Nous avons, de plus, essayé d'être présent sur les luttes des précaires.

Alors que notre organisation compte de nombreux MI/SE et AE, nous avons encore du mal à nous coordonner nationalement et à avoir une politique d'ensemble (par exemple, pendant le mouvement). C'est ce à quoi nous devons tendre ces prochaines années.

5. Formation, structuration

Même s'il reste du chemin à faire, nous commençons à prendre en charge la formation sur tous les sujets historiques et actuels.

- Au plan local, des stages de formations (à Montpellier en juin 2004 et à Dunkerque en août 2004).

- Au plan national avec les différents stages qui ont eu lieu, réunissant une cinquantaine de participants (février 2003, août 2003 et janvier 2004). Il y a eu 140 participants aux « 3 jours pour changer de monde » en juin 2004.

C'est un élément très positif, qui a participé de la consolidation l'organisation, même si nous avons du mal à produire des comptes-rendus et que la formation locale est très inégale. Nous avons encore du mal à systématiser la lecture de certains livres ou textes.

Au niveau de la structuration de l'organisation, nous avons des difficultés : pendant les périodes de mouvement, il est encore plus nécessaire que d'habitude de se réunir, mais, parfois, nous n'y arrivons pas. Toutes les sections n'ont pas de direction de ville, et les directions nationales sont inégalement peuplées, ce qui nuie à la cohérence de l'organisation et à la qualité de débat.

6. Journal, brochures, bulletins nationaux et trésoreries

RED est de plus en plus pris en charge par un comité de rédaction qui ne se réduit plus au Bureau National, qui réfléchit au sommaire en fonction de l'actualité. Néanmoins, nous avons toujours des difficultés à envisager le journal comme un outil essentiel pour nous former et nous tourner vers l'extérieur. Ainsi, il reste globalement peu vendu et l'argent n'est pas sérieusement centralisé.

Nous avons sorti cinq brochures (Palestine, Guerre, Sécuritaire, Qui sommes-nous ? et Black Power) qui ont été des outils pour approfondir les discussions autour de nous.

Un bulletin national hebdomadaire parait depuis plus d'un an sur la liste interne même s'il est peu ou pas repris. Cependant, certaines sections utilisent certains articles, pour compléter leurs tracts. Mais chaque section a du mal à faire profiter l'ensemble de l'organisation de ses tracts (sauf la RP et Bordeaux). Nous arrivons à avoir une revue de presse hebdomadaire.

Au niveau des trésoreries, les cotisations ou le fait de payer le journal ou les brochures ne doit pas être vu comme une contrainte, mais comme ce qui nous permet de continuer à sortir le journal, les tracts, les affiches et autocollants, acheter de la colle, etc. Bref, c'est cet argent et uniquement celui-ci qui nous permet de mener correctement notre activité. Nous devons être plus sérieux de manière à arriver à notre autonomie financière, chaque cercle doit se doter d'un trésorier.

7. Liens avec la LCR

Les relations avec la LCR sont en demi teintes. Au niveau local, sauf exceptions, les relations sont plutôt bonnes (y compris sur des villes où il existe des désaccords politiques ou une histoire mouvementée (Strasbourg, Angers, Grenoble, Montpellier). C'est le cas dans les relations entre les sections locales des JCR et de la LCR ainsi qu'entre la direction nationale des JCR et les sections locales de la LCR. En particulier, des progrès ont été réalisés dans l'intervention commune avec les groupes jeunes de la LCR.

Les relations avec la direction nationale de la LCR ont été plus mouvementées. Cela a été notamment le cas sur des discussions sur le G8 d'Evian et la loi sur le voile. Sur ces thèmes, nos interventions ont été discutées collectivement et n'ont pas été contradictoires, mais ont été largement différentes et sources de tensions. Un certain sectarisme s'est développé dans la LCR et dans les JCR sur ces questions. Ce sectarisme est sans fondement, puisqu'il s'agissait essentiellement de questions tactiques et ponctuelles. Nous devons tout faire pour que ce sectarisme disparaisse.

Par ailleurs, nous avons régulièrement proposé des discussions entre le BN ou le DN des JCR et la direction de la LCR, en particulier sur ces thèmes. Malheureusement, les camarades n'y ont que peu répondu. Les relations habituelles entre l'organisation de jeunesse et le parti sont maintenue : l'organisation de jeunesse doit faire régulièrement ses preuves auprès de la Ligue et exercer une pression pour que les questions jeunes soient une priorité et discutées sérieusement

III. Difficultés à formuler une politique

1. Un bilan contrasté

a. Une organisation en phase avec les préoccupations des jeunes

Nous avons participé activement aux mobilisations, en prenant des initiatives qui nous ont été à gagner une influence importante. L'orientation que nous défendons rencontre un écho important dans les luttes, et nous gagnons de nouveaux militants, même si cela reste en deça des possibilités.

Les mobilisations que nous avons construites, que ce soit contre la guerre, contre la loi Chirac Ferry, pour nos conditions d'études sur les lycées ou sur les facs nous ont permis d'avoir un milieu de plus en plus large. Il suffit de comparer nos listes de contact par rapport à la période d'avant l'entre deux tour.

Cette intervention, en phase avec les luttes des jeunes, et la mise en place de formations régulières nous ont permis de faire un saut qualitatif incontestable. Nous avons progressé dans l'analyse de la situation politique et de nos tâches et sommes intervenus sur l'essentiel.

b. Des difficultés à capitaliser

Nous avons du mal à progresser depuis le doublement de l'organisation constaté au dernier congrès. De plus, alors que nous sommes une des seules organisations politiques à faire un travail régulier dans la jeunesse, nous avons des difficultés à recruter.

Il y a notamment une difficulté à organiser les discussions sur la situation politique et nos tâches dans toute l'organisation, en associant les plus jeunes. Cela a manqué de nombreuses fois lorsqu'il faut avoir une compréhension commune, qui seule peut permettre de déterminer nos priorités et nos orientations.

Les difficultés à stabiliser les endroits où nous sommes présents ont aussi rendu plus difficile un élargissement géographique de l'organisation. Les militants ou contacts proches isolés sont peu ou pas gérés pour le moment. Notre difficulté à capitaliser vient aussi de notre manque de politique sur la moyenne durée. Pour gagner des jeunes, il faut être capables de leur montrer ce qui nous semble important comme activité sur le mois ou les deux mois à venir, en expliquant les luttes à développer et ce que nous devons dire, en tant que révolutionnaires. Si nous ne sommes pas capables de donner cette vision d'ensemble, les contacts ne peuvent qu'être découragés ou passer leur temps à nous courir après sans comprendre la logique de notre orientation, quand il y en a une. Le renforcement des discussions à l'échelle nationale, en particulier grâce à la DN doit nous y aider

c. Des difficultés à avoir une orientation cohérente

Nous avons du mal à avoir une politique nationale dans les mobilisations ou en terme de choix de priorités. Ainsi, par exemple, d'une ville à l'autre, il y avait des disparités, des incompréhensions, des choix différents (parfois même au sein d'une même ville). Cela n'est pas grave en soit. Ce qui est plus problématique, c'est que nous avons manqué de discussions politiques collectives ou, en tous les cas, elles n'ont pas permis d'avoir une appréciation globale de la période. Ce qui nous aurait permis de dégager des objectifs communs. Cela est aussi dû à une période où les évènements évoluent vite et où les lignes de clivages avec le reste du mouvement ouvrier évoluent. Dans cette période, nous n'avons pas recherché en permanence à mettre en place une orientation cohérente des différentes sensibilités de l'organisation, chaque section ou sensibilité a essayé de fonctionner dans son coin. La réalité, c'est qu'un tel fonctionnement n'est pas durable : il ne permet pas de comprendre les débats qui traversent les jeunes et d'avoir une vision nationale des choses. A chaque fois que des désaccords existent, même si cela abouti à des confrontations, il est nécessaire de prendre le temps de discuter précisément de nos désaccords et des éventuelles façons de les dépasser.

Cela ne rend que plus indispensable de prendre le temps de débattre pour définir une orientation et des priorités d'action communes.

La direction politique, la DN, a subit en premier lieu ces difficultés, puisqu'elle n'a pas été capable d'entraîner l'ensemble de l'organisation sur une politique commune. La DN a été plus une somme de représentants de sec-

tions qu'une véritable direction politique collective, où on élabore une orientation.

d. Articulations

Une de nos faiblesses principales est de ne pas arriver à avoir une politique d'ensemble qui articule les différentes questions sur lesquelles il est juste d'intervenir : difficulté à articuler travail de masse et travail propre, différentes thématiques C'est là-dessus que nous devons travailler dans la prochaine période. Il doit y avoir une cohérence entre tous ces aspects : c'est notre orientation. C'est-à-dire ce que nous pensons qui est prioritaire pour les jeunes en terme de luttes et comment les construire, ainsi que le lien avec le changement de société. Dans tous les cadres où nous intervenons, nous pouvons défendre cette politique, dans le respect de l'auto-organisation.

2. Tirer les leçons

a. Etre à l'initiative

Le manque de volonté des directions syndicales pour mobiliser a fait que les révolutionnaires ont eu de plus en plus de responsabilités à prendre dans la construction et le renforcement des mobilisations. Ainsi, nous avons su prendre des initiatives à la coordination de Villetaneuse ou sur la question de la guerre en Irak.

Nous ne devons compter que sur nos propres forces pour construire les mobilisations, même si une partie de ces forces doit être consacrée à entraîner d'autres jeunes et d'autres organisations.

b. S'adresser à tout le monde

Le mouvement étudiant en novembre décembre 2003, nous a permis de comprendre la nécessité de mot d'ordre repris largement, même si nous n'étions pas à la direction du mouvement au début. En avançant sur « retrait des LMD/ECTS », nous avons pu emmener avec nous une frange importante des étudiants. De même dans le mouvement anti-guerre, les mots d'ordre de « retrait des troupes d'Irak », « justice en Palestine » et « pas de participation française » permette au mouvement d'être à la fois large au moment des mobilisation et de s'inscrire dans la durée.

Nous avons compris ainsi que prendre des initiatives, être à la direction ne servait rien si on ne construisait pas le mouvement le plus large possible, qui seul peut permettre d'influer sur le rapport de force entre les classes.

c. Défendre nos idées révolutionnaires

Dans les mobilisations nous n'avons jamais caché nos idées révolutionnaires et la nécessité de renverser le système pour obtenir satisfaction. Au FSE 2003, nous avons été visible en intervenant dans les débats en vendant les journaux et en organisant un meeting des jeunes de la IV° internationale. La campagne des régionales et des européennes, nous a permis d'organiser la où c'était possible des meetings sur les facs réunissant dans une salle plusieurs centaines d'étudiants. C'est ce que nous devons continuer à faire, en articulant mieux la construction des mobilisations et l'apparition propre.

Texte de congrès (commission d'écriture des textes)

Introduction

1) L'actualité de la révolution

Quelle que soit la période politique, l'actualité de la révolution est le point de départ qui détermine en permanence les analyses et les stratégies des révolutionnaires. Depuis 40 ans, cette actualité de la révolution était posée comme une perspective abstraite. Mais la nouvelle configuration du capitalisme, suite à la fin de la guerre froide et le développement de la « guerre sans limite » menée par les grandes puissances, pose cette actualité d'une manière différente. Pour autant, la question de la prise du pouvoir n'est pas devenue une tâche immédiate qui détermine l'activité quotidienne des révolutionnaires.

Le capitalisme est entré dans une situation de crise prolongée.

Les classes dirigeantes et les évolutions du système entraînent une dégradation massive des conditions de vie et de travail des classes populaires à l'échelle internationale. La paupérisation massive et la tendance accrue à la barbarie déterminent de plus en plus la vie des travailleurs.

Il y a toujours une issue pour les classes dirigeantes aussi longtemps qu'elles détiennent le pouvoir. Mais, à la différence de la période précédente, il ne s'agit plus seulement de différents facteurs de crise (économique, politique, institutionnelle) mais d'une déstabilisation globale du système.

Ce sont ces deux facteurs (tendance accrue à la paupérisation des travailleurs et déstabilisation du système) qui posent la question du renversement du pouvoir capitaliste d'une manière différente.

Aujourd'hui, la perspective de la révolution reprend toute sa force car c'est la seule issue pour le mouvement en marche au coeur d'un système en crise profonde. Les situations révolutionnaires ne sont pas le produit d'une lente accumulation de victoires partielles, mais le produit d'une crise généralisée du système capitaliste et de ses directions politiques. Quand la politique des classes dominantes déraille, quand ceux d'en bas se décident à résoudre par eux-mêmes les problèmes de toute la société et quand ceux du milieu hésitent et sont prêts à se joindre aux exploités en lutte : c'est le processus qui fait émerger des situations révolutionnaires où « tout est possible ». C'est ce que les révolutionnaires doivent préparer aujourd'hui.

Nous sommes dans une période de développement des contestations globales. Depuis Seattle, des manifestations massives se sont enchaînées contre les institutions comme l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, l'OTAN, l'Union européenne ou le G8, c'est à dire contre les outils dont se dote la classe dominante pour s'organiser en tant que telle à l'échelle mondiale. A la différence des politiques néo-libérales des années 1980, les classes dominantes n'ont pas réussi pour l'instant à infliger une défaite majeure aux exploités. Des grèves de masse, voire générales, ont eu lieu dans de nombreux pays d'Europe. Les mobilisations ont abouti à des situations d'insurrection comme en Argentine ou en Bolivie, où la classe dirigeante a été incapable de défaire les mouvements et où la crise continue de s'approfondir.

En Irak, la puissance militaire hégémonique se retrouve embourbée face à la résistance, y compris militairement. La résistance du peuple irakien face à l'occupation neo-coloniale, combiné au puissant mouvement international anti-guerre, montre qu'il est possible infliger une défaite historique aux classes dirigeantes américaines. Cette authentique lutte de libération nationale est doit être soutenue de la manière la plus déterminée et intransigeante de la part des révolutionnaires du monde entier.

La crise politique ouverte par le conflit en Irak, à l'échelle mondiale, entraîne une déstabilisation générale et une accélération de toutes les contradictions du système. Les Etats Unis, première puissance impérialiste cherchent à maintenir leur hégémonie à travers la politique de la « guerre sans limite » en développant une stratégie militaire qui vise directement à remodeler les pays dominés. Face à cette offensive, les classes dirigeantes européennes accélèrent leur politique de construction de l'Europe capitaliste afin de défendre leur position. L'Europe capitaliste est le cadre que les bourgeoisies européennes construisent pour faire face aux nouveaux rapports de concurrence de la mondialisation impérialiste. Cela entraîne des attaques plus violentes contre les salariés, une politique militaire européenne plus agressive et un développement de la concurrence inter-impérialiste. Mais là aussi, l'offensive pour faire adopter le projet de Constitution européenne par les peuples peut renforcer la crise politique si le non l'emporte. Les tensions de plus en plus importantes entre les grandes puissances provoquent des crises politiques d'une ampleur nouvelle comme entre les Etats Unis et la France à l'occasion de la guerre contre l'Irak. L'autonomisation des puissances émergentes (comme le Brésil, la Chine ou l'Inde) augmentent ces contradictions.

La politique de « guerre préventive » contre le « terrorisme islamiste » est fondamentalement une stratégie de « contre révolution préventive » contre les peuples. Cette tendance ne peut aboutir, à terme, qu'à une conflagration généralisée et qui ouvre la voie à l'émergence de situations révolutionnaires, qui posent ouvertement la question du pouvoir. La situation est sans retour pour

les classes dirigeantes, cette crise leur impose d'être toujours plus offensives. La seule perspective pour les révolutionnaires est de construire une direction révolutionnaire du mouvement pour que cette crise débouche sur un changement de société.

2) Mouvement et direction révolutionnaire.

La crise structurelle du capitalisme et la violence des attaques de la bourgeoisie met fin à la perspective d'un compromis général, soit-il inégal, entre les classes sociales. Les directions réformistes sont entraînées dans une politique d'accompagnement des attaques des classes dirigeantes.

Cela limite drastiquement leur capacité à s'appuyer sur la perspective d'un compromis pour canaliser les aspirations des jeunes et des travailleurs. D'où la perte d'hégémonie organisationnelle des directions réformistes sur le mouvement ouvrier et la jeunesse.

Cela a des conséquences directes sur les rapports entre mouvement et construction d'une direction révolutionnaire.

Bien que minoritaires, l'initiative des révolutionnaires peut être déterminante pour cristalliser la révolte et susciter des mouvements de lutte. Dans ce cadre toute politique qui poserait l'accord avec les directions réformistes comme préalable à l'action ne peut conduire qu'à la paralysie.

Mais, inversement, toute politique, qui ferait de la rupture avec les illusions réformistes, et avec les directions réformistes, un préalable à l'action serait erronée.

La combinaison entre la révolte contre les conséquences de la logique capitaliste et la confiance donnée par l'expérience des luttes collectives sont les moteurs principaux du développement des mobilisations.

La perte d'hégémonie des organisations réformistes ne signifie pas que notre tâche est aisée. C'est une tradition de lutte qui est à (re)construire dans un mouvement inexpérimenté, qui a peu de référence en matière de stratégie victorieuse. C'est un mouvement de fond qui implique des millions de personnes mais il connaît des hauts et des bas et ne se construit pas de manière linéaire. Le mouvement est confronté à des difficultés qu'il ne peut franchir spontanément. Il subit de violentes attaques, de la part des classes dominantes mais aussi, de plus en plus, des directions réformistes comme cela a été le cas avec le FSE de Londres (attaque contre les musulmans, chantage à l'antisémitisme...). Le franchissement de ces obstacles est une nécessité pour que les mobilisations fassent d'indispensables sauts qualitatifs.

Une direction ne se proclame pas. Elle se gagne en élaborant les stratégies qui permettent au mouvement de progresser. C'est dans ce test, en se servant du marxisme, que se forge une direction révolutionnaire.

Notre première tâche, en tant que les révolutionnaires est de construire par nous-mêmes les différentes mobilisations sur les questions politiques centrales et pas de se contenter de dénoncer les directions réformistes.

Le développement des mobilisations dépend aujourd'hui essentiellement de notre capacité à prendre des initiatives en s'adressant le plus largement possible autour de nous. La stratégie des révolutionnaires est en effet de développer toutes les potentialités du mouvement : le développement de la lutte de masse à l'échelle internationale pour développer un nouvel internationalisme, son indépendance par rapport aux institutions bourgeoises, la conscience des intérêts inconciliables avec la classe dominante. Ces axes généraux sont la condition pour le développement des mobilisations. Ils produisent en même temps des différenciations politiques au sein du mouvement avec les courants politiques qui craignent l'élargissement et la radicalisation des mobilisations. Se battre pour construire une direction révolutionnaire pour les mobilisations est une condition pour pousser les confrontations le plus loin possible. Cela doit être notre objectif principal.

3) Construire les JCR pour préparer la révolution

Le développement des organisations révolutionnaires dépend de la période politique. Aujourd'hui, la fin de l'hégémonie de la domination stalinienne et sociale démocrate sur la classe ouvrière impose une rupture avec les conceptions antérieures de la construction des organisations révolutionnaires. Celle-ci ne peuvent se construire simplement en se pensant en opposition au mouvement ourvier traditionnel. Une organisation révolutionnaire n'est pas une fin en soi. C'est un outil pour préparer la révolution. Lorsque nous parlons de la « construction des JCR », nous devons avoir à l'esprit que si nous construisons cette organisation, c'est parce qu'elle permet de regrouper les jeunes qui, préparant les confrontations, pensent que la seule issue possible est une rupture radicale avec le système. Gagner des jeunes aux JCR n'est pas le « but ultime » lorsque nous construisons les mobilisations. C'est l'organisation qui doit être au service du mouvement, pas l'inverse. L'objectif est de gagner un maximum de jeunes aux JCR, non parce que petit à petit nous serons assez nombreux pour « faire la révolution », mais pour être le plus nombreux possible à construire les luttes dans la perspective de développer des crises révolutionnaires.

Il n'est donc pas possible de construire les JCR en extériorité aux luttes en cours. Aujourd'hui ce sont des millions de gens qui se mobilisent pour un « autre monde ». Sans être membre d'organisation révolutionnaire, ils participent par leurs luttes à la déstabilisation du système, qui, à moyen terme, peut déboucher sur une situation révolutionnaire. Les révolutions ne se sont jamais produites sous le mot d'ordre de la révolution, de même les organisations marxistes ne se sont jamais construites en proclamant de manière abstraite la nécessité de renverser le capitalisme. Lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, des mobilisations posent objectivement la nécessité de construire un autre monde, la tâche première des révolutionnaires n'est pas d'appeler à la révolution mais de proposer à tous ceux qui se mobilisent de construire cet autre monde ensemble.

La construction des mobilisations est donc une condition nécessaire au développement des organisations et des idées révolutionnaires. Mais cette condition n'est pas suffisante pour préparer la révolution. Dans une période comme celle que nous connaissons actuellement, les mobilisations et les organisations révolutionnaires se nourrissent mutuellement. En effet plus il y a, dans une mobilisation, de militants conscients de la nécessité de faire la révolution, plus ce mouvement se renforce qualitativement et pose des questions directement politiques. Cela passe par la bataille pour construire sur la base de mots d'ordre qui, sans être révolutionnaires, permettent au mouvement d'être le plus large possible sans donner d'illusions sur des possibilités de compromis avec les classes dirigeantes.

Le développement, les rythmes de construction et d'apparition des JCR, sont liés aux rythmes de la situation. L'objectif de l'activité des JCR est de répondre aux questions que se posent tous les jeunes qui se tournent vers nous, pas seulement de développer une apparition propre pour l'autoconstruction de l'organisation. Par exemple, notre journal doit être un outil pour gagner des jeunes à nos idées et pour les organiser autour de nous mais cela n'est possible que s'il fournit des analyses et des réponses aux questions que se posent les jeunes que nous côtoyons dans les luttes.

La période politique que nous vivons met à l'épreuve, de façon accélérée, les anciens schémas hérités du passé. C'est aussi la nécessité à travers les expériences de confrontation d'élaborer les nouvelles orientations et méthodes de construction, de gagner une nouvelle génération de militants révolutionnaires. Cela signifie que nous ne pouvons nous contenter d'une seule routine organisationnelle qui peut amener à une déconnexion progressive par rapport aux mobilisations réelles et aux questions nouvelles posées par la période. Dans le monde entier, les jeunes se retrouvent à la tête des mobilisations. La jeunesse, dont nous sommes partie intégrante, a une place centrale à jouer dans le développement du mouvement révolutionnaire.

I. Situation politique

1. Situation internationale

a) Crise du système économique

Les classes dominantes mènent à l'échelle internationale une offensive de grande ampleur. Cette offensive, dont l'objectif est de faire remonter les taux de profit, est révélatrice d'une crise traversée par le système capitaliste dans son ensemble.

Depuis plusieurs dizaines d'années (notamment depuis le choc pétrolier de 1973), le système est en effet confronté à un ralentissement de la hausse des profits des grandes firmes capitalistes, qui tentent dès lors par tous les moyens de faire rentrer plus d'argent en augmentant leurs bénéfices. Ces grandes firmes, pour maintenir voire augmenter leurs profits, multiplient les attaques contre les droits sociaux. En France, le chantage au retour aux 39 heures payées 35 sous menace de délocalisation l'illustre bien. Mais dans la période, atta-

quer « seulement » ses propres salariés ne suffit plus aux firmes pour se maintenir sur le marché international. Par le biais des différents Etats, elles s'attaquent aux pays du Sud afin d'augmenter leurs profits, comme Bouygues qui a de grands intérêts à l'intervention française en Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de cette course aux profits, les multinationales entretiennent entre elles des rapports contradictoires de concurrence et de complémentarité. Il s'agit pour les grandes entreprises de résoudre ensemble la crise tout en défendant leurs intérêts propres. Les multinationales se livrent entre elles une guerre acharnée mais certaines peuvent ponctuellement se mettre d'accord pour éliminer des concurrents, empêcher l'émergence de rivaux potentiels ou se prêter d'importantes sommes d'argent.

Les processus de fusion illustrent ces contradictions : parfois il s'agit pour deux multinationales de mettre en commun leurs activités pour obtenir un quasi monopole dans tel ou tel domaine et éliminer la concurrence. Parfois, il s'agit au contraire de la volonté d'un groupe de prendre le contrôle d'un groupe moins performant pour en conserver les secteurs les plus rentables.

Ces processus ne sont pas des solutions que les multinationales apporteraient à la crise, ils en font partie.

Les « recettes miracles » que les capitalistes ont produites ces dernières années pour relancer l'économie ont été pour la plupart des échecs. Les plans d'ajustement structurels imposés par le FMI ont connu un retentissant échec avec l'écroulement de l'économie argentine qui était pourtant présentée comme « le meilleur élève du FMI ».

La « nouvelle économie » et les « nouvelles technologies » ont également montré leurs limites avec les crises économiques en Asie du Sud-Est (Japon, Corée du Sud) ou avec l'affaire Enron: cette multinationale symbole de la réussite de la nouvelle économie, avait truqué ses chiffres et affichait des bénéfices faramineux tandis qu'elle était déficitaire.

Les conséquences de la crise pour les travailleurs et les jeunes sont dramatiques : multiplication des attaques contre les droits sociaux, licenciements, chute des revenus, hausse du chômage, de la pauvreté. Chaque jour environ 100 000 personnes meurent à cause de la faim et de ses suites immédiates, 20 000 enfants de maladies évitables, 5 000 personnes à cause d'accidents ou de maladies liés au travail… La liste est longue. Et le système va de plus en plus d'instabilité.

Si ces recettes n'ont pas fonctionné, c'est parce que le système est confronté à une crise structurelle : pour faire remonter les profits, les multinationales doivent revenir sur ce qu'elles avaient concédé aux salariés des pays du Nord et aux peuples des pays du Sud dans une période de croissance économique (les Trente Glorieuses). Cela passe par des attaques violentes qui entraînent une chute des revenus pour une partie importante de la population mondiale. La course effrénée au profit a pour conséquences l'effondrement d'économies nationales qui ne peuvent suivre le rythme. D'où la contradiction entre les nécessités des multinationales (vendre leur production, exploiter de la manière la plus rentable possible l'ensemble des ressources mondiales) et les moyens qu'elles doivent mettre en œuvre pour y répondre. Des populations sans argent ne permettent pas l'écoulement de la production mondiale. Des Etats dont l'économie s'écroule ne sont pas des points d'appui stables pour une exploitation « rentable » des ressources mondiales.

La crise économique s'accompagne logiquement d'une crise de légitimité du projet et du système capitaliste dans son ensemble. Car aux échecs que nous venons d'évoquer s'ajoutent l'accroissement visible par tous des inégalités entre le Nord et le Sud et, au sein des pays « développés », entre les plus riches et les classes populaires. La « fin de l'Histoire » qui avait été prophétisée par certains après la chute de l'URSS et des pays dits « socialistes » se heurte à la réalité des crises du système capitaliste.

b) Accélération de l'offensive impérialiste et des résistances.

La chute de l'URSS et la fin de la guerre froide ont ouvert une nouvelle période. La disparition de la deuxième superpuissance a permis un redéploiement des grandes puissances. Les classes dirigeantes nous avaient promis l'avènement d'une ère de paix. Mais ce redéploiement impérialiste a signifié une concurrence accrue entre les pays impérialistes, plus de guerres et plus d'instabilité au niveau international.

Nous assistons à une accélération de l'offensive des classes dominantes. Au Nord, ce sont l'ensemble des acquis des travailleurs qui sont remis en cause : protection sociale, retraites, salaires, temps de travail, services publics…

La notion d'impérialisme est d'une actualité brûlante : en effet, l'offensive contre les travailleurs et les jeunes du monde entier révèle toute sa violence avec le recours systématique à la force armée contre les pays du Sud.

La guerre et les occupations militaires sont à présent une donnée structurante de la stratégie des classes dominantes, de même que la rhétorique du « choc des civilisations » qui désigne un nouvel ennemi qui prend la place du communisme : l'Islam.

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis se sont déclarés officiellement en guerre. En septembre 2004, la Russie en a fait de même. L'unanimité derrière les Etats-Unis lors de l'offensive en Afghanistan, la légitimation par l'ONU de l'occupation de l'Iraq, la multiplication des interventions militaires (Haïti, Côte d'Ivoire…) avec occupation et les menaces envers d'autres pays (Soudan, Iran…) montrent que la « guerre sans limite » n'est pas qu'une idée mais bel et bien une politique reprise par l'ensemble des grandes puissances.

La guerre de classe menée par la bourgeoisie se heurte à des résistances elles aussi de plus en plus fortes. Ces dernières années les grèves se sont multipliées dans les pays dominants (France, Allemagne, Italie…), ainsi que les soulèvements dans les pays du Sud victimes du FMI (Argentine, Venezuela…) ou de l'offensive armée (Irak, Palestine…) et c'est un véritable mouvement de contestation à l'échelle internationale qui a vu le jour.

Les Forums Sociaux et les journées mondiales de mobilisation contre la guerre en sont les manifestations les plus visibles. L'épreuve de force entre les capitalistes et les peuples est en cours et même si nous sommes forcés de constater que pour l'instant elle tourne à l'avantage de la bourgeoisie, les luttes la fragilisent.

c- Concurrence et complémentarité entre les impérialismes

La guerre en Irak, objectif central pour les Etats-Unis dans leur stratégie de redécoupage de la planète et notamment du Moyen-Orient, a révélé l'ampleur des confrontations entre les différents impérialismes. L'opposition de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine à l'offensive en Irak est l'illustration des conflits inter impérialistes qui se sont développés depuis la fin de la guerre froide. L'objectif des Etats-Unis était de conquérir les zones échappant au système capitaliste mondialisé en se posant comme leader hégémonique d'un camp fédérant l'ensemble des grands pays capitalistes.

Mais la disparition de l'ennemi commun, l'URSS, a amené certains anciens alliés des Etats-Unis à prendre une autonomie de plus en plus grande vis-à-vis de l'ancienne superpuissance protectrice. Le Japon et l'Allemagne se sont ainsi progressivement posés en concurrents économiques sérieux pour les Etats-Unis. C'est ainsi que l'Allemagne, alliée à la France, a accéléré le développement de la construction du bloc européen, en essayant par exemple d'étendre sa zone d'influence aux pays de l'ex-Yougoslavie dès le milieu des années 90. De leur côté, la Russie et la Chine, même si elles se sont intégrées au système mondial, n'abandonnent pas leur prétention à contester l'hégémonie étatsunienne.

C'est donc progressivement un monde multipolaire qui émerge même si les Etats-Unis sont à l'heure actuelle la seule superpuissance économique, politique et militaire. Mais les effets conjugués de l'émergence de la concurrence et de la crise économique qu'ont connue les Etats-Unis à la fin des années 90 (écroulement du NASDAQ notamment) ont amené les dirigeants étatsuniens à revoir leur stratégie. C'est le sens de la politique de « guerre sans limite », explicitement formulée et mise en pratique par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre même si elle avait été élaborée auparavant.

Il s'agit pour les Etats-Unis d'apporter une réponse violente à la crise mondiale tout en contre-attaquant face à l'émergence de concurrents. Les Etats-Unis s'appuient sur leur suprématie militaire pour maintenir et étendre leur domination économique. Leur priorité est de prendre le contrôle du Moyen-Orient, zone stratégique notamment en raison de ses ressources pétrolières, en occupant des pays ou en y installant des régimes à leurs ordres. Ils espèrent ainsi conquérir l'ensemble des marchés et, en contrôlant le pétrole, mettre l'Europe

dans une situation de dépendance énergétique.

La période politique qui s'est ouverte avec le changement de stratégie des Etats-Unis après le 11 septembre porte en elle toujours plus de confrontations entre les grandes puissances. C'est en ce sens que l'on doit comprendre l'accélération de la construction européenne (armée européenne, Constitution, élargissement…). C'est aussi cette grille d'analyse qui nous permet de comprendre les affrontements de plus en plus directs entre la France et les Etats-Unis dans certains pays d'Afrique, comme en Côte d'Ivoire où la déstabilisation d'un pays allié de la France est largement due à l'intervention des Etats-Unis ou encore la politique de la France en Amérique latine et en Chine, où elle essaie d'avoir des points d'appui..

Les bourgeoisies, à l'échelle internationale, ont un intérêt commun : résoudre la crise et faire taire les résistances. C'est ainsi qu'elles peuvent par moment se retrouver pour intervenir ensemble militairement dans des pays comme l'Afghanistan ou Haïti, ou faire un bloc commun face aux pays du Sud dans des sommets de l'OMC. Mais la logique de la période est une accélération de la concurrence et des confrontations entre les grandes puissances. Le choix de l'administration Bush est un produit du développement des contradictions du système capitaliste mondialisé. Il n'y aura pas de retour en arrière, chaque jour ces contradictions s'accentuent et l'issue de la crise généralisée qui se profile est plus que jamais incertaine.

2. Situation en France et en Europe

a) Offensive libérale dans toute l'Europe et en France

Les gouvernements de tous les pays d'Europe menent des attaques contre tous les droits des travailleurs : retraites, Sécurité sociale, droits démocratiques, immigration, éducation… Ce sont des gouvernements de combat, qui sont prêts à des affrontements d'ampleur avec les travailleurs. Le fait que l'extrême droite participe à plusieurs gouvernements est représentatif de la volonté des classes dominantes d'en découdre. L'Union européenne est un cadre de coordination de ces attaques, et l'objectif de la Constitution européenne est d'institutionnaliser, de donner petit à petit un cadre légal aux reculs que veulent infliger les bourgeoisies. D'autre part, l'intégration de Europe de l'Est est un outil pour renforcer la hiérarchie au sein de l'Europe entre pays riches et pauvres même si les bourgeoisies des pays de l'Est y trouvent leur compte par l'afflux de capitaux dans leurs pays qui découle du rattachement à l'UE.

L'extrême droite se développe dans toute l'Europe, et dans plusieurs pays elle participe à des gouvernements au côté de la droite. Cette montée de l'extrême droite est révélatrice de la crise de légitimité de la construction de l'Europe qui favorise les replis nationalistes. Le choix fait par plusieurs partis de droite de former des coalitions avec l'extrême droite démontre que les classes dominantes sont dans une logique d'affrontement violent avec la classe ouvrière.

En France, le gouvernement Raffarin a pour projet la destruction de l'essentiel des droits sociaux obtenus depuis 1945. Ce que Thatcher avait en bonne partie réussi, la bourgeoisie française veut le faire. Les attaques contre la Sécurité sociale (retraites, assurance maladie, assurance chômage) et le droit du travail sont les axes fondamentaux (temps de travail, remise en cause du CDI, fin des diplômes nationaux, rapport Thélot…). Elles structurent une bonne partie des réformes actuelles du gouvernement et du patronat : ce dernier a même tendance a être plus offensif que le gouvernement, en lien avec Sarkozy et une fraction importante de l'UMP. Il met en place dans les entreprises des attaques avant que le gouvernement ne l'ose.

Pour mener à bien son projet, le gouvernement mène une campagne ultra réactionnaire contre les femmes, les travailleurs étrangers, les musulmans, les LGBT. A cela s'ajoute le renforcement de l'appareil de répression de l'Etat par le biais de lois (Vigipirate, LSQ, LSI, présence policière dans les lycées…).

L'ensemble des attaques sur les travailleurs qui touchent en priorité les femmes, l'amendement Garaud sur l'IVG, les pubs sexistes vont dans le sens du retour au foyer. Le nombre d'agressions homophobes augmentent. La division des travailleurs entre eux (hommes/femmes, français/étrangers, musulmans/catholiques/juifs/athée,…) est un élément indispensable de la politique des classes dirigeantes. Grâce au 11 septembre, la campagne contre les musulmans (qui tend à assimiler tout arabe à un musulman et tout musulman à un terroriste) permet à Chirac de faire l'union sacrée derrière la défense de la « république » et d'effacer tout clivage de classe. Les partis de gauche participent pleinement à cette logique.

Le mouvement de mai-juin 2003 a montré la capacité des travailleurs à se mobiliser. Pourtant cela n'a pas stoppé le gouvernement. Des grandes luttes ont eu lieu et ont toujours lieu dans beaucoup de pays européens (Italie, Etat Espagnol, Portugal, Allemagne). Cela a contribué à destabiliser ces gouvernements, notamment le gouvernement Raffarin (recul sur les 35h, malgré la volonté du patronat). Mais les attaques continuent (loi sur les licenciments, sur le service minimum…).

La multiplication des défaites des travailleurs (retraite, sécu, privatisations…) a laissé des traces pourtant, il n'y a pas de démoralisation chez les jeunes et les travailleurs. Des mobilisations sectorielles existent (La Poste…).

b) Situation sociale des jeunes

Les jeunes d'aujourd'hui sont la première génération depuis des décennies à savoir qu'elle va moins bien vivre que ses parents.

On assiste aujourd'hui à une prolétarisation de la jeunesse : de plus en plus de jeunes sont obligés de se salarier, étant donné la baisse du niveau de vie des travailleurs. En effet l'inflation (qui a des conséquences immédiates sur le coût des études) et la baisse du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes oblige les jeunes à se salarier très tôt, y compris pour ceux qui poursuivent des études.

Mais cette prolétarisation est également le résultat d'un projet de la bourgeoisie en direction de la jeunesse. En s'attaquant au système universitaire actuel, la bourgeoisie ne veut pas simplement réorganiser l'enseignement et la recherche : elle veut remodeler l'ensemble du monde du travail. L'université telle que nous la connaissons est le résultat d'une massification de l'enseignement supérieur, qui a commencé au lendemain de la deuxième guerre mondiale et s'est accélérée dans les années 60-70. Cette massification provenait d'un besoin accru de main d'œuvre qualifiée. Massification n'a jamais signifié démocratisation : les fils et filles d'ouvriers ont toujours eu beaucoup moins accès à l'enseignement supérieur que les classes aisées (chiffres).

Mais avec la crise, la bourgeoisie veut désormais remettre en cause la massification. Elle a besoin de travailleurs précaires peu qualifiés. Elle veut donc exclure une partie des jeunes de l'enseignement supérieur et adapter les études aux besoins à court terme des patrons. Détruire l'actuel système d'enseignement supérieur est un moyen efficace pour flexibiliser le monde du travail.

Elle veut favoriser le développement de l'alternance à tous les niveaux (secondaire et supérieur). Elle organise la professionnalisation des études, c'est-à-dire la soumission de leur contenu aux besoins à court terme des entreprises (lycée des métiers, licences pro, LMD...). Cela s'accompagne d'une casse des droits collectifs des futurs salariés par la suppression du cadre national des diplômes et l'annexe descriptive ou supplément au diplôme qui les individualise.

Pour faire accepter cette dégradation de la situation de la jeunesse, on la criminalise. Elle est stigmatisée comme dangereuse et « déréglée », il faut la discipliner. Le gouvernement Raffarin s'est appuyé sur l'offensive sécuritaire engagée par le gouvernement de gauche pour entreprendre des attaques sans précédent depuis la première moitié du vingtième siècles, comme l'enfermement des mineurs, l'interdiction des rassemblements dans les halls d'immeuble...Le retour à l'uniforme est même en débat. Cette criminalisation de la jeunesse touche plus particulièrement les quartiers populaires et la jeunesse immigrée.

La situation sociale des jeunes se dégradant, il est de plus en plus difficile de partir de chez ses parents et d'obtenir l'autonomie. D'où un écho important pour les discours défendant la famille comme cadre structurant dans la société. Ces discours participent d'une offensive idéologique réactionnaire qui renforce les valeurs patriarcales (plus d'oppression des jeunes filles notamment).

c) Luttes dans la jeunesse

Des mobilisations très importantes sur des questions non liées de manière immédiate aux conditions d'études ou de travail. Sur ces « questions politiques », les mobi-

lisations ont été parfois très massives (comme on a pu le voir dans l'entre-deux tours), en premier lieu la lutte contre la guerre. La lutte contre la guerre n'a pas encore réussi à se structurer sur la durée mais elle va continuer à politiser un grand nombre de jeunes sur un sujet au coeur de la stratégie des classes dirigeantes.

Des mobilisations parfois massives (mouvements lycéens en 98 et 99 et, dans une moindre mesure, mouvement étudiant en novembre-décembre 2003) ont eu régulièrement lieu sur les questions liées aux conditions d'études. Elles ont pu donner lieu à des grèves et à des blocages d'universités et de lycée. Les conditions d'études, le droit à l'éducation reste une préoccupation fondamentale des jeunes. Les luttes pour ce droit permettent à des milliers de jeunes de faire l'apprentissage de luttes concrètes, de la grève, d'apprendre à se confronter avec le gouvernement et à se solidariser avec la classe ouvrière comme pendant le mouvement de mai-juin 2003.

La prolétarisation de la jeunesse n'est pas sans effet sur les luttes des jeunes. On a vu apparaître des luttes de jeunes précaires, qui ont même été parfois victorieuses. La précarisation du milieu étudiants (50 % des étudiants sont salariés, le nombre de boursiers augmente chaque année…) modifie les conditions de lutte à l'université. En effet les étudiants salariés sont moins présents à l'Université et les plus pauvres d'entre eux ne peuvent se permettre de rater des cours au risque de redoubler et de perdre leurs bourses… Les questions concernant les étudiants et les travailleurs sont de plus en plus proches, mais l'obligation de plus travailler pèse sur la capacité à lutter.

Ce sont les plus jeunes de travailleurs qui ont été aux avant-postes des dernières grandes luttes (contre la guerre, en mai-juin). La jeunesse peut jouer un rôle essentiel dans les prochaines grandes luttes.

3) La place des révolutionnaires

a) Les jeunes et la gauche

Une grande partie des jeunes ne votent pas. L'engagement politique ne va pas de soi pour la plupart des jeunes, à la différence des années 60-70, mais les militants n'apparaissent plus comme des zombies comme cela pouvait être le cas au début des années 90. La volonté de changer le monde, le projet révolutionnaire ont gagné en crédibilité.

Une majorité de jeunes n'a pas confiance en la gauche traditionnelle pour transformer le monde. Le lien entre la gauche, le mouvement de la classe ouvrière et la transformation sociale (l'idée de transformation de la société) n'est pas quelque chose d'évident pour les jeunes d'aujourd'hui. Mais une part significative pense que c'est un moindre mal par rapport à la droite. La gauche traditionnelle contrôle encore moins la jeunesse que la classe ouvrière, et elle évolue de plus en plus vers la droite (les directions syndicales étudiantes, par exemple, capitulent devant le projet de la bourgeoisie dans l'enseignement supérieur). Mais elle conserve une certaine influence dans la jeunesse.

b) Le poids des directions réformistes dans les luttes

Malgré la relative faiblesse de l'encadrement de la jeunesse par la gauche traditionnelle, celle-ci conserve une influence significative sur les luttes des jeunes. Certains secteurs de la gauche sont encore capables de ponctuellement être à l'initiative de luttes : la direction de l'Unef l'a prouvé en novembre-décembre 2003.

Quand des luttes ont lieu, les idées réformistes ont un écho significatif. Cela permet à la gauche qui s'en revendique d'y exercer une influence. Pour y arriver, elle s'appuie sur l'Etat (subventions, liens institutionnels) qui lui permet d'avoir des moyens à dispositions et qui lui donne des relais institutionnels pour négocier la paix sociale. Elle s'appuie aussi sur les illusions engendrées par le système : en 2003, au plus fort de la mobilisation contre la guerre en Irak en France, les réformistes défendaient l'idée inepte de la résolution du problème par l'intermédiaire de l'ONU, mais cette idée était une illusion partagée par des millions de gens. Conforter ces illusions permet aux directions traditionnelles de s'assurer une certaine influence sur les mobilisations.

La gauche traditionnelle porte une lourde responsabilités dans les dernières défaites des travailleurs et des jeunes. Elle ne fait rien pour organiser une réelle contre-offensive générale face aux classes dirigeantes et au besoin elle sabote les luttes. Pour que les prochaines luttes soient victorieuses, il est nécessaire de les préparer dans la perspective d'un affrontement avec la politique de la classe dirigeante.

c) L'audience des révolutionnaires

Mais la nouveauté de la situation réside dans le fait que nous pouvons contester la direction des luttes à la gauche traditionnelle. Le mouvement contre la guerre et les occupations, le mouvement étudiant de novembre-décembre 2003 le prouvent : nous ne sommes plus uniquement en position de commentateurs d'initiatives prise par d'autres, une simple force de contestation, ou un "aiguillon" qui tente de faire aller la direction des luttes "un peu plus à gauche".

Cela veut dire que nous pouvons être à l'initiative de cadres unitaires et non plus seulement participer à ceux que d'autres impulsent. Nous sommes de plus en plus en position de réfléchir à la mise en place de toutes les étapes de la lutte et à entraîner tout le mouvement à franchir ces étapes sans attendre que d'autres le fassent à notre place.

De plus, notre courant est désormais connu du grand public et notre surface de contacts s'est considérablement élargie. Les présidentielles de 2002 en sont l'illustration la plus manifeste. Les campagnes régionales et européennes de 2004 (affluence dans les meetings, écho favorable pour nos idées chez les salariés et les jeunes…) sont révélatrices de cette audience même si les scores obtenus ont été inférieurs à ceux de 2002.

Cependant, nous n'avons pas encore su capitaliser cet élargissement. Mais il existe aujourd'hui la possibilité de gagner un grand nombre de jeunes à nos idées, pas seulement des individus.

II. Nos tâches

1) Proposer une politique pour l'ensemble de la jeunesse.

a) Nos axes d'intervention prioritaires

Nous avons vocation à nous adresser à l'ensemble des jeunes, et pas seulement aux plus radicaux d'entre eux. Cela signifie avoir une politique qui prend en compte l'ensemble des préoccupations des jeunes, que ce soit du point de vue de leurs conditions de vie ou des questions politiques sur lesquelles ils sont prêts à agir et à se battre.

Nous devons cependant définir des priorités politiques, qui sont les questions sur lesquelles nous pouvons entraîner du monde, élever le niveau de conscience et peser sur le rapport de forces réel, sans pour autant mettre de côté les autres questions.

Deux questions essentielles apparaissent dans la période : les luttes sociales face aux attaques de la bourgeoisie et les luttes internationalistes, essentiellement les mobilisations anti-guerre.

Le caractère prioritaire de ces questions signifie que notre orientation et notre intervention sont définies par elles et qu'elles doivent faire l'objet d'une politique cohérente et nationale, prise en charge par l'ensemble de l'organisation.

Même si ces questions ne se confondent pas et nécessitent une intervention et des cadres de mobilisation spécifiques, nous ne pouvons pas déconnecter l'offensive militaire menée contre les pays du Sud et l'offensive anti-sociale et répressive menée contre les travailleurs et les jeunes des pays du Nord.

Nous devons donc expliquer dans les différentes luttes qu'il existe un lien entre elles : dans les luttes sociales, expliquer le lien avec la guerre et le fonctionnement du capitalisme, dans les luttes anti-guerre, expliquer qu'il y a une cohérence entre les guerres et les attaques contre les travailleurs et les jeunes (budgets, fonctionnement actuel du capitalisme…).

Notre orientation est un tout : nous défendons pour chaque mouvement ces objectifs propres, en relation avec le niveau de conscience des jeunes ; mais nous défendons dans tous les cadres une orientation globale (lutte contre le sexisme, contre toutes les discriminations, importance de la lutte des classes, rôle de l'Etat, de la police…).

Dans chacune des luttes, nous devons aussi prendre le temps de discuter individuellement et de faire des interventions qui expliquent nos idées révolutionnaires : cette société n'est pas aménageable, les intérêts des classes populaires et de ceux qui nous dominent ne sont pas compatibles. C'est parce que cela est difficile que nous le faisons assez mal. Cela nécessite des discussions spécifiques et régulières dans les instances (cercles, directions, commissions) pour définir précisément les arguments que nous employons.

b) Unifier les luttes des jeunes aux

côtés des travailleurs

Ces dernières années nous constatons que s'il y a des foyers d'agitation permanents, il y a une réelle difficulté à tendre vers une unification des mobilisations, notamment dans le domaine social.

Notre tâche n'est pas d'appeler à l'unité de manière strictement propagandiste, ni de négliger les luttes sectorielles, partielles. S'adresser à l'ensemble des jeunes, c'est être capable de formuler des revendications spécifiques pour les lycéens, les étudiants, les jeunes travailleurs et chômeurs tout en avançant sur des revendications unifiantes.

Nous devons partir des préoccupations immédiates des jeunes, notamment celles qui concernent leurs conditions d'études, de travail ou de vie. Mais dans le même temps nous ne nous cantonnons pas à des revendications immédiates et sectorielles, pour dépasser le morcellement des luttes et aller vers la perspective de la grève générale.

Les jeunes n'ont pas d'intérêts propres, ils ne constituent pas une classe sociale. Nous pensons que c'est en s'alliant aux travailleurs qu'ils ont un rôle progressiste dans l'histoire. Les revendications que nous mettons en avant doivent donc concerner en premier lieu les jeunes issus des couches exploitées. Elles doivent aussi être un point d'appui pour faire des liens avec les luttes des travailleurs.

Les revendications spécifiques seront développées plus loin. Nous allons ici sérier quelques revendications dont la vocation est d'unifier et qui peuvent être avancées dans certaines mobilisations sectorielles ou spécifiques.

La société actuelle ne donne pas les moyens à la jeunesse de se former dans de bonnes conditions : les jeunes, qu'ils soient lycéens, étudiants, apprentis ou à la recherche d'un premier emploi, n'ont le choix qu'entre la dépendance vis à vis de leur famille ou l'obligation de travailler dans des conditions précaires. Pour pouvoir se consacrer à sa formation, quelle qu'elle soit, chaque jeune, entre 16 et 25 ans, doit percevoir une allocation d'autonomie d'au moins 1000 euros par mois.

Les moyens dans l'éducation sont insuffisants et la privatisation de l'Education nationale en cours par divers biais. Nous devons, dans les luttes qui peuvent se développer dans les facs et les lycées, avancer sur la question des moyens et contre les politique de privatisation.

La question du chômage préoccupe une très grande majorité de jeunes. C'est également une arme aux mains de la bourgeoisie pour faire accepter sa politique de régression sociale, que ce soit les réformes dans l'éducation ou les attaques contre les jeunes salariés. Pour opposons l'ensemble des jeunes à cette logique, nous mettons en avant la revendication de l'allocation d'autonomie et le droit à un emploi stable pour tous les jeunes.

Les politiques répressives concernent de plus en plus de jeunes, que ce soit sur leur lieu de travail, d'étude ou d'habitation. Nous devons mettre en avant des revendications concernant la criminalisation de la jeunesse : abrogation des lois sécuritaires, pas de flics dans les facs et les lycées, pas de flic dans nos quartiers et dans nos cités…

De telles revendications, couplées aux revendications immédiates, peuvent nous permettre de pousser vers l'unification des mobilisations tout en étant en phase avec les mots d'ordre sur lesquels les jeunes se mobilisent.

c) Les questions politiques et la lutte contre le capitalisme

Les manifestations monstres de l'entre-deux-tours nous ont prouvé que le sentiment anti-raciste et anti-fasciste était largement partagé chez les jeunes. L'accélération de l'offensive raciste, autour de la rhétorique du « choc des civilisations », nécessite une élaboration et une activité conséquentes sur les questions liées au racisme qui est aujourd'hui un des principaux outils aux mains des classes dirigeantes pour diviser les opprimés entre eux.

Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent les jeunes au premier chef et que nombre d'entre eux sont susceptibles de se mobiliser, de se radicaliser et de se politiser dans des mobilisations qui pèsent dans le rapport de forces.

Nous pouvons aussi voir que face à la multiplication des attaques contre les droits des femmes, un travail est possible et nécessaire, ce qu'a démontré l'écho relatif reçu par les campagnes menées par Ni Putes Ni Soumises, qui apportaient des réponses institutionnelles à des problèmes pourtant bien réels et en profitaient pour nous diviser entre bons musulmans républicains intégrés et affreux islamistes.

Enfin, la question de l'écologie est une question qui, à juste titre, préoccupe les jeunes. Les mobilisations contre les marées noires, la dimension écologiste dans les rassemblements altermondialistes ou les campagnes contre les OGM témoignent d'un intérêt réel pour l'écologie.

Nous devons non seulement avoir une élaboration spécifique sur ces questions pour ne pas nous contenter de dénoncer le système capitaliste dans son ensemble (voir résolutions) mais aussi les intégrer à notre profil politique pour expliquer le lien entre, par exemple, le racisme ou la crise écologique et la logique du système.

Nous devons par ailleurs nous donner les moyens de participer à certaines mobilisations sur ces questions. Au niveau national, nous devons nous saisir de l'actualité. De plus, sur certaines sections ou pour les sections d'une même région, ce type de mobilisations peut être une priorité : mobilisations contre des catastrophes écologiques, contre des politiques municipales particulièrement sécuritaires, contre des actes racistes localisés…

2) Une politique unitaire et offensive

a) Répondre aux enjeux de la période

Formulation 1

Nous sommes dans une période de mobilisation permanente. Construire les mobilisations sur les questions prioritaires dans la période actuelle est un travail quotidien, qui connaît des avancées et des reculs, liés à la situation politique. Se limiter à une intervention propagandiste combinée à une intervention ponctuelle dans les mobilisations est en dessous des possibilités de la période actuelle.

La première tache des révolutionnaires est la construction des mobilisations en y développant une stratégie qui permette à ceux qui se battent de s'orienter dans la période actuelle pour gagner. C'est en participant pleinement aux mobilisations, en se posant l'ensemble des problèmes qui sont posés au mouvement (massification, différenciations politiques, critiques de la part des directions réformistes…) pour qu'il gagne que les révolutionnaires pourront démontrer la justesse des stratégies élaborées à partir des acquis du marxisme.

Nous devons nous adresser à toutes les forces politiques syndicales et associatives pour impulser et construire les mobilisations, en combattant tout sectarisme. Mais nous ne pouvons pas postuler qu'un accord avec les forces traditionnelles du mouvement ouvrier est la condition pour le développement et le succès des luttes. Ce serait une politique d'impuissance et le reflet d'une perte de confiance dans les capacités des jeunes et des salariés à construire leur propre lutte.

La condition pour le développement des mobilisations, leur élargissement, leur capacité à surmonter des obstacles, c'est que les jeunes et les salariés qui y participent aient confiance dans leurs propres forces et prennent conscience du sens politique de leur combat. Cette compréhension politique est une condition pour développer l'auto organisation que les révolutionnaires doivent chercher à susciter en permanence. L'auto organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. Mais surtout, l'auto-organisation est le principal moyen pour élargir et renforcer notre camp social face aux classes dirigeantes. Seul un mouvement qui s'organise lui-même peut entraîner des millions de travailleurs et de jeunes dans la lutte. C'est pour cette raison que les bureaucraties ont toujours combattu la dynamique et la force des mobilisations auto-organisées.

Formulation 2

Il n'y a pas de « boulevard » pour les révolutionnaires, les opprimés ne sont pas dans une dynamique de victoire, et subissent même de nombreuses défaites, ou des victoires ponctuelles sur des luttes défensives. Mais, pour autant, nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes en attendant des jours meilleurs.

Nous sommes dans une période de mobilisation permanente. Construire les mobilisations sur les questions prioritaires dans la période actuelle est un travail quotidien, qui connaît des avancées et des reculs, liés à la situation politique. Se limiter à une intervention propagandiste combinée à une intervention ponctuelle dans les mobilisations est en dessous des possibilités de la période actuelle.

La violence des attaques et la persistance du mécontentement à une échelle large signifient qu'il y a des potentialités de luttes. Les jeunes et les travailleurs sont plus désorientés que démoralisé. Cette désorientation est notamment due à l'absence de perspectives proposées par le mouvement ouvrier traditionnel qui refuse toute confrontation avec les classes dominantes, sauf quand il y est vraiment obligé par les masses.

La possibilité de mobilisations ne dépend pas uniquement de nous : elle dépend aussi de la combativité des jeunes et de l'attitude des autres courants. Mais nous avons un rôle particulier à jouer dans l'organisation de la contre-offensive. D'une part car nous sommes un des seuls qui veulent réellement se battre. Et, d'autre part, parce que, actuellement, de nombreux jeunes tentent de trouver des moyens de lutter et que notre rôle est de les aider à la faire.

Nous ne pouvons nous contenter de faire pression sur la gauche traditionnelle pour qu'elle initie des mobilisations. Nous devons, chaque fois que nous pensons que c'est juste, être à l'initiative, c'est à dire tenter d'entraîner un maximum de jeunes derrière nous. Pour cela, nous devons penser la construction des mobilisations de A à Z, c'est-à-dire en nous pensant comme une direction. Lorsque nous sommes à l'initiative, les mots d'ordre les plus justes pour construire le mouvement, ceux qui permettent de gagner, peuvent être majoritaires.

Mais deux conditions supplémentaires sont nécessaires pour gagner : l'unité et l'auto-organisation.

La division entre les différentes organisations est un obstacle pour de nombreux jeunes pour s'investir dans une lutte. De plus, l'influence que possèdent encore les réformistes fait que leur investissement, même seulement par le biais de la signature d'un tract, est un point d'appui pour que nous entraînions de nombreux jeunes.

Pour nous, la lutte pour l'unité est aussi le plus sûr moyen soit d'entraîner les réformistes sous la pression de leur base, soit de démontrer, qu'ils ne veulent pas mobiliser et ainsi augmenter notre influence. Dans les organisations de masse à direction réformistes, nous nous battons pour qu'ils participent aux luttes. Dans les cadres de mobilisations que nous construisons, nous proposons toujours l'unité aux autres forces et nous l'acceptons sur la base minimum qui permet le développement d'une mobilisation.

La condition pour le développement des mobilisations, leur élargissement, leur capacité à surmonter des obstacles, c'est que les jeunes et les salariés qui y participent aient confiance dans leurs propres forces et prennent conscience du sens politique de leur combat. Cette compréhension politique est une condition pour développer l'auto organisation que les révolutionnaires doivent chercher à susciter en permanence. L'auto organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. Mais surtout, l'auto-organisation est le principal moyen pour élargir et renforcer notre camp social face aux classes dirigeantes. Seul un mouvement qui s'organise lui-même peut entraîner des millions de travailleurs et de jeunes dans la lutte. C'est pour cette raison que les bureaucraties ont toujours combattu la dynamique et la force des mobilisations auto-organisées. Pour les JCR, la révocabilité des élus et les votes ne sont pas des questions formelles mais des questions stratégiques

C'est aussi un moyen de combattre l'influence des bureaucraties. D'une part en les obligeants à participer à la mobilisation sous peine de perdre leur influence auprès des jeunes qui les voient en direct dans les assemblées générales. D'autre part en les mettant en minorité dans les assemblées générales et ainsi en cassant leurs volontés de compromis avec l'Etat et le système.

Formulation 1

b) Construire une organisation révolutionnaire dans la jeunesse

Formulation 2

b) Construire une tendance révolutionnaire dans une nouvelle organisation de jeunesse anticapitaliste

La campagne présidentielle de 2002 a prouvé que les organisations révolutionnaires ont un écho très important. Le fait de se présenter comme militant révolutionnaire et défendre notre orientation ne sont pas des obstacles pour discuter avec des jeunes combatifs et tenter de les gagner.

Les questions fondamentales que se posent les jeunes qui veulent se battre aujourd'hui sont de savoir comment organiser la contre offensive et comment changer la société. Les JCR se fixent comme objectif de tenter de répondre à ces questions. Par une politique unitaire et offensive et la construction des luttes, nous tentons de répondre à la première. Pour répondre à la seconde, nous devons expliquer que cette société n'est pas réformable.

Un premier argument tourne autour du fonctionnement économique de la société : les moyens de production sont confisqués par une minorité qui décide de tout. Pour changer la société, les travailleurs doivent leur prendre le pouvoir et, à partir de la socialisation des moyens de production, changent la société et en finissent avec l'exploitation et toutes les oppressions. Le rôle des JCR est d'unifier les jeunes aux travailleurs pour défendre cette perspective.

Le deuxième argument tient aujourd'hui du bon sens quand on regarde l'évolution de la société : les guerres, le racisme, la misère, la violence font partie intégrante de cette société. La course au profit est de plus en plus clairement la source de tous ces problèmes. Nous pouvons facilement expliquer que c'est la logique de la société qu'il faut remettre en cause. Il est impossible de simplement aménager le capitalisme, de le réformer. Il faut une révolution.

Nous ne recrutons pas sur une base trotskyste ou léniniste, bien que ces références soient celles de la LCR et de la IVe Internationale et donc en partie les nôtres. Nous gagnons les jeunes à l'idée de se battre contre le système, à la conviction que la lutte de classe existe et est le moyen de renverser cette société, de faire la révolution.

Formulation 1

Il n'y a pas dans la jeunesse de courant réformiste ou centriste avec qui il soit utile de construire une organisation commune. Les seuls courants avec qui nous militons régulièrement sont ceux du PC et de la gauche du PS, mais nous avons des désaccords politiques capitaux sur la stratégie comme sur l'intervention dans les luttes actuelles. Quand aux jeunes qui s'organisent dans des réseaux radicaux comme le réseau intergalactique, Sud-étudiants, etc. ce n'est qu'à l'échelle individuelle qu'ils acceptent de s'organiser politiquement.

Cela ne signifie pas qu'ils faut être attentistes et construire les JCR dans leur coin, sans être ouverts. Ne devons relayer les initiatives de la LCR sur la nouvelle force. Nous devons continuer à proposer l'unité d'action, et plus si possible, avec d'autres courants, en particulier les autres courants d'extrême gauche (comme cela a été le cas avec VdT et Speb). Notamment, nous développons les contacts et le militantisme commun avec les camarades de LO et de la fraction de LO, en s'appuyant sur les acquis de la camapgne de 2004. Nous devons aussi discuter avec les jeunes sur la nécessité de construire une force politique dans la jeunesse qui soit qualitativement plus grosse que les JCR. Cela se fait dans notre matériel, dans des meetings, des débats. C'est par ce type de discours que nous pourrons gagner des jeunes à nos idées dans des périodes où cela parait évident qu'il faut s'engager (comme l'entre deux tours des présidentielles 2002). Construire une organisation ne se fait pas de manière linéaire, cela se fait par des convergences, des ruptures et des sauts lors d'échéances politiques importantes, où nous pouvons démontrer que nos idées sont en adéquations avec les problèmes posés aux jeunes. Actuellement, notre priorité est de rechercher ces sauts.

La rupture avec l'ancienne période de construction des organisations révolutionnaires doit se penser comme un processus conscient et méthodique. La simple interpellation des directions réformistes, combinée à une accumulation lente et régulière de forces militantes, est largement insuffisante. L'aboutissement de cette logique s'incarne dans le fétichisme organisationnel et la collection de recettes militantes. Or la période actuelle nécessite de « révolutionner les révolutionnaires ». il ne s'agit plus de découper la frange radicale dans les mobilisations mais d'élaborer, à travers le débat avec tous

ceux qui participent aux luttes, des stratégies pour les mobilisations et, à travers leur concrétisation, de gagner de nombreux militants au marxisme révolutionnaire.

Formulation a (s'intègre dans la F 1)

La construction d'une nouvelle force politique n'émerge pas spontanément d'évènements (résultats électoraux, grève générales…), même si les événements fondateurs sont déterminants pour l'émergence d'une nouvelle direction révolutionnaire. C'est un processus, une politique permanente pour organiser, donner un cadre politique à tous ceux qui veulent développer les mobilisations dans le sens d'une contestation globale du capitalisme La fonction de ce cadre est de permettre à une échelle plus large que l'actuelle extrême gauche de mener ensemble les batailles politiques centrales et de faire l'expérience des différentes stratégies pour les mobilisations.

Le premier pas dans la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire d'une ampleur conséquente est la mise en cohérence de l'intervention de notre courant, c'est-à-dire la convergence la plus rapide possible avec les différents groupes jeunes dans ou autour de la LCR.

Formulation 2

Il y a aujourd'hui des dizaines ou quelques centaines de jeunes qui, sans être aux JCR ni à la LCR, sont convaincus de la nécessité d'un monde socialiste. Militants syndicaux, à l'UNEF ou à SUD, voire à la FSE ; associatifs, dans les mouvements antiguerre, LGBT, altermondialistes ; politiques (notamment des jeunes du PCF en rupture avec ce parti, des libertaires pas sectaires) ; ou même encartés nulle part, des « qui-savent-pas-trop » à quelle tradition politique ils s'identifient… On les retrouve à nos côtés dans les différentes luttes, ils poussent dans le même sens que nous contre les bureaucrates et tous ceux qui veulent aménager le système capitaliste.

Ces jeunes sont convaincus de la nécessité et de la possibilité du socialisme, sans nécessairement avoir tranché le débat pour y arriver, réformes ou révolution. Ils peuvent avoir encore des illusions, sur les élections notamment, tout en sachant que ce sont les luttes qui payent.

C'est en militant quotidiennement avec eux dans une organisation politique que nous pourrons le mieux les convaincre de la nécessité et de la possibilité de la révolution. Les côtoyer dans les luttes antiguerre, syndicales ou autres ne suffit pas puisque la question du pouvoir ne s'y pose pas tous les jours, et que c'est sur cette question qu'il faut les convaincre. D'où la nécessité de prendre des initiatives pour lancer dans la jeunesse une nouvelle force anticapitaliste avec eux.

Cette force anticapitaliste n'est pas un but en soi, car elle ne permettra pas dans les futures crises pré-révolutionnaires de convaincre massivement la jeunesse inorganisée de la nécessité de la révolution. C'est pourquoi nous devons garder dans cette nouvelle force une intervention structurée au sein d'une tendance, sur la base de l'orientation établie plus haut. Puisque nous serons à l'initiative de cette nouvelle force, que nous serons le seul courant structuré en son sein, nous en constituerons sa colonne vertébrale.

Cette nouvelle force ne constituera qu'une médiation tactique en vue d'arriver –le plus vite possible- à une organisation révolutionnaire regroupant un nombre de jeunes qualitativement supérieur à celui des JCR aujourd'hui.

Bien sûr le premier pas dans la construction de cette nouvelle organisation de jeunesse et de sa tendance révolutionnaire est la mise en cohérence de l'intervention de notre courant, c'est-à-dire la convergence la plus rapide possible avec les différents groupes jeunes dans ou autour de la LCR

c) Notre discours révolutionnaire dans les luttes

Nous ne déconnectons pas notre orientation révolutionnaire et notre intervention dans les luttes, dans lesquelles nous ne sommes pas juste de bons syndicalistes de gauche ou des militants un peu plus internationalistes que les autres. Nous devons, dans toute mobilisation, avancer en tant que militants politiques. Lorsqu'il y a une lutte, il y a en général élévation du niveau de conscience. Mais les idées révolutionnaires n'apparaissent pas de manière spontanée, il faut nécessairement une intervention consciente.

La façon dont nous construisons les luttes participe déjà de notre identité révolutionnaire. En effet, se battre pour l'auto-organisation, par exemple, c'est déjà défendre l'idée que ce sont les opprimés eux-mêmes qui doivent prendre en main leurs affaires.

Mais défendre notre identité révolutionnaire signifie que nous ne sommes pas seulement au niveau politique du mouvement. Chaque fois que c'est possible, nous défendons la perspective d'une unification des luttes des opprimés pour une confrontation généralisée avec la bourgeoisie. Cela signifie aussi que nous devons avancer, par exemple dans les assemblées générales, une explication plus globale de la logique du système capitaliste, et des revendications qui remettent en cause cette logique. Lorsque des AG massives ont lieu sur la durée (mouvement de grève dur), nous pouvons également avancer sur la question du pouvoir (qui doit le détenir, pour faire quoi, etc.).

Nous devons avoir le souci, pendant des mobilisations, de ne pas mettre en veille l'activité de l'organisation. Cela implique de se donner les moyens de poursuivre l'apparition propre : tables, ventes de journaux, distribution de tracts. Cela implique aussi, au niveau national, de continuer de sortir le matériel et d'élaborer politiquement sur l'ensemble des questions. Cela signifie enfin, dans les manifestations, de s'organiser pour que les JCR apparaissent.

Le souci d'articuler construction des mobilisations et apparition de l'organisation n'est pas une règle abstraite que nous nous imposerions. Avoir une politique unitaire et offensive, c'est en effet se donner les moyens de construire le rapport de forces contre la bourgeoisie et de gagner en influence dans le mouvement ouvrier. Cela implique donc non seulement de construire et d'essayer de donner la meilleure direction possible aux mobilisations, mais aussi d'essayer de gagner des jeunes à l'organisation au cours d'une lutte.

3) Les luttes sociales

a) Vers la grève générale

La grève générale est aujourd'hui une nécessité à deux niveaux. Le premier est classique, la grève générale est un moyen de poser le problème du pouvoir des travailleurs et du changement de société. Le deuxième est lié à la situation politique actuelle : toutes les mobilisations contre les projets fondamentaux du gouvernement et du patronat ont échoué dans la dernière période.

Il est plus que probable que le rapport de force nécessaire pour leur infliger une défaite et de les faire dégager sans attendre 2007 soit celui donné par une grève générale. Nous devons l'expliquer dans toutes les mobilisations auxquelles nous participons, pour convaincre les jeunes de faire converger leurs luttes entre eux et avec les travailleurs.

En effet, la nécessité de chasser le gouvernement par les mobilisations, qui est posée depuis plus de 2 ans, est plus que jamais d'actualité. Il ne s'agit pas seulement d'empêcher le gouvernement d'appliquer ses réformes, mais que « la rue » conteste la légitimité de Chirac et Raffarin à diriger le pays. Une crise politique, provoquée par des mobilisations et qui entraînerait le départ de Raffarin serait une victoire pour les salariés et les jeunes. Le rapport de force en serait considérablement modifié en faveur des salariés, que le gouvernement suivant soit de gauche ou de droite. Il s'agit pour nous de rendre ce pays ingouvernable pour les patrons et les capitalistes et de démontrer que les seuls légitimes à diriger et capables de résoudre les problèmes de la société sont les travailleurs eux-mêmes.

Or il est évident que les directions réformistes ne veulent pas d'une telle crise qui remettrait en cause l'espace qu'elles occupent dans leur démarche d'accompagnement de l'offensive des classes dirigeantes. Dans une situation de crise où c'est la légitimité du fonctionnement du système qui est remise en cause, elles savent qu'elles n'ont aucune perspective à proposer aux travailleurs puisqu'elles font partie du problème et non de la solution. Or dans la jeunesse, il est clair qu'il n'y a plus d'hégémonie des courants sociaux-démocrates et/ou staliniens, comme l'ont démontré les mobilisations étudiantes de novembre-décembre et comme le démontre le mouvement anti-guerre. Ces courants ont une importante capacité de nuisance mais nous sommes aujourd'hui en mesure de construire dans la jeunesse, aux côtés des salariés, des mobilisations qui peuvent converger autour du mot d'ordre « chasser le gouvernement » et contribuer à accélérer les processus de crise politique.

Mais, pour qu'une telle convergence soit possible, il faut déjà qu'existent des luttes sectorielles. Notre rôle est donc aussi de pousser à la mobilisation sur des revendications immédiates.

Dans la prochaine période, la lutte contre la privatisation des services publics, contre la régionalisation, pour la défense de la sécu peuvent unir jeunes et travailleurs sur des objectifs communs. Mais la défense des diplômes nationaux et des conventions collectives (cf. le dossier individualisé dans le rapport Thélot et l'annexe descriptive du LMD) doit être également un axe central dans la préparation de la grève générale. Les questions de la défense du droit à l'emploi, de la défense des salaires, du temps de travail et de la lutte contre le service minimum peuvent jouer un rôle.

Se battre sur la base de ces mots d'ordre permet aux jeunes scolarisés de saisir l'intérêt de rallier les travailleurs de leur établissement, et de tenter de convaincre les travailleurs des entreprises aux abords de leur établissement de les suivre.

b) Intervention dans les universités

L'offensive actuelle dans les universités est structurée autour de la réforme LMD-ECTS. La professionnalisation, le manque de moyens, l'augmentation de la sélection et des frais d'inscription y sont liés. C'est donc notre axe d'intervention syndical prioritaire. Nous poussons dans les syndicats où nous intervenons pour que la mobilisation contre cette réforme soit l'axe central autour duquel tous les autres doivent tourner.

Plusieurs mobilisation a déjà eu lieu contre les principes généraux de la réforme et elles ont échoué. Il est donc peu probable qu'une autre mobilisation parte d'une dénonciation générale. C'est plus vraisemblablement en partant des conséquences immédiates de la réforme sur les étudiants, filière par filière, que nous pourrons mobiliser.

Nous devons défendre le droit à une formation de qualité pour tous. Formation de qualité signifie diplômes nationaux permettant de se défendre dans le monde du travail, c'est-à-dire donnant accès à une qualification reconnue dans les conventions collectives, et non diplômes professionnalisés, ne donnant accès qu'à des compétences pour un poste précis dans une entreprise précise, ce qui en fait un diplôme jetable. Nous devons donc exiger le retrait de la réforme LMD, qui casse le cadre national des diplôme, impose une professionnalisation et une individualisation des études. Etudes pour tous, cela veut dire création massive de postes de profs et de personnels administratifs et ouvriers, contre les amphis et TD surchargés (pas plus de 24 par TD). Cela veut dire une allocation d'autonomie : pas un seul jeune ne doit être obligé de se salarier pour financer ses études. Cela veut dire également obtenir l'abrogation des lois racistes et l'égalité entre Français et Etrangers.

L'enseignement que l'université doit fournir doit également être remis en cause : nous ne voulons pas apprendre à devenir de bons salariés bien disciplinés dans la boîte du coin. Les jeunes doivent avoir un droit de décision sur le contenu des programmes, qui doivent notamment enseigner l'histoire des luttes sociales et donner les moyens d'une vision critique de la société actuelle.

Nous poussons donc dans Sud et dans l'Unef pour que des assemblées générales unitaires soient organisées sur la réforme en partant des problèmes de filières ou de problèmes pédagogiques par exemple (deuxième session, contenu des maquettes…).

Aucune des directions des syndicats étudiants ne croie à la possibilité de mobiliser contre la réforme, et chacune participe à son application (votes au Cneser et soutien à la réforme pour l'Unef, vote dans de nombreux conseils centraux pour Sud aussi…). C'est donc à nous de peser pour changer ces orientations. Cela nécessite un travail syndical quotidien, qui part des besoins des étudiants en essayant de donner une vision d'ensemble des enjeux actuels. La construction d'équipes syndicales sérieuses est fondamentale pour peser sur le rapport de force dans les syndicats et dans le milieu étudiant.

Nous devons aussi organiser un travail de tendance dans l'Unef comme dans Sud avec pour base centrale le retrait de la réforme LMD, l'unité syndicale et la perspective de l'unification, la solidarité avec les travailleurs, la lutte contre la guerre et le soutien aux peuples opprimés notamment par la France.

c) Intervention lycéenne

Les structures syndicales lycéennes (FIDL, UNL) sont des coquilles vides dans lesquelles nous n'avons pas d'intérêts à intervenir. En effet, le faible investissement des autres courants politiques dans les lycées, conjugué à la rapidité du renouvellement des élèves, ont qu'aujourd'hui, il n'y a pas les bases matérielles pour la construction d'un véritable syndicat lycéen. Nous devons donc, en tant que JCR, développer une intervention qui intègre non seulement une propagande révolutionnaire partant de l'actualité, mais aussi un travail sur les revendications concrètes en terme de condition d'études et de vie dans les bahuts.

Un travail régulier, par un bulletin mensuel par exemple, est nécessaire pour gagner des lycéens à nos idées et tenter de mobiliser. C'est le rapport Thélot qui donne l'orientation générale de la classe dominante dans les collèges et les lycées. Il s'agit de renforcer la sélection sociale, les partenariats avec les entreprises et la répression.

Nous devons nous battre contre l'école de classe actuelle. Les fils et filles de prolétaires sont orientés vers les établissements défavorisés et les filières qui n'offrent qu'un avenir de précaire ou de chômeur, tandis que les enfants de riches accèdent aux filières d'élites, qui leur permettent d'occuper une place aussi privilégiée que leurs parents. La notion de socle introduite par le rapport Thélot vise à totalement institutionnaliser la séparation entre école des riches et école des pauvres. Nous nous battons pour une école égalitaire, tout en expliquant que, pour qu'une telle école existe, c'est tout la société qu'il faut changer.

On assiste par ailleurs à un retour en force de l'autorité dans les lycées : l'enjeu est de discipliner le plus tôt possible les jeunes afin d'en faire des salariés obéissants aux ordres du patronat. La multiplication des caméras de surveillance, les interventions policières dans les lycées, le durcissement des règlements intérieurs (pénalisation systématique des retards, généralisation des exclusions…) sont révélateurs de cette logique. L'entrée en vigueur de la loi Chirac-Ferry a accéléré ce phénomène en multipliant les interdits vestimentaires (strings, T-Shirt cours, pantalons taille basse…). Le rapport Thélot préconise par ailleurs un rapprochement entre l'administration et la police.

Nous préparons dès maintenant la mobilisation contre la loi d'orientation et de programmation budgétaire sur l'école, qui reprendra les orientations du rapport Thélot sur la sélection sociale et la répression.

Nous nous battons également pour des embauches massives de personnels, qui permettraient de ne pas être plus de 25 par classe.

d) Intervention en direction des jeunes travailleurs

Organiser des jeunes travailleurs fait partie intégrante de notre projet politique d'organiser la jeunesse au côté du monde du travail. Malheureusement, nos capacités militantes étant limitées, nous ne sommes pas capables d'avoir une intervention très importante dans cette direction.

Pour autant, nous devons nous fixer des objectifs : lorsque nous parvenons à avoir une intervention solide sur les facs et les lycées, l'étapes suivante est de se tourner vers des jeunes de la classe ouvrière structurés en tant que tel, comme ceux des Centres de formations d'apprentis ou ceux des Foyers de jeunes travailleurs.

Notre but est de convaincre les jeunes ouvriers que nous touchons que la classe ouvrière joue un rôle central dans la lutte contre le capitalisme, et leur montrer que les JT peuvent avoir un rôle explosif dans le déclenchement des luttes ouvrières.

Par le biais de bulletins, nous faisons un travail parasyndical (car il n'existe aucune structure de type syndical qui permette aux apprentis de connaître et de défendre leurs droits) auprès des CFA, d'explication des doits des travailleurs face au patrons, ainsi qu'un travail d'explication politique plus général sur le fonctionnement du capitalisme, de l'exploitation et des oppressions qu'il génère.

Notre intervention consiste à soutenir les luttes de jeunes précaires par le biais de collectes, de tracts de soutien sur les facs et lycées. Ce type d'intervention peut également se faire « de l'intérieur » : de plus en plus de camarades sont salariés, notamment dans la restauration rapide et parmi les Assistants d'Education. Nous devons développer une intervention prise en charge par l'organisation de ces camarades sur leur lieu de travail : cela peut passer par la sortie de bulletins qui peuvent être des supports pour des discussions politiques, mais

également par un travail syndical. Les grèves dans ces secteurs où des camarades sont impliqués doivent être soutenues également par tracts et collectes. Pour les AE, nous devons poursuivre notre réflexion sur les revendications à mettre en avant sur la question du statut, du salaire, des conditions de travail…

Nous ne devons pas nous faire d'illusion, il est très difficile de gagner ces jeunes à s'organiser ou à se mobiliser. Mais nous pouvons nous lier à eux sur certaines luttes (notamment internationales) et nous apprenons à leur contact sur les conditions de vie de la majorité des jeunes, qui ne sont pas toujours celles des étudiants et des lycéens que nous côtoyons.

4) Les luttes internationalistes

Formulation 1

a) Le mouvement anti-guerre

L'élément marquant de ces dernières années concernant les mobilisations internationalistes est l'émergence d'un mouvement anti-guerre gigantesque, international, qui a donné lieu à des mobilisations d'une ampleur jusqu'à présent jamais atteinte. Ce mouvement a su se maintenir malgré la chute de Bagdad, notamment parce que dès le départ il s'était fixé comme objectif non seulement d'essayer d'empêcher la guerre mais aussi, en cas d'attaque et d'invasion, de se battre en exigeant le retrait des troupes.

Avec le développement du mouvement antiguerre, surnommé par la presse financière américaine, « la deuxième superpuissance planétaire », les peuples du monde entier ont engagé un bras de fer avec les grandes puissances impérialistes. La combinaison du mouvement antiguerre, de la résistance irakienne, et de la résistance au sein des troupes d'occupations peut entraîner une défaite de la première puissance impérialiste. Une telle victoire serait un encouragement pour toutes les luttes qui se développent aujourd'hui.

En France, le mouvement reste plus faible que dans les pays qui participent directement à l'occupation de l'Iraq. La position de Chirac à l'ONU et la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont des éléments qui permettent de comprendre que nous nous soyons retrouvés rapidement isolés. En effet elles ont défendu que ce n'était pas la mobilisation qui pouvait arrêter la guerre mais Chirac ou l'ONU.

Mais le mouvement anti-guerre existe en France, et lui aussi a réussi à franchir le cap de la chute de Bagdad. La manifestation du 5 juin à Paris contre la venue de Bush en est une illustration concrète, de même que le nombre de gens emmenés par Agir Contre la Guerre au FSE (plus de 600).

b) Les enjeux du mouvement

Le FSE de Londres a marqué un pas en avant important en rassemblant massivement autour du soutien à la résistance irakienne. Il constitue de ce point de vue un appui important et renforce la confiance dans le mouvement à ne compter que sur la résistance des peuples et pas sur les institutions. Cette avancée politique entraîne en même temps des différenciations et des critiques importantes. Ces attaques avancent sur trois points principaux : le mouvement anti guerre masque les « questions sociales », il laisse trop de place aux musulmans (donc aux intégristes), il développe l'antisémitisme.

Le mouvement antiguerre ne pourra se renforcer qu'en répondant à chaque attaque : en mettant en avant de façon systématique la légitimité de la résistance palestinienne face à l'Etat terroriste d'Israël et la politique d'apartheid de Sharon. En développant l'unité avec les organisations musulmans, et leur place dans le mouvement. En développant l'enjeu central pour l'ensemble des peuples de la planète de se mobiliser contre la guerre.

La bataille centrale à continuer pour développer le mouvement est en priorité de gagner l'argument de la solidarité avec la résistance irakienne. Cela implique d'être solidaire de cette résistance indépendamment des courants politiques qui la dirigent. L'émancipation du peuple irakien, comme de l'ensemble des peuples de la planète implique la nécessité de construire un parti révolutionnaire indépendant qui défende le socialisme. Mais la première étape pour aller dans ce sens consiste à soutenir les luttes réellement existantes des peuples telles qu'elle se développent.La position pseudo radicale qui consiste à appeler à l'émergence d'une « troisième force » (d'une classe ouvrière homogène, laïque…etc) en renvoyant dos à dos la résistance réellement existante et l'impérialisme ne conduit au mieux qu'à la passivité. Et en fait, elle revient de fait à cautionner l'occupation impérialiste.

La position de la « troisième force » rejoint le soutien à la « première force », l'impérialisme. Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien à dire sur les directions des luttes de libération nationale. Il ne s'agit pas d'esquiver la question en affirmant que « c'est l'affaire des Irakiens ». Mais la condition pour analyser les limites politiques de ces courants passe par l'affirmation indispensable qu'une victoire des luttes de libération nationale, y compris menée par ces courants politiques serait un pas en avant. Ensuite, il est indispensable d'affirmer que notre critique en tant que révolutionnaire n'a rien à voir avec celle des gouvernements impérialistes qui sont relayées puissamment au sein des milieux de gauche.

Nous avons une responsabilité particulière, en France, à dissiper toute illusion vis-à-vis du prétendu « camp de la paix » et de Chirac. Car la France est elle aussi rentrée dans la logique de guerre sans limite, même si ses intérêts divergent de ceux des Etats-Unis. Les troupes françaises en Afghanistan, les interventions en Côte d'Ivoire ou en Haïti en sont l'illustration. Il ne s'agit pas de transformer le mouvement contre la guerre globale en mouvement anti-Chirac, mais nous devons par contre toute tendance qui viserait à laisser croire que le mouvement et Chirac pourraient avoir des opinions ou des intérêts communs.

c) Renforcer et développer ACG

En tant que révolutionnaires, nous nous fixons comme objectif de développer un mouvement anti-guerre massif, auto-organisé et prêt à mener la bataille jusqu'au bout. Cela signifie construire ou s'investir dans des cadres qui répondent à ces préoccupations. C'est aujourd'hui le cas d'Agir Contre la Guerre, même si comme tout cadre de structuration d'un mouvement, il n'est pas parfait.

L'expérience de ces deux dernières années nous démontre en effet qu'ACG est le seul cadre, ouvert, dynamique et unitaire, qui se fixe comme objectif de construire un mouvement de masse contre la guerre et les occupations. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'y aurait pas eu de manifestation le 5 juin si Agir Contre la Guerre n'avait pas existé. De même, il n'y aurait pas eu de mobilisation importante dans un cadre unitaire pour le FSE de londers si ACG n'avait pas pris l'initiative. ACG n'est pas le seul cadre qui tente de construire le mouvement contre la guerre mais c'est aujourd'hui la seule structure qui a une réalité militante et une superficie relativement importante et en expansion.

Le processus de rapprochement entre ACG et d'autres cadres, courants ou organisations est un élément positif qui permet de se fixer des objectifs ambitieux en terme d'élargissement et de massification de l'aile militante du mouvement anti-guerre en France, composée d'ACG et du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Renforcer et développer ACG, cela signifie construire les collectifs qui existent déjà et tenter de construire des collectifs anti-guerre liés à ACG là où il n'y en a pas, sur les mots d'ordre qui permettent de développer et d'ancrer la mobilisation (Retrait des troupes, Justice en Palestine, Pas de participation française). Cela signifie également continuer de défendre, au sein d'ACG, la politique unitaire qui existe depuis le début.

ACG n'est pas « le » mouvement anti-guerre ni « le » front unique, mais l'expérience démontre qu'ACG est le meilleur outil pour le front unique : par exemple, en lançant la mobilisation pour le 5 juin tout en continuant de s'adresser aux autres, ACG a amené une grande partie des organisations du mouvement ouvrier à appeler à la manifestation. C'est dans ce sens que nous devons continuer d'intervenir.

d) Les autres luttes internationalistes

Il serait erroné de réduire les luttes internationalistes au mouvement anti-guerre. Mais l'expérience de ces dernières années nous montre que la question de la guerre a pris une place centrale dans les échéances internationales (contre sommets, FSE, FSM). L'appel du FSE de Florence à manifester le 15 février 2003 en est un exemple, de même que la déclaration finale du FSM de Bombay en 2004. Le FSE de Londres, où la question de la guerre était centrale, en est l'illustration la plus récente

Le processus des Forums sociaux et des contre-som-

mets se poursuit et démontre l'existence d'un mouvement de contestation de la mondialisation marchande et guerrière. Nous devons mobiliser pour l'ensemble de ces échéances, en essayant à chaque fois de combiner mobilisation unitaire et massive, construction des cadres de structuration du mouvement et apparition propre de l'organisation. Nous devons pleinement nous intégrer à ce processus tout en ne taisant pas nos critiques (qui sont débattues ouvertement), notamment en ce qui concerne l'institutionnalisation des Forums Sociaux.

Les luttes de solidarité avec les peuples opprimés ne se confondent pas non plus exactement avec le mouvement anti-guerre. L'exemple le plus flagrant est la question palestinienne, que nous devons placer au cœur des revendications du mouvement anti-guerre tout en ayant le souci de participer et de construire le mouvement de solidarité en nous impliquant dans les débats qui le traversent. Nous devons par ailleurs être attentifs aux autres mobilisations de solidarité (Tchétchénie, Amérique Latine, Afrique…).

Formulation 2

a) La dynamique des mobilisations

Les Forums sociaux européens de Florence et de Londres confirment la tendance que nous notions au dernier congrès : de plus en plus le mouvement anti-guerre et le mouvement contre la mondialisation capitaliste sont traversés par des débats communs et se retrouvent régulièrement sur des échéances communes. Les échéances de ces mobilisations sont de plus en plus souvent communes, comme les G8 de Gênes et Evian, ou le prochain sommet de Nice, ou comme le prouvent l'appel du FSE de Florence à manifester le 15 février 2003 ou la déclaration finale du FSM de Bombay en 2004.

Le Fse de Londres n'était pas aussi massif que l'on aurait pu espérer. Mais il a permis de dégager des dates importantes de mobilisation à l'échelle internationale. Il a montré que des divergences importantes existaient au sein du mouvement, sur la place à accorder à la question de la guerre notamment. Les réformistes (la direction d'ATTAC par exemple) ne veulent pas que cette question occupe une place importante, parce qu'elle implique une confrontation directe avec le système impérialiste de domination globale. La conférence de Beyrouth, qui a eu lieu en septembre 2004 a marqué une étape importante dans la coordination du mouvement anti-guerre dans les pays dominés. Nous devons cependant œuvrer dans le sens d'une mobilisation commune entre populations des pays impérialiste et pays dominés en prenant appui sur le Forums Sociaux.

Cependant, la convergence entre les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, contre la guerre et la solidarité avec les peuples opprimés n'est pas totale. Cela est dû en grande partie à la résistance des directions réformistes, qui voient comme un danger politique une fusion qui ferait apparaître la logique du système et la responsabilité de l'ensemble des Etats capitalistes. Cela est dû aussi à la nécessité de mobilisations sectorielles, en particulier celles des peuples opprimés comme le peuple palestinien.

L'émergence d'un mouvement anti-guerre gigantesque, international qui a donné lieu à des mobilisations d'une ampleur jusqu'à présent jamais atteinte (comme le 15 février 2003) a profondément modifié la situation internationale et obligé à prendre en compte cette dimension comme une dimension fondamentale des mobilisations internationalistes. D'autant que le mouvement a su se maintenir malgré la chute de Bagdad, notamment parce que dès le départ il s'était fixé comme objectif non seulement d'essayer d'empêcher la guerre mais aussi, en cas d'attaque et d'invasion, de se battre en exigeant le retrait des troupes. Il est ainsi prouvé qu'il s'agit d'une mobilisation sur la durée.

Avec le développement du mouvement antiguerre, surnommé par la presse financière américaine, « la deuxième superpuissance planétaire », les peuples du monde entier ont engagé un bras de fer avec les grandes puissances impérialistes. La combinaison du mouvement antiguerre, de la résistance irakienne, et de la résistance au sein des troupes d'occupations peut entraîner une défaite de la première puissance impérialiste. Une telle victoire serait un encouragement pour toutes les luttes qui se développent aujourd'hui.

En France, le mouvement reste plus faible que dans les pays qui participent directement à l'occupation de l'Iraq. La position de Chirac à l'ONU et la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont des éléments qui permettent de comprendre que nous nous soyons retrouvés rapidement isolés. En effet elles ont défendu que ce n'était pas la mobilisation qui pouvait arrêter la guerre mais Chirac ou l'ONU.

Mais le mouvement anti-guerre existe en France, et lui aussi a réussi à franchir le cap de la chute de Bagdad. La manifestation du 5 juin à Paris contre la venue de Bush en est une illustration concrète.

b)Les enjeux du mouvement

Le FSE de Londres a marqué un pas en avant important en rassemblant massivement autour du soutien à la résistance irakienne. Il constitue de ce point de vue un appui important et renforce la confiance dans le mouvement à ne compter que sur la résistance des peuples et pas sur les institutions. Cette avancée politique entraîne en même temps des différenciations et des critiques importantes. Ces attaques avancent sur trois points principaux : le mouvement anti guerre masque les « questions sociales », il laisse trop de place aux musulmans (donc aux intégristes), il développe l'antisémitisme.

La politique impérialiste de destruction de la quasi-totalité des courants nationalistes et ouvriers dans tous les pays du Moyen-Orient a permis l'émergence de nouveaux courants politiques fondamentalistes musulmans. Ces courants arrivent à entraîner des secteurs parfois importants des masses populaires (Hamas, Hezbollah…) et s'opposent parfois à l'Etat. Mais ils constituent une impasse politique pour les peuples en raison de leur orientation réactionnaire sur de nombreux points essentiels (droits sociaux, droits des femmes…).

Le mouvement antiguerre ne pourra se renforcer qu'en répondant à chaque attaque : en mettant en avant de façon systématique la légitimité de la résistance palestinienne face à l'Etat terroriste d'Israël et la politique d'apartheid de Sharon. En développant l'unité avec les organisations musulmans, et leur place dans le mouvement. En développant l'enjeu central pour l'ensemble des peuples de la planète de se mobiliser contre la guerre.

La bataille centrale à continuer pour développer le mouvement est en priorité de gagner l'argument de la solidarité avec la résistance irakienne. Cela implique d'être solidaire de cette résistance indépendamment des courants politiques qui la dirigent. L'émancipation du peuple irakien, comme de l'ensemble des peuples de la planète implique la nécessité de construire un parti révolutionnaire indépendant qui défende le socialisme. Mais la première étape pour aller dans ce sens consiste à soutenir les luttes réellement existantes des peuples telles qu'elle se développent.La position pseudo radicale qui consiste à appeler à l'émergence d'une « troisième force » (d'une classe ouvrière homogène, laïque…etc) en renvoyant dos à dos la résistance réellement existante et l'impérialisme ne conduit au mieux qu'à la passivité. Et en fait, elle revient de fait à cautionner l'occupation impérialiste.

La position de la « troisième force » rejoint le soutien à la « première force », l'impérialisme. Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien à dire sur les directions des luttes de libération nationale. Il ne s'agit pas d'esquiver la question en affirmant que « c'est l'affaire des Irakiens ». Mais la condition pour analyser les limites politiques de ces courants passe par l'affirmation indispensable qu'une victoire des luttes de libération nationale, y compris menée par ces courants politiques serait un pas en avant. Ensuite, il est indispensable d'affirmer que notre critique en tant que révolutionnaire n'a rien à voir avec celle des gouvernements impérialistes qui sont relayées puissamment au sein des milieux de gauche.

Nous avons une responsabilité particulière, en France, à dissiper toute illusion vis-à-vis du prétendu « camp de la paix » et de Chirac. Car la France est elle aussi rentrée dans la logique de guerre sans limite, même si ses intérêts divergent de ceux des Etats-Unis. Les troupes françaises en Afghanistan, les interventions en Côte d'Ivoire ou en Haïti en sont l'illustration. Il ne s'agit pas de transformer le mouvement contre la guerre globale en mouvement anti-Chirac, mais nous devons par contre toute tendance qui viserait à laisser croire que le mouvement et Chirac pourraient avoir des opinions ou des intérêts communs, ainsi que nous opposer aux occupations de notre propre impérialisme. .

c) Poursuivre la construction du mouvement

En tant que révolutionnaires, nous nous fixons comme objectif de développer un mouvement anti-guerre massif, auto-organisé et prêt à mener la bataille jusqu'au bout. Cela signifie construire ou s'investir dans des cadres qui répondent à ces préoccupations. C'est aujourd'hui le cas d'Agir Contre la Guerre, même si comme tout cadre de structuration d'un mouvement, il n'est pas parfait.

L'expérience de ces deux dernières années nous démontre en effet qu'ACG est le seul cadre, ouvert, dynamique et unitaire, qui se fixe comme objectif de

construire un mouvement de masse contre la guerre et les occupations. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'y aurait pas eu de manifestation le 5 juin si Agir Contre la Guerre n'avait pas existé. De même, il n'y aurait pas eu de mobilisation importante dans un cadre unitaire pour le FSE de londers si ACG n'avait pas pris l'initiative. ACG n'est pas le seul cadre qui tente de construire le mouvement contre la guerre mais c'est aujourd'hui la seule structure qui a une réalité militante et une superficie relativement importante et en expansion.

Le processus de rapprochement entre ACG et d'autres cadres, courants ou organisations est un élément positif qui permet de se fixer des objectifs ambitieux en terme d'élargissement et de massification de l'aile militante du mouvement anti-guerre en France, composée d'ACG et du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Renforcer et développer ACG, cela signifie construire les collectifs qui existent déjà et tenter de construire des collectifs anti-guerre liés à ACG là où il n'y en a pas, sur les mots d'ordre qui permettent de développer et d'ancrer la mobilisation (Retrait des troupes, Justice en Palestine, Pas de participation française). Cela signifie également continuer de défendre, au sein d'ACG, la politique unitaire qui existe depuis le début.

ACG n'est pas « le » mouvement anti-guerre ni « le » front unique, mais l'expérience démontre qu'ACG est le meilleur outil pour le front unique : par exemple, en lançant la mobilisation pour le 5 juin tout en continuant de s'adresser aux autres, ACG a amené une grande partie des organisations du mouvement ouvrier à appeler à la manifestation. C'est dans ce sens que nous devons continuer d'intervenir.

Le mouvement est dirigé par la coordination nationale des organisations, qui est dominée par les réformistes, et par les collectifs militants. Ceux-ci sont peu nombreux, et sont principalement structurée par ACG. Mais ACG n'est pas présent sur toutes les villes.

Notre démarche pour construire un collectif contre la guerre local est la suivante : nous nous adressons à toutes les forces (syndicats, organisations politiques, associations…) présentes sur une fac, une ville ou un quartier. Nous y défendons les trois mots d'ordre (Retrait des troupes d'Irak, justice en Palestine, pas de participation française) et nous nous battons pour lier le collectif à la coordination ACG. Si c'est refusé, nous participons à la coordination à titre individuel et nous proposons le matériel d'ACG en permanence dans le collectif. A terme, comme cela s'est passé pour de nombreux collectifs (Clermont, Jussieu, Nanterre…), nous gagnerons par la confiance la participation à ACG. S'il est impossible de construire un collectif unitaire, nous montons un collectif ACG, et nous proposons en permanence aux autres organisations d'y participer (signature des tracts, participation aux réunions…).

C'est lors d'initiatives comme le 5 juin ou le FSE que la possibilité d'élargir les collectif à d'autres forces est la plus probable. En effet, les mobilisations facilitent la possibilité d'exercer une pression sur les différents courants réformistes (Unef, Attac…). En particulier, dans les structures de masse où nous intervenons, nous menons la bataille pour qu'elles y participent.

Des échéances comme celle décidées dans un cadre de front unique aussi large que le FSE (12 février, manifs autour du 20 mars) sont des occasions à saisir pour cette politique.

L'auto-organisation, c'est l'appropriation des luttes par ceux qui les mènent. C'est pourquoi nous défendons l'auto-organisation du mouvement anti-guerre. Ses coordinations, et donc celles d'ACG, doivent fonctionner sur une base démocratique : AG ou coordinations nationales avec une plage réservée aux votes, des mandats, la révocabilité des élus, la droit d'être élu sur la base d'un texte… L'objectif n'est pas de rechercher les divergences, mais de permettre à tous de défendre leur orientation pour mieux être impliqués dans les décisions prises en commune. La meilleure façon de construire le mouvement, c'est de représenter l'ensemble de ses composantes.

Dans la même logique d'auto-organisation, lors des rassemblements internationaux, dont l'objectif principal est d'augmenter le rapport de force, nous organisons des AG du mouvement afin de débattre, de décider des modes d'actions sur place et bien sûr de proposer de continuer à construire de façon permanente le mouvement de retour sur nos lieux d'étude, de vie ou de travail.

Les luttes de solidarité avec les peuples opprimés ne se confondent pas non plus exactement avec le mouvement anti-guerre. L'exemple le plus flagrant est la question palestinienne, que nous devons placer au cœur des revendications du mouvement anti-guerre tout en ayant le souci de participer et de construire le mouvement de solidarité en nous impliquant dans les débats qui le traversent. Nous devons par ailleurs être attentifs aux autres mobilisations de solidarité (Tchétchénie, Amérique Latine, Afrique…).

d) Notre intervention en tant que révolutionnaires

Chaque fois que des cadres d'auto-organisation existent massivement, nous intervenons à l'intérieur en tant qu'organisation politique. Nous y développons la nécessité de construire le mouvement, en défendant une orientation d'indépendance de classe. Celle-ci tourne autour des mots d'ordre indépendant par rapport à l'ONU et à Chirac, ou de soutien à la résistance irakienne, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous mettons aussi en avant la responsabilité de l'impérialisme français dans de nombreuses guerres et dans l'offensive contre les droits des salariés. Nous défendons que l'Union européenne n'est pas non plus une alternative aux Etats-Unis, puisque l'Europe impérialiste a la même logique ; et nous dénonçons la Constitution européenne, l'armée européenne…

Nous expliquons aussi que, face à la guerre comme à la mondialisation capitaliste, la seule solution est d'en finir avec cette société fondée sur le profit et défendons une alternative révolutionnaire.

III - Modes d'intervention et de construction

1 – Liens avec la LCR

Nous sommes en solidarité politique avec la LCR, ce qui signifie qu'à chaque fois que c'est possible, nous travaillons ensemble. Cela passe par renforcer les liens avec la ligue au niveau local et national.

Concrètement, cela signifie discuter avec les camarades de la ligue localement de la mise en place et de l'articulation de nos campagnes. Nous devons construire ensemble notre courant politique. Cela signifie relayer dans la jeunesse les campagnes et les initiatives de la LCR, dès que c'est possible, et que l'organisation adulte nous aide (en diffant nos tracts sur des lycées, par exemple). Sur les lieux où nous avons une intervention commune, notamment les facs, nous poussons pour que cette intervention soit coordonnée (apparition propre commune, telles que la vente ou un meeting JCR/LCR, par exemple)

L'activité et les discussions doivent être relayées nationalement régulièrement, via la commission de contact JCR/LCR.

2 - Travail régulier

a - Apparition propre

Il n'y a pas, même dans les luttes de prise de conscience spontanée de la révolution, ni de la nécessité de s'organiser politiquement pour changer de société. C'est pour cette raison qu'il faut une intervention consciente des limitants révolutionnaires pour défendre cette perspective. C'est pourquoi le travail de propagande est indispensable, car il permet de défendre notre analyse sur des questions diverses et de donner une analyse globale du système en faisant le lien entre les différentes thématiques sur lesquelles nous intervenons.

Le travail de propagande est indispensable. Il permet de lier l'ensemble des questions et de donner une analyse global de l'ensemble du système en faisant le lien entre toutes les attaques (guerres, attaques contre les salariés). Il est nécessaire de le faire dans tous les secteurs d'intervention : lycées, facs, lieu de travail, et toute autre apparition de l'organisation (manifestations, rassemblements…). Nous devons donc rendre visible notre courant par notre matériel (banderoles, tracts, journal, brochures), par les cortèges propres des JCR avec des mots d'ordre justes. L'apparition dans les manifestations dépend de la politique que nous y défendons. Nous devons à la fois montrer que nous construisons ces mouvements en ayant une apparition au sein des cortèges unitaires (par le biais notamment de la vente du journal) tout en étant partie prenante de l'animation de ces cortèges (comme nous avons pu le faire lors des manifestations contre la guerre) ; et à la fois nous démarquer par un cortège propre et slogans dans d'autres manifestations.

Le travail d'apparition de l'organisation, en dehors des échéances de mobilisation doit se faire de manière régulière de façon à être identifier sur nos lieus d'études et de travail (tables devant les lycées et sur les facs, tracts,…). Nous devons nous fixer l'objectif d'au moins un meeting JCR par an sur nos lieux d'interventions, de manière à

faire apparaître nos mots d'ordre et à augmenter notre milieux.

b - Travail de masse systématique

Intervenir au travers d'une organisation politique révolutionnaire n'est pas suffisant pour convaincre les jeunes de faire la révolution et pour construire le rapport de force. Les masses apprennent par leur propre expérience, à travers des luttes. Nous devons donc participer à ces luttes et aux cadres larges qui permettent de les organiser. C'est aux côtés des jeunes, dans les luttes, que nous pourrons les convaincre. De plus, être plongé en permanence dans les luttes réelles de la jeunesse nous permet d'avoir une représentation précise du niveau de conscience des jeunes, de leurs préoccupations, et d'apprendre à leurs côtés. Le travail de masse représente donc un élément central de notre politique. Il est le premier lieu d'organisation de la plupart des jeunes (notamment le syndicalisme étudiant).

Une intervention dans les cadres de masse nous permet d'avoir un milieu et de l'organiser. Notre travail dans les organisations de masse nous permet de nous adresser au maximum de monde. Notre politique doit être de trouver des mots d'ordre unifiant pour pousser à l'action le plus de monde possible. Le travail de masse permet de mobiliser sur des revendications immédiates ou transitoires et d'élever le niveau de conscience des jeunes. Ce travail est indispensable pour l'articulation entre les préoccupations concrètes des jeunes, la construction du rapport de force et notre projet de société.

Le syndicalisme étudiant est un cadre permanent et massif d'organisation dans la jeunesse (même si le nombre de syndiqués est très bas). En dehors des périodes de luttes massives, c'est le cadre fondamental d'auto-organisation des étudiants, l'instrument qui permet aux étudiants de se battre. Ce cadre est encore crédible et influant dans la jeunesse.

Les jeunes (et en particulier les étudiants) qui font la démarche de se syndiquer sont des jeunes qui ont déjà conscience de la nécessité de défendre leurs intérêts de manière collective et de s'organiser contre les attaques quelles qu'elles soient, sur leurs intérêts matériels (LMD, examens…) comme sur des revendications plus larges (racisme, antisexisme…). Lorsque nous intervenons dans une université, nous devons donc nous syndiquer et intervenir activement dans le syndicat.

Nous devons intervenir en poussant à l'auto-organisation, à la démocratie et à l'unité dans l'action. Cela veut dire de faire en sorte que le syndicat propose à toutes les forces organisées ou non de convoquer des assemblées générales sur les questions essentielles.

Nous ne devons pas pour autant attendre les bureaucraties syndicales pour mobiliser : nous devons prouver par la pratique la justesse de notre orientation (comme nous l'avons fait pour les collectifs contre les ECTS/LMD, en 2001).

Nous ne devons pas simplement considérer les syndicats comme des « viviers de recrutement ». Notre but est de créer un cadre intransigeant, sur des bases claires qui se pose en alternative au syndicalisme cogestionnaire. C'est ce que nous faisons dans l'UNEF avec la Tendance Tous Ensemble sur la base de trois mots d'ordre (retrait du LMD, Une Allocation d'Autonomie et la solidarité internationale) et une pratique (auto-organisation, démocratie). C'est ce que nous devons aussi continuer à faire dans Sud-Etudiant-e-s.

Dans nos syndicats, nous poussons à l'unité syndicale, de manière à rassembler le milieu étudiant pour avoir une force de frappe la plus importante possible. Nous devons avoir une intervention coordonnée dans nos syndicats sur cette question, mettre en place d'ici 2005 les bases d'une nouvelle unification syndicale (collectifs unitaires, actions communes etc.).

Notre intervention doit avoir une cohérence nationale, de manière à pouvoir taper dans le même sens dans les moments importants (par exemple pendant les mouvements étudiants).

Notre travail de masse ne se résume pas au travail syndical. L'exemple du mouvement anti-guerre est une démonstration du fait que les jeunes sont prêts à se mobiliser et à s'organiser sur des questions qui dépassent la défense de leurs intérêts immédiats. La guerre et les mobilisations antiguerre vont être une donnée structurante des années à venir. Nous avons une responsabilité particulière à poursuivre notre activité et notre travail de masse sur cette question car nous sommes, dans la jeunesse, le seul courant politique à tenter de construire un cadre de mobilisation qui le dépasse.

Lors des mouvements, dans les collectifs unitaires sur une question donnée, nous devons défendre la même politique démocratique, unitaire et pousser à l'auto-organisation (comme nous l'avons fait avec les collectifs contre la Guerre).

Ajout

c) Une campagne sérieuse et de longue haleine pour lancer la nouvelle force

Nous devons immédiatement lancer une campagne visant à rassembler la jeunesse anticapitaliste dans une nouvelle force. Nous devons avoir des tracts spécifiques sur cette question, ainsi qu'un encart dans chacun de nos tracts habituels (d'agitation et de propagande) pour expliquer notre démarche.

Nous rencontrons les contacts intéressés, vérifions que les bases d'accord sont suffisantes et organisons partout où cela est possible des réunions publiques « pour une nouvelle force anticapitaliste dans la jeunesse » ; parce que les jeunes anticapitalistes susceptibles d'être intéressés se méfient des organisations politiques constituées qu'ils voient comme des « chapelles » ou des « boutiques », nous nous mettons sur un pied d'égalité avec eux. Cela nous permet de ne pas apparaître comme des donneurs de leçons, ceux qui ont tout compris. Nous leur proposons donc de coorganiser avec nous ces réunions publiques.

Cette campagne prendra plusieurs mois. Si elle connaît un succès local, nous organisons des réunions régulières (une tous les quinze jours par exemple) et l'activité qui va avec (interventions dans les luttes, diffusion d'un bulletin du regroupement local etc…). Si des succès locaux existent dans différentes régions, nous proposons dans les réunions locales d'organiser une coordination nationale en vue de créer un « mouvement de la jeunesse radicale et révolutionnaire »

3 - Elargissement de notre audience

a - Social et géographique

Nous devons avoir une réelle politique de construction de l'organisation au niveau national. La construction de nouvelles sections est la responsabilité de toute l'organisation. Nous devons être en lien avec la LCR localement (en fournissant par exemple notre matériel, que ce soit le journal, les tracts). Cela passe aussi par un suivi régulier de toutes les sections, de tous les contacts isolés dans les villes. Même si les effectifs de l'organisation ont diminués, la construction de certaines sections ou de certains cercles, la prise de contact de groupe de jeunes avec les JCR (Grenoble, Montpellier…) prouvent que nous avons la possibilité, en faisant un travail rigoureux, de renforcer l'organisation.

Le travail sur les lycées doit être au cœur de notre intervention, car cela construit notre organisation sur le long terme. Nous pouvons recruter de nombreux lycéens à l'organisation. Pour cela il faut que nous soyons réguliers et ambitieux dans notre intervention (nous fixer un nombre raisonnable de lycées à differ et le faire ; faire une table devant un lycée ou une rencontre publique dès que c'est possible).

L'élargissement social de l'organisation doit être une priorité. Cela passe notamment par une intervention régulière sur les lycées des quartiers défavorisés, par une apparition sur les CFA et les foyers jeunes travailleurs. Cela nécessite une politique volontariste. Le secrétariat JT doit être renforcé pour être plus régulier (sortie du bulletin, recensement des JT de l'organisation…) Les commissions JT, qui existent, doivent être des points d'appui, pour impulser une activité, en proposant par exemple du matériel spécifique. Nous devons être en capacité de sortir une feuille de boite régulière dans les secteurs où il y a un nombre important de camarades (AE, MI/SE pour l'instant).

b - Jeunes de la LCR

Dans plusieurs villes, des secteurs jeunes existent. Leur activité est similaire à celle des JCR : syndicalisme étudiant, travail anti-guerre dans des cadres unitaires, travail lycéens. La division entre Jeunes LCR et JCR n'est pas satisfaisante. Elle ne nous permet pas d'avoir une intervention coordonnée sur toutes les villes. Nous devons tendre, le plus rapidement possible à cette coordination de notre travail, sans aucun fétichisme sur les JCR tels qu'ils sont. Nous défendons cependant la nécessité d'une organisation de jeunesse autonome. Nous proposons systématiquement d'utiliser le matériel JCR et en particulier RED, nous associons ces camarades à l'ensemble de nos activités (formations, échéances, DN, etc.). Nous poussons à ce qu'il y ait régulièrement

du matériel cosigné JCR/LCR.

Pour les contacts et/ou militants isolés, nous poussons à une gestion en lien avec les sections locales de la LCR.

4 - Amélioration du fonctionnement interne de l'organisation

a - Formation

La formation reste un élément indispensable à la cohérence de l'organisation. Elle permet d'avoir une analyse précise du système, de comprendre pourquoi nous nous réclamons de la révolution et du communisme.

Nous continuons à mettre en place des formations à chaque direction nationale.

L'initiative nationale (« 3 jours pour changer le monde ») nous a permis d'associer beaucoup de contacts. Nous essayons de renouveler cette expérience au moins 2 fois dans l'année.

Les formations internes ont montrés (par le nombre de camarades présents) que c'est un besoin pour l'ensemble de l'organisation. Ces formations permettent de pousser plus loin notre analyse. Nous devons recommencer ce type d'initiatives, soit centralement, soit par région (comme l'exemple de Dunkerque ou de Montpellier) . Les formations ouvertes aux sympathisants sont l'occasion de répondre aux questions de notre milieu et de convaincre des jeunes de diffuser nos idées. Pour être efficace, il nous faut aussi des outils de formation adaptés aux campagnes que nous menons comme des brochures sur des points d'actualité.

b - Journal

Le journal comme outil de propagande et comme écho des luttes est notre principal instrument : il est la colonne vertébrale de notre organisation et sa vitrine. Toute l'organisation à une responsabilité à le rendre lisible, compréhensible. Nous articulons RED (mensuel à destination des jeunes) avec Rouge (hebdomadaire), dans nos apparitions (en vendant les deux sur les tables de presse, par exemple). RED doit être le mensuel de toute l'organisation, notamment en terme de contenu, de répartition des articles, etc. Nous proposons régulièrement aux jeunes de la LCR d'écrire dans RED, pour renforcer nos liens.

Le fait que RED soit un journal mensuel peut permettre qu'un travail de fond soit entrepris. RED doit répondre aux interrogations de notre milieu d'intervention.

RED doit se doter d'un comité de rédaction qui élabore le sommaire en lien avec l'actualité et l'orientation, réparti les articles, etc. Ce comité de rédaction est élu à la DN et en cas de désaccord, c'est le Bureau National qui tranche.

Nous devons améliorer nos ventes et les remontés au national, de manière à rentrer dans nos frais. Pour cela, nous devons avoir un responsable de la diffusion dans chaque section et si possible dans chaque cercle, qui fixe des objectifs de vente, qui connaît le nombre de RED vendu et qui remonte l'argent au trésorier. Nous devons avoir une élaboration collective et une vraie politique de diffusion. Le nombre de RED vendus doit faire l'objet de discussion particulière afin de comprendre les difficultés rencontrées par les camarades pour vendre le journal. Le comité de rédaction est chargé de centraliser toutes les informations sur RED (ventes…) et de faire remonter l'argent.

c - Cercles et Instances

Le cercle est l'instance de base de notre organisation. Il regroupe les camarades qui militent sur un même lieu d'intervention. Les discussions qui y ont lieu ont donc un lien direct avec la pratique quotidienne commune.

Les cercles « fermés » (entre camarades des JCR) sont le cadre de discussion collectif, qui nous permet d'avoir une intervention cohérente sur chaque lieu d'intervention, de nous former sur les questions fondamentales, d'être réactif face à l'actualité et de discuter en de l'orientation aussi bien locale que nationale de l'organisation et de faire des bilans. C'est pourquoi chaque camarade doit avoir un cercle. Une bonne fréquence est un cercle par semaine ou au pire tous les quinze jours, ce qui permet à chaque militant d'avoir un lien régulier avec les débats de l'organisation et donc de pouvoir les maîtriser. Nous mettons en place des cercles « ouverts » régulièrement (un par mois par exemple), pour exposer notre politique publiquement et offrir des cadres de discussion et d'élaboration pour nos contacts et ainsi recruter à l'organisation.

Chaque section doit se doter d'une direction locale, sous contrôle des militants, qui gère à l'échelle de la section les tâches techniques et qui organise l'activité (manif, formation centrale, etc.).

Nous devons transmettre entre les sections les bulletins locaux (en les remontant au BN par exemple).

La direction nationale (DN) doit être un cadre d'élaboration pour l'ensemble de l'organisation, qui permet à tous de faire le bilan de l'activité locale et élaborer l'orientation de l'ensemble de l'organisation. Cette orientation doit avoir des conséquences concrètes dans les sections et les résultats doivent être discuté à la DN suivante.

Texte d'orientation « Lutte de classe »

La plate-forme « Lutte de classe » se présente en alternative à la direction. Ses objectifs sont : lier les jeunes à la lutte des travailleurs contre le patronat et le capitalisme ; ouvrir l'organisation aux anticapitalistes ; avoir une intervention politique autour des idées anticapitalistes, socialistes et marxistes, faire apparaître notre organisation dans tous les milieux, campagnes ou luttes auxquelles nous participons ; lier les JCR à la construction de la LCR et du nouveau rassemblement anticapitaliste international.

I. La situation politique internationale et la marche du monde

Ce siècle-ci sera comme le précédent « un siècle de guerre et de révolution. »

Les guerres impérialistes qui ravagent la planète et les différents soulèvements populaires que nous avons pu observer en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Venezuela) montrent que le système libéral n'a rien d'un système stable, mais est au contraire enclin a de fortes mutations.

A) Conditions matérielles et forces lourdes de l'histoire

Nous ne sommes plus face à un système capitaliste stable ni économiquement, ni politiquement, ni militairement. Les pays occidentaux se disputent le contrôle du globe et attaquent les conditions de travail et de vie de toute l'humanité pour faire face à une double crise du système à la fois conjoncturelle et structurelle. Les dirigeants politiques sont forcés de mentir pour arriver à leurs fins (comme Bush et Blair à propos des armes de destruction massive en Irak). Aucun salarié ne devrait être prêt à travailler plus, à être payé moins et à massacrer son voisin pour le seul profit des actionnaires. C'est pour cela que le discours libéral et guerrier a du mal à passer dans la population. Pour faire face à celles et ceux qui seraient prêts à contester ce message, à refuser de ne pas vivre décemment, à plonger dans la délinquance ou à battre le pavé, les Etats capitalistes multiplient les lois restreignant nos libertés et les effectifs des forces de « l'ordre ».

1) La situation mondiale et le rôle du pétrole

L'enjeu du pétrole pour l'administration américaine

Le pétrole et l'énergie sont au centre de la crise économique depuis 1973 et il constitue l'enjeu planétaires des 30 prochaines années. « La consommation d'énergie fossile des Etats Unis devrait passer de 75 millions de barils par jour en 2000 à 89 millions en 2010 et à 120 millions en 2030, selon les dernières projections de l'Agence internationale pour l'énergie (AIE). Cela représente une demande additionnelle de 45 millions de barils par jour d'ici à 2030. »1

Pour les grands Etats impérialistes l'objectif est de contrôler la production du pétrole, dans la plus grande réserve du monde, le Moyen-Orient, afin de moderniser les infrastructures pour faire face à l'accroissement de la demande en « or noir » et à l'épuisement de leur réserves. Les USA aujourd'hui sont l'un des premiers pays producteur de pétrole au monde aux côtés de la Russie et de l'Arabie Saoudite mais au train où vont les choses ses réserves nationales seront épuisées d'ici la fin de la décennie. « L'économie américaine est donc condamnée à importer toujours plus de pétrole. En 1972, les importations de brut représentaient 30 % de sa consommation. La proportion atteint aujourd'hui 55 %. Selon les projections de l'AIE, elle atteindra 70 % dans le courant des vingt prochaines années. La situation européenne est plus critique encore : les importations de pétrole couvrent déjà 73 % de ses besoins et la proportion devrait atteindre 92 % en 2030. La pérennité du modèle américain de croissance dépendra donc de plus en plus des ressources pétrolières extraterritoriales. »2

Pour ce faire les pays du Moyen Orient doivent moderniser leurs infrastructures pétrolières. Comme l'exprime, Nicolas Sarkis, directeur de la revue Pétrole et gaz arabes, « Il faudrait mettre en place de nouvelles capacités de production qui équivalent, d'ici à 2010, au double de la capacité actuelle de production de l'Arabie Saoudite et, d'ici à 2020, à 130 % du total des capacités actuelles de tous les pays de l'OPEP ».3

Pour les Etats Unis il s'agit de placer des dirigeants « amis » dans tous les pays producteurs de pétrole du Moyen Orient pour faire augmenter la production de pétrole et éviter un choc pétrolier. Mais pour G.W. Bush et ses conseillers qui sont tous dirigeants des principales multinationales américaines dont l'activité est centrée sur la transformation du pétrole brut (Harken Energy Corporation, Halliburton, Chevron-Texaco et BP-Amoco), il s'agit de remporter tous les marchés pétroliers de modernisation, de production et d'acheminement du pétrole du Moyen Orient vers les régions consommatrices, l'Europe (citée plus haut) et l'Asie. Or selon un rapport de Amy Jaffe, spécialiste des questions de l'énergie, déposé au Conseil d'Etat des USA, toute l'Asie consomme déjà plus de pétrole que les USA. 4 La consommation de pétrole de la Chine devrait dépasser celle des pays de l'Union Européenne d'ici 2025 (selon un rapport de l'AIE.).

La concurrence Amérique/Russie pour le contrôle de l'acheminement du pétrole

C'est ce que montre également la concurrence pour acheminer le pétrole jusqu'à la Chine. Selon un rapport de l'OCDE, la Chine devrait devenir la première puissance économique mondiale devant les Etats-Unis d'Amérique si elle maintient une croissance de 5,5% par an jusqu'en 2015.5 Pour Bush et pour Poutine la guerre du pétrole fait rage autour de la Chine. Au Nord Est, la Russie construit un pipe-line devant relier Angarsk (Russie), Daqing (Chine). Alors que le Kazakhstan, dont l'administration est totalement corrompue par la Suisse et les USA, bâtit un pipe-line de 1200 km reliant Atasu, au Kazakhstan, à Dushanzi au Xinjiang chinois (nord ouest de la Chine). Ce pipe-line devrait devenir le plus long du monde lorsque Pékin aura terminé de bâtir un pipe-line de 4000 km de Lunnan (Xinjiang chinois) à Shanghai.

Le but de l'administration Bush : le contrôle de toutes les réserves mondiales de pétrole

Les trente prochaines années si ces rapports sont exacts vont être marquées par la chute des Etats Unis au second rang économique mondial. Les stratégies militaires, économiques et politiques des élites occidentales sont déterminées par cette donnée. Les Etats Unis, doivent conquérir le monopole de la production de pétrole au moyen orient, dans les pays du Maghreb, autour de la mer Caspienne, en Afrique et en Amérique du sud pour rester compétitifs. Comme l'exprimait déjà en Mai 2001 Dick Cheney, qui a été chargé de redéfinir la stratégie énergétique des Etats-Unis : « la concentration de la production de pétrole dans une seule région du monde est un facteur qui ne profite ni aux producteurs ni aux consommateurs ». Ou comme le résumait Pierre Terzian, le directeur de la revue Pétrostratégies « La politique énergétique américaine vise à développer toutes les zones possibles et imaginables en dehors de l'OPEP et du Proche-Orient »6

« Un rapport intitulé Le pétrole africain : une priorité pour la sécurité nationale des Etats-Unis et le développement de l'Afrique a été présenté en juin dernier au Congrès américain. Rédigé à l'initiative d'un groupe informel (The African Oil Initiative Group) réunissant des compagnies pétrolières américaines, des représentants de l'administration Bush et des gouvernements africains, le rapport préconise de porter la part des importations de brut africain de 15 % aujourd'hui – autant que l'Arabie Saoudite – à 25 % d'ici à 2015. Selon le département

d'Etat à l'Energie, la production du continent devrait passer de 8,4 millions de barils par jour cette année à près de 14 millions en 2015. Washington projette d'ailleurs d'installer une base militaire sur le petit archipel de Sao Tomé et Principe, dans le golfe de Guinée en face du Nigeria, en vue de protéger la circulation des pétroliers. » 7

La logique politique et militaire des USA en Amérique Latine est orientée dans le même sens avec la volonté par exemple d'écraser les FARC pour construire un pipeline traversant la Colombie de la côte pacifique à la côte atlantique. C'est également pour mieux contrôler cette zone que les USA ont placé Cuba sur la liste de l'Axe du mal. La volonté de faire avancer l'ALENA suit cette logique de réduction des coûts et de réaffirmation des USA comme premiers importateurs de la région.

La politique américaine est totalement axée sur une économie permanente d'armement pour le contrôle des zones pétrolières et stratégique partout sur la planète. En cela la guerre en Irak est un test pour les USA. Si la résistance irakienne et la mobilisation des populations parviennent à faire se retirer les soldats américains, toute la stratégie américaine sera à revoir aussi bien au sujet de leur projet de Grand Moyen Orient que pour tous leurs autres rêves de grandeur.

La concurrence Etats-Unis/France

L'absence de la France en Irak signifie une chose : l'Irak est le théâtre de la concurrence que se livrent les multinationales françaises et américaines. « Avec des réserves prouvées de 112 milliards de barils, Saddam Hussein règne sur la deuxième réserve d'or noir du monde, derrière l'Arabie Saoudite (262 milliards de barils). « *Mais les vraies réserves de l'Irak sont probablement beaucoup plus importantes* », estime le département américain de l'Energie. » ».[8] Comme on pouvait le lire dans Rouge « En 2001, Total et Elf (désormais Total-Fina-Elf) avaient signé, pour après la levée des sanctions, un accord d'exploitation des énormes champs pétrolifères de Majnoun et Nahr Omar dans le Sud de l'Irak. ».[9]

Lors de la précédente guerre du Golfe, la France n'avait pas été associée au marché de reconstruction du Koweït. La France préférait soutenir le dictateur Saddam pour s'assurer que les principales réserves de l'Irak seraient réservées à Total. Comme l'a révélé un article du Sunday Times, Le plan « pétrole contre nourriture » des Nations Unis étaient déjà une aubaine pour certaines entreprises françaises comme la Banque BNP. « Au centre de l'enquête des services de renseignement, est singulièrement visée BNP Paribas, la banque française qui administrait le programme sous mandat de l'ONU. Plus de $ 40 milliards (£ 22 milliards) d'argent du pétrole irakien est passé à travers la filiale new-yorkaise de la banque pendant six ans avant la guerre. Le contrat fut originellement manipulé par la banque BNP avant qu'elle fusionne avec Paribas, une autre banque française, en 2000. » [10]

« Selon le «New York Times», des compagnies russes et européennes, des intermédiaires arabes ainsi que des entreprises d'Etat basées en Chine ou au Moyen Orient ont été impliquées dans de telles opérations. Le journal estime que le gouvernement de Saddam Hussein a pu ainsi détourner, à partir de la mi-2000, quelque 2,3 milliards de dollars sur des contrats évalués au total à 32,6 milliards de dollars. »11

Ces affaires révélées aujourd'hui que le régime de Saddam s'est effondré montrent combien les classes dirigeantes de la France étaient opposées à la guerre en Irak pour de nobles motifs. Le fait que M. Michel Pébereau, actuel PDG de la Banque BNP-Paris Bas, est un proche de M. Ernest-Antoine Seillière, et l'un des dirigeants du Medef, explique sans doute l'inquiétude du N°1 des patrons qui avait réaffirmé sur Europe 1 qu'un éventuel conflit en Irak allait « troubler le développement de la croissance et être négatif pour l'ensemble du monde ». Tu m'étonnes.

Lorsque l'on observe les comptes de résultats de l'entreprise Total-Elf-Fina (1er groupe pétrolier mondial) on constate que l'entreprise à perdu des marchés en 2001 qu'elle n'a pas réussi à regagner en 2002, alors même que la production de pétrole s'est accrue.

Les guerres en Afghanistan et en Irak ont accéléré la hausse du pétrole (jusqu'à 45 le baril). L'impossible pacification de la zone rend difficile l'acheminement du pétrole et la construction de nouveaux oléoducs. La guerre contre le « terrorisme » que mène la Maison Blanche modifie considérablement les données économiques (les processus de production). Les entreprises françaises sont concernées par la hausse de leurs charges énergétiques et donc par la guerre en Irak.

Dénoncer l'impérialisme américain ne nous dispense pas de dénoncer l'impérialisme français. Nous devons bien sûr combattre Bush et toute la barbarie de la guerre en Irak et en Afghanistan mais nous devons aussi dénoncer Total-Elf-Fina et Chirac pour sa politique de pots-de-vin avec l'Irak de Saddam. Nous devons dénoncer l'ingérence en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Soudan et à Haïti. Dénoncer la politique de la France envers les pays Arabes et le Maghreb entretenus uniquement pour leurs ressources en hydrocarbure.

Les conséquences de la hausse des cours du pétrole

L'instabilité générée par la guerre sans limite de Bush fait augmenter le cours du pétrole, hausse de prix qui entraîne une chute du taux de profit. En réaction, les actionnaires accentuent la pression sur les travailleurs, ce qui ne peut qu'accélérer la dégradation des conditions de vie et de travail de l'ensemble de l'humanité. Cette guerre peut même entraîner un choc pétrolier, c'était ce que craignaient les pays de l'OPEP en 2003, et ce qui explique leur volonté de ne pas trop ouvrir les vannes.

Une crise structurelle

Nous sommes passés d'une crise caractérisée par la hausse des prix des matières premières à une crise financière due à la restauration du profit : crise du NASDAQ, du sud-est asiatique, de l'Argentine.

La restauration du profit, combinée au rétrécissement de la consommation des ménages, a abouti à ce que le système économique mondial crève littéralement de l'excès de profit ; en France, le taux d'autofinancement des entreprises atteint ainsi la moyenne record de 125%, c'est-à-dire que les entreprises ne peuvent plus réinvestir la totalité de leurs profits dans leur propre production, et tendent de plus en plus à adopter une attitude agressive vis-à-vis des autres entreprises (OPA), à conquérir des marchés et à priver leur concurrents de matières premières.

Cette accumulation de capitaux contribue à son tour à la hausse conjoncturelle des prix des matières premières (ex : pétrole). La boucle est bouclée.

C'est la raison sous-jacente de la guerre en Irak, du réarmement des Etats et de leur liaison de plus en plus organique avec les grands « fleurons » de chaque économie nationale (Dassault, Vivendi, Bouygues, Lagardère en France) censés relancer la machine économique.

C'est aussi la raison des privatisations enclenchées à l'échelle mondiale, comme dans le secteur de l'éducation qui dans la seule Europe pourrait « absorber » 5.000 milliards d'euros. et de toutes les négociations autour de « l'Accord Général sur le commerce des services » (AGCS), l'Accord de Libre Echange Nord Américain (ALENA) et de la tentative de création du Grand Moyen Orient. Les travailleurs du monde entier sont forcés de participer à une course mondiale à la « rentabilité » du travail, se caractérisant pas la baisse des salaires réels et redistribués, l'accélération des cadences et la hausse du temps de travail.

La compétition militaire

Les guerres ne sont plus à l'image de ce que nous avions pu observer avant la chute de l'URSS, opposant deux camps pour la suprématie nucléaire, économique et idéologique. Aujourd'hui les camps se font et se défont, ce qui crée une situation stratégique bien moins lisible que par le passé. L'exemple de l'impérialisme français est assez remarquable. La France a participé aux campagnes militaires en Afghanistan (2001-…) et en Haïti (2004-…) aux côtés des Etats-Unis d'Amérique mais au même moment elle livre une guerre en Côte d'Ivoire (2002-…) contre les rebelles soutenus par le Liberia et armés par les USA. Cette forte instabilité pousse les puissances économiques à se réarmer et à moderniser leur matériel militaire. La loi de programmation militaire du 4 décembre 2002 pour les années 2003-2008, a fait passer les crédits d'équipement à 14,64 milliards d'euros de moyenne annuelle, soit une augmentation annuelle de 0,8% pour atteindre 2,4% du PIB comme en Angleterre en 2008. Cette orientation prévoit la construction de deux nouveaux sous-marins nucléaires, et entend consacrer 40% du budget militaire global à la dissuasion nucléaire. Ce budget militaire que la droite a voté signifie la baisse du budget des autres ministères en 2003 : Travail et Santé : –2,7% (ensemble), Culture : -4,2%, Recherche : -0,6%, Environnement et Agriculture : stables (sans compter l'inflation).

L'instabilité géopolitique mondiale exacerbe les antagonismes entre tous les pays. Cela fournit également un

marché de l'armement en constante augmentation et un affrontement pour le contrôle de son monopole, dont la France n'est pas absente (fabrication de sous-marins pour le Pakistan, de Frégates pour Taiwan…)

La crise du système capitaliste nourrit le racisme et la division entre les travailleurs

Chirac n'a pas été le rempart contre les idées racistes de Le Pen. La politique antisociale que mènent le MEDEF et le gouvernement ne fait qu'encourager la multiplication des actes racistes et xénophobes, les replis communautaires et le risque d'assister à de nouveaux 21 avril.

En décembre 2003 le quotidien Le Monde titrait en une : « Près d'un Français sur quatre adhère aux idées de M. Le Pen » 12, c'est à dire que 25% des français sont d'accord avec l'extrême droite pour rendre responsables les immigrés de la crise économique, du chômage et la misère.

« Selon les derniers chiffres recensés par les ministères de l'Intérieur et de la Justice, que révèle L'Express, entre janvier et mai 2004, 77 «actions à caractère raciste ou xénophobe» - visant essentiellement les musulmans - ont été commises, contre 47 pour la même période de 2003. Elles comprennent des agressions physiques (12 faits recensés) et des atteintes aux biens (65). Les «menaces» - injures, appels anonymes, alertes à la bombe - sont également en forte hausse (130, contre 81 l'année dernière). Dans les semaines suivant les attentats du 11 mars, à Madrid, le nombre d'actes d'islamophobie s'est envolé avant de se stabiliser, à son niveau antérieur, en mai. Les « actions à caractère antisémite » connaissent, elles, un doublement (94 de janvier à avril 2004, contre 47 pour la même période de 2003). Elles ont concerné 50 agressions, dont 20 mineures, et 44 atteintes aux biens. Plus des trois quarts d'entre elles ont eu lieu en Ile-de-France. Phénomène inquiétant, les violences antisémites s'exercent de plus en plus au sein de l'école: 16 agressions (4 blessés); 7 élèves ont été sanctionnés. Parmi les auteurs interpellés, on compte une proportion de 2 mineurs pour 1 majeur. » 13

De plus en plus, la lutte antiraciste plutôt que de prôner l'unité semble revêtir un aspect communautaire. Auparavant les victimes du racisme luttaient ensemble au-delà de leur origine contre le racisme, alors qu'aujourd'hui la bourgeoisie essaie de les diviser selon que la victime est d'origine juive, arabe, africaine ou indo-pakistanaise (exemple des manifestations tournées exclusivement contre l'antisémitisme ou l'islamophobie). Le fait que le gouvernement et les médias tentent de nous faire croire que les arabes sont naturellement programmés pour haïr les juifs et inversement ,alors que toutes les enquêtes ont prouvé que la totalité des profanations de cimetières juifs ou musulmans en Alsace sont le fait de néo-nazis, explique certainement la division du mouvement antiraciste. Ce sentiment est encore attisé par une déformation répressive de la laïcité (loi sur les signes religieux), qui encourage au repli communautaire au lieu de favoriser les échanges culturels.

Personne n'est épargné par ce discours qui touche autant les travailleurs d'origine maghrébine, juive, africaine ou Indo Pakistanaise,

Comme l'analyse Nonna Mayer dans son livre, Ces français qui votent Le Pen, depuis 1988, la classe ouvrière est de plus en plus séduite par le discours de Le Pen. « En 1997, les électeurs qui possèdent trois attaches ouvrières et qui ont moins de 40 ans sont 47% à avoir voté FN. Chez les 40 ans et plus, ils tombent à 22%. »14 L'autre phénomène inquiétant, est qu'il s'est aussi opéré une « droitisation » cet électorat FN : « ainsi en 1995, ces ouvriers se définissaient à 35% de gauche, à 25% de droite, et à 40% ni droite ni gauche. En 1997 ils ne sont plus que 22% à se définir de gauche, 31% de droite et 47% ni droite ni gauche. » 15

Ceci s'explique certainement d'abord par l'exaspération devant l'alternance perpétuelle gauche-droite et la dégradation constante des conditions de vie.

Mais aussi parce que la crise économique depuis 1973, a entraîné le chômage de masse chronique, la baisse des salaires, l'augmentation des prix, donc la baisse du pourvoir d'achat. Les entreprises et l'Etat, par le biais de la fonction publique, font de plus en plus appel à des boites privées et d'intérim, généralisent les contrats précaires comme les CDD ou les vacataires. Ceux-ci étant généralement occupés par des immigrés et des femmes et moins payé.

Cela créé une concurrence qui fait pression sur les conditions de travail en les tirant vers le bas La bourgeoisie s'appuie sur l'idéologie raciste et réactionnaire distillée dans la classe ouvrière pour pousser les travailleurs à se désolidariser les uns des autres. passer ces régressions sociales en diffusant une idéologie rendant responsable les étrangers des licenciements et de la précarisation. Le développement de la misère entraîne le développement du racisme.

La bourgeoisie diffuse ce discours pour augmenter son profit en faisant baisser le coût du travail et augmenter la concurrence entre les travailleurs. Pendant que les travailleurs se tapent dessus, ils ne pensent pas à combattre le patron ou l'actionnaire.

La meilleure illustration de ce constat se trouve en Corse où les travailleurs frappés par le chômage et la misère s'attaquent aux travailleurs immigrés, notamment aux marocains, au lieu de s'attaquer véritablement aux patrons qu'ils soient continentaux ou Corses.

Notre combat politique pour lutter véritablement contre le racisme est d'avancer l'idée de détruire le système qui le nourrit. Pour cela nous avons besoin de mettre en avant l'idée que seule l'unité de tous les travailleurs peut permettre d'abattre le capitalisme.

Ce combat doit s'attaquer à toutes les politiques antisociales et racistes menées par le gouvernement qu'il soit de droite ou de gauche en revendiquant l'égalité entre Français et étrangers, notamment en régularisant tous les sans papier, en permettant le droit de vote aux immigrés, en permettant l'accès de tous les étudiants étrangers à l'université et en supprimant la préférence nationale institutionnalisée que constitue l'interdiction de l'accès des étrangers extra européens à la fonction publique.

Nous devons faire en sorte que des commissions antiracistes soient créées dans nos syndicats et que ceux ci inscrivent sur leur programme la lutte contre le racisme, la défense de tous les étrangers et l'unité de tous les jeunes et les travailleurs quelle que soit leur origine.

Même si ce sont les victimes du racisme qui mèneront en premier lieu ce combat, son succès dépend de l'unité de tous les exploités et les opprimés même ceux qui ne sont pas directement touchés par le racisme. Car comme le disait Karl Marx, « une attaque contre un travailleur est une attaque contre tous les travailleurs » quelle soit d'ordre raciste, sexiste ou homophobe.

2) La dégradation des conditions de vie et de travail

La restauration du profit s'est faite par la baisse des salaires réels et par la transformation du travail. Cela signifie que les travailleurs produisent de plus en plus de richesses (le PNB de la France a doublé depuis 1981) et vivent une vie de plus en plus dure : hausse du temps de travail (+1 mois depuis 1983 aux USA), baisse des conditions de travail (explosion du stress et du taux de suicide dans tous les pays industrialises), flexibilité, précarité.

La précarisation

La construction de l'Europe libérale s'est caractérisée par une monnaie commune : l'euro. Il s'en est suivie une inflation entraînant donc une baisse du pouvoir d'achat, tout en augmentant les profits des entreprises sans qu'il ait été nécessaire de baisser les salaires. Cette notion est extrêmement importante pour comprendre que des millions de gens en Europe critiquent le projet libéral, seulement parce que le marché géré par la BCE ne favorise que le capital, engendrant une paupérisation à l'échelle mondiale.

La violence patronale à l'encontre des salariés signifie que les travailleurs sont contraints d'accepter une hausse de leur temps de travail (39h…) sans augmentation de salaire (…payés 35) et cela par le biais d'un chantage à la délocalisation. Le patronat et sa marionnette gouvernementale peuvent donc se servir de cette brèche pour remettre en cause tout simplement la notion de durée maximum de temps de travail. Tout cela est exprimé dans l'offensive néo-libérale actuelle au moyen de contre réformes.

Les contre réformes

On assiste à une attaque en règle à l'encontre de l'assurance maladie de la part du gouvernement, poussé par les assureurs privés et le lobby pharmaceutique. L'élargissement du nombre de médicaments non remboursés permet de renforcer le poids des complémentaires santé et constitue donc le prélude à la privatisation

de la Sécurité Sociale. Pour cela, il suffira de diminuer au fur et à mesure les taux de remboursement public alloués au secteur privé, de fait les complémentaires santé privées auront une importance inexorablement croissante. Nous nous dirigeons donc vers un système de santé à plusieurs vitesses.

Tout ceci n'est pas sans lien avec la contre réforme des retraites qui a fait passer la durée de cotisation de 35,7 années à 40 ans (42 ans à venir). Il s'agit en fait, d'une instauration à pas progressifs d'un système de fonds de pension. Le poids des complémentaires retraite ne va cesser d'augmenter. En France, il s'agit donc bien de l'instauration d'un système de retraite par capitalisation qui ne veut pas dire son nom, car le gouvernement démantèle le système par répartition qu'il prétend sauvegarder.

Les fonds de pension sont étroitement liés à la spéculation boursière et ne constituent donc en aucun cas un gage de sûreté. La moindre crise peut faire partir en fumée l'avenir de millions de personnes. Pour illustrer cela, le scandale d'ENRON est extrêmement représentatif de l'incapacité du système capitaliste à assurer les services qu'il se prétend capable de rendre à la population. Dans ce cas présent, il s'agit d'une faillite d'entreprise due à la falsification de la comptabilité organisée par les actionnaires en collaboration avec une des plus grandes sociétés d'audit américaine. Cela peut entraîner de graves dysfonctionnements dans le cadre même du système. Si sur les places financières la confiance dans les comptabilités des diverses firmes n'existe plus, alors cela peut entraîner une frilosité des investisseurs envers celles-ci.

Le contexte international

L'application de ces recettes néo-libérales s'inscrit dans le cadre de la mondialisation. Tout cela est coordonné par des instances comme la Banque Mondiale, l'OMC et le FMI.

La dette du tiers monde force des pays à appliquer les plans de réajustement structurel du FMI, plongeant ainsi des millions d'individus dans le dénuement le plus total : « 2 personnes sur 5 vivent avec moins de 2 dollars par jour» 16 Cela a même entraîné d'importantes crises comme en Russie ou surtout en Argentine. On ne peut que constater l'échec des visées qu'affichait le néo-libéralisme. Le remède semble pire que le mal.

Les modifications des données démographiques des pays pauvres vont remodeler, dans les 30 prochaines années, l'image de l'humanité toute entière : « plus de la moitié de la population vivra dans les villes en 2007. La population urbaine passera de 2,8 milliards en 2000 à 4,9 milliards en 2030. » 17 Selon le forum mondial de Barcelone, cette donnée est alarmante puisqu'en 2020, 2 milliards d'humains vivront dans des bidonvilles. Le problème du logement va se généraliser, juste pour permettre d'assurer une spéculation autour de la propriété immobilière.

Pour des milliards d'individus partout dans le monde, y compris dans les pays riches, le choix se résume de plus en plus ainsi : continuer de subir la misère et la guerre et vivre dans des conditions toujours plus intolérables, ou construire une société qui produit des richesses pour répondre aux besoins de tous. Les travailleurs ne subiront pas éternellement les attaques des banques et des multinationales, détruire le capitalisme et construire une société socialiste va devenir un programme de plus en plus nécessaire.

3) La crise idéologique du système, une opportunité pour nous

Le discours dominant de la bourgeoisie et du libéralisme subit de plus en plus d'attaques. On peut observer cela notamment dans le cadre du mouvement antiguerre qui remet en cause la croisade de Bush contre l'axe dit du mal. La prétendue mission libératrice en Irak a bien des difficultés à cacher les visées impérialistes de l'administration américaine. Le slogan « Pas de sang pour du pétrole » est la parfaite illustration de la remise en cause de ce discours. Des millions de personnes ont manifesté avec cette idée en tête. Cela se mesure d'ailleurs à la hauteur des mensonges de Bush et Blair sur les armes de destructions massives.

Mais il faut revenir aux causes initiales de cette contestation. Les années 90, ont vu le rêve néolibéral se transformer en cauchemar pour nombre de populations. « Le « nouvel ordre mondial » s'est désintégré, avec la guerre du Golfe au début de la décennie et les guerres contre la Serbie et la Tchétchénie à la fin, et entre-temps des douzaines de guerres civiles dans les Balkans, le Caucase, l'Asie Centrale et l'Afrique. Le « miracle économique » que les conseillers néolibéraux avaient promis aux pays de l'ancien bloc soviétique s'est transformé en catastrophe dans l'ex-URSS et l'Europe du Sud-Est, à une échelle jamais vue dans l'histoire du système capitaliste. La seconde puissance économique mondiale, le Japon, ne voit pas d'issue à la récession qui s'est installée en 1991-92, et l'Europe occidentale connaît un taux de chômage continu de l'ordre de dix pour cent. Aux Etats-Unis, la condition de la plupart des gens est pire, après huit années de « rétablissement » économique, qu'elle ne l'était un quart de siècle auparavant. En Afrique, la famine paraît aussi banale que les guerres civiles qu'elle contribue à alimenter. En Amérique Latine, il n'y a pas eu de rétablissement de la « décennie perdue » des années 1980. Et le seul succès apparent du capitalisme dans la première moitié des années 1990, l'Asie du Sud-Est, a connu une crise soudaine en 1997, produisant de profonds clivages dans le camp néolibéral, et conduisant des financiers de renom comme George Soros et l'ancien dirigeant du FMI Jeffrey Sachs à critiquer sévèrement ceux qu'ils rendaient responsables du désastre aussi bien en Asie que dans l'ex-URSS. » 18 Ces événements ont considérablement marqué l'opinion publique. Ils ont contribué à l'explosion de la contestation anticapitaliste à Seattle en 1999 et préparé les acteurs de ce mouvement à s'opposer aux guerres futures (Afghanistan, Irak).

Les travailleurs n'apprécient pas la situation sociale et économique d'autant que leurs conditions de vie et de travail vont en se dégradant. Tout cela est dû à la politique libérale dans son application concrète et quotidienne. L'alternance entre la droite et la gauche constitue la caricature d'une politique gestionnaire acquise au libéralisme. Les travailleurs sont fatigués d'être dirigés par des politiciens faibles et corrompus et de la justice de classe qui ne favorise que les Présidents de la République, les gros actionnaires et les maires des grandes villes. Cet état de fait peut renforcer dans bien des cas la dépolitisation et l'abstention mais il favorise aussi la remontée des luttes des travailleurs dans tous les pays.

B) Pour un nouvel internationalisme

1) La remontée des luttes

La convergence à Seattle en 1999 de jeunes anticapitalistes et de 40.000 ouvriers américains, teamsters, métallos, a révélé au monde l'existence de l'autre face de la mondialisation capitaliste : la résistance globale. C'était l'aboutissement d'un processus de résistance annoncé au monde le 1er janvier 1994, date de l'entrée en application de l'ALENA et de l'insurrection du Chiapas.

Les attaques contre les conditions de vie, les salaires, les services publics, appellent à une lutte de la classe ouvrière au premier rang de laquelle se trouve la jeunesse déjà prolétarisé. La paralysie des organisations de classe pousse à d'autres formes d'organisations complétant le syndicalisme traditionnel.

L'année 1998 a ainsi été celle de la grève monstre chez UPS, puis chez Général Motors et chez Boeing. Depuis, le mouvement a traversé les frontières, avec les grands rassemblements de Millau en 2000, de Gênes en 2001, qui ont attirés plusieurs centaines de milliers d'activistes.

Les grèves de décembre 95 représentent une victoire historique, qui n'est pas sortie de la mémoire de millions de travailleurs. Des grandes luttes ont suivi, pour la régularisation des sans-papiers, pour la réduction du temps de travail. Les grèves de mai-juin 2003 ont encore montré que les salariés du public et du privé étaient prêts à en découdre face au gouvernement et au patronat.

C'est l'idéologie que le mouvement anticapitaliste construira qui servira d'alternatives face au capitalisme dans chaque lutte de travailleurs. Qu'il s'agisse d'écologie, de lutte pour l'abolition de la dette, contre le pouvoir des multinationales sur les états, nous sommes pleinement d'accord avec les objectifs généraux des antilibéraux, auxquels nous devons nous ouvrir.

Au Venezuela, un processus révolutionnaire est en cours, malgré les menaces des USA, un coup d'état, une série de lock-out patronaux. Nous devons soutenir cette révolution et s'en servir pour argumenter qu'une autre société est possible.

La déréglementation des marchés, les privatisations

imposées par le FMI et la banque mondiale conduisent mécaniquement à des actes de révolte. En Argentine où la classe ouvrière alliée aux classes moyennes a pu faire tomber les gouvernements successifs, occuper les principales usines du pays et redémarrer la production sous contrôle ouvrier. Mais les travailleurs ne construisent pas mécaniquement une alternative politique.

2) Le Forum Social Mondial et le Forum Social Européen

L'émergence d'un mouvement global de contestation de l'ordre libéral mondial élève les enjeux au-delà de la simple agitation contre les institutions phares du modèle libéral (OMC, FMI, Banque Mondiale, G8). La nécessité de se coordonner pour agir et de débattre pour proposer une alternative au capitalisme a débouché sur le Forum Social Mondial, de Porto Alegre à Mumbai.

L'approfondissement du mouvement en Europe a conduit au 1er FSE de Florence en 2002, qui a réunit 1 000 000 de manifestants contre la guerre et qui déboucha sur un appel d'une journée mondiale d'action contre la guerre du 15 février 2003. Les courants les plus radicaux gagnèrent la majorité des débats, ceux qui se refléta dans les mots d'ordre et la manifestation.

Le FSE de Paris fut mené, organisé et dirigé par les réformistes de bout en bout. Tout fut fait pour éviter la convergence – géographique et politique – des grévistes de mai-juin, du mouvement antiguerre et des antilibéraux.

Notre intervention consista à s'adresser au mouvement par la vente de journaux et l'organisation d'un débat, sans lien avec l'action syndicale et sans travail local pour faire venir des sympathisants. En fait, nous devons éviter de nous adresser du haut d'un trottoir à un mouvement que nous ne construisons pas.

Le mouvement antiguerre est le moyen de mobiliser le plus largement dans la jeunesse. Le mouvement anticapitaliste est le cadre dans lequel nous pouvons proposer le plus largement l'alternative socialiste.

Le FSE de Londres sera l'occasion de dénoncer la guerre en Iraq jusque sous les fenêtres de M. Blair. Ce sera l'occasion de lier le mouvement antiguerre aux travailleurs décidés à en découdre, à travers l'organisation de la contestation de la Constitution libérale, antisociale et guerrière de l'Europe capitaliste.

3) Le mouvement antiguerre et le mouvement altermondialiste

Aspects théoriques

Le capitalisme a besoin de la guerre pour se maintenir car celle-ci revêt une utilité quant à la résolution des crises (structurelles, conjoncturelles) mais permet aussi aux bourgeoisies de s'approprier des richesses extra territoriales. Cela amène donc les diverses classes dominantes de par le monde, à s'affronter pour obtenir le contrôle de ressources et l'appropriation de nouveaux marchés. « Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahie toute la surface du globe. Partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établi des relations. » 19 Il s'agit là tout simplement de l'impérialisme.

Combattre efficacement la guerre signifie lutter contre le système capitaliste et inversement.

Les faits

Le mouvement antiguerre est une création du mouvement altermondialiste. Son point de départ se situe en novembre 2002 au FSE de Florence. C'est là qu'a été lancé l'appel à une manifestation contre le déclenchement de la guerre en Irak. Celle-ci a rassemblée 1 million de personnes. «…on peut définir le mouvement anticapitaliste comme une sorte de tremplin pour le mouvement antiguerre, qui a réussi à toucher le monde entier le 15 février 2003. À mon avis, c'est l'une des raisons pour lesquelles le mouvement antiguerre est aussi radical et dépasse largement la question de la guerre : ce n'est pas un simple mouvement pour la paix, c'est un mouvement dirigé contre l'impérialisme. Il faut également reconnaître que George Bush symbolise à la fois le militarisme et un système qui accorde une plus grande priorité aux profits qu'à l'avenir de la planète, notamment en matière écologique. Ce qui semble de plus en plus possible aujourd'hui, c'est l'échec du projet impérialiste américain en Irak – et ce sont les résistants irakiens et le mouvement antiguerre qui pourront l'amener. Si cet échec a lieu, il entraînera en même temps celui de la guerre elle-même ; il renforcera non seulement le peuple irakien et le mouvement antiguerre, mais aussi tous ceux qui s'opposent aux privatisations, à la liquidation des retraites et à la catastrophe environnementale qui menace la planète. »20 Il y a bien un lien effectif entre le mouvement antiguerre et le mouvement altermondialiste et son expression sera présente au FSE de Londres en octobre 2004.

« Sans aucun doute, le FSE sera un grand festival de résistance et d'opposition contre le néolibéralisme et la guerre. Ce sera probablement la première fois dans ce pays que le mouvement antiguerre, dont l'histoire remonte à loin, a rejoint de manière organisée le mouvement pour une société plus équitable. Je suis donc très enthousiaste pour ce qui est des résultats auxquels cette synergie pourra aboutir. L'événement se terminera par une grande manifestation en direction de Trafalgar Square, à quelques mètres seulement de la résidence officielle de Tony Blair ; il y aura un concert avec des groupes anti-impérialistes. Le FSE se terminera donc à la vue de tous, ce qui est important dans la mesure il aura lieu deux semaines avant les élections aux Etats-Unis. Bien que l'Europe ait elle aussi son agenda néolibéral, il est important que le FSE symbolise le rejet par les Européens du projet d'un 'Nouveau Siècle Américain' et de la politique de George Bush. Stratégiquement, le FSE est très bien situé et je crois sincèrement qu'il peut avoir un impact direct sur le monde entier. » 20

Notre action

Nous devons amener la lutte contre la guerre à devenir une lutte contre l'impérialisme lorsque cela n'est pas déjà le cas. A plus long terme, il devra s'agir d'anticapitalisme. Nous devrons radicaliser le mouvement et lui fournir un apport théorique révolutionnaire.

Le mouvement altermondialiste ne fait pas que de se servir des mensonges de la classes dominante. Il arrive également à s'infiltrer dans des brèches ouvertes par l'incapacité chronique des classes dominantes à se mettre d'accord entre elles. Le mouvement altermondialiste arrive à se jouer des contradictions du système.

Les désaccord entre les puissants donnent une marge de manœuvre pour les résistances mais nourrit également des illusions sur le rôle de la classe dirigeante dans la gauche. Le fait que deux camps se disputent à l'ONU sur l'avenir de l'Irak, offre une marge de manœuvre supplémentaire à la résistance irakienne en empêchant l'envoi de casques bleus pour remplacer les soldats occidentaux depuis longtemps sur place.

4) Une nouvelle gauche anti-impérialiste nécessaire

Le mouvement antilibéral et antiguerre né ces dernières années fait renaître l'espoir en un changement de système. Les attaques néo-libérales, la répression du mouvement social, la guerre en Irak, en Afghanistan n'ont pas réussi à mettre fin au processus de rapprochement de « dizaines de milliers d'hommes et de femmes, jeunes et vieux, travailleurs et citoyens engagés dans le mouvement et les mobilisations, de bâtir cette nouvelle force anticapitaliste et pour la transformation radicale de la société. » 21

D'accord pour s'opposer au projet de Constitution européenne libérale, pour faire renaître le mouvement social et syndical et pour diffuser ces idées aux élections européennes, le Parti socialiste écossais (SSP, Écosse), l'Alliance Rouge-Verte (RGA, Danemark), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, France), le Bloc de gauche (BE, Portugal), l'Alliance socialiste (SA, Angleterre), le Parti socialiste des travailleurs (SWP, Angleterre), le Parti socialiste (SP, Angleterre), le Parti socialiste (SP, Irlande), La Gauche/Dei Linke (Luxembourg), l'Espacio Alternativo (EA, Espagne), Zutik (Pays Basque), la Gauche unie et alternative (EUiA, Catalogne), SolidaritéS (Suisse) et le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP, Turquie) se coordonnent maintenant pour faire émerger « une nouvelle force politique sociale de masse à l'échelle de notre continent. » 21

Le projet commun d'un telle force est de se battre pour : « : une société socialiste et démocratique, autogérée et par en bas, sans exploitation du travail et oppression des femmes, basé sur le développement durable face à un « modèle de croissance » qui menace la planète! » 21 L'objectif est de proposer « Face à la gauche social-libérale, il faut une alternative politique qui correspond à la gauche sociale anticapitaliste » et « européenne » capa-

ble de « renverser la politique néo-libérale et de rompre avec le capitalisme: (re)développement des services publics, refonte du budget de l'Etat et redistribution des richesses du Capital vers le Travail. Bref, pour réaliser ses objectifs sociaux : prendre toutes les mesures anti-capitalistes nécessaires y compris la substitution de la propriété sociale à la propriété privée. » 21

« Une « autre Europe » est possible, mais une autre gauche européenne est nécessaire. » 21

II. Lier la jeunesse aux travailleurs

A) La jeunesse

1) La jeunesse comme une classe sociale ?

Voilà comment Lénine définissait la notion de classe sociale. « On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapports (la plupart du temps fixés et consacrés par la loi) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale.» 22 Voyons si cela est applicable à la jeunesse.

La notion de jeunesse

Pour répondre à cette question nous ne pouvons avoir comme référence que les sociologues contemporains. Pour Pierre Bourdieu dans La « jeunesse » n'est qu'un mot, la jeunesse est une donnée construite socialement.

« Quand je dis jeunes/ vieux, je prends la relation dans sa forme la plus vide. On est toujours le vieux ou le jeune de quelqu'un. C'est pourquoi les coupures soit en classes d'âge, soit en générations, sont tout à fait variables et sont un enjeu de manipulations. Par exemple, Nancy Munn, une ethnologue, montre que dans certaines sociétés d'Australie, la magie de jouvence qu'emploient les vieilles femmes pour retrouver la jeunesse est considérée comme tout à fait diabolique, parce qu'elle bouleverse les limites entre les âges et qu'on ne sait plus qui est jeune, qui est vieux. Ce que je veux rappeler, c'est tout simplement que la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement » 23

La jeunesse sociale n'est pas une donnée universelle. Cette donnée évolue en fonction de la place remplie par les personnes qu'elle désigne au gré des nécessités sociales. « Par exemple, j'ai lu il y a quelques années un article sur les rapports entre les jeunes et les notables, à Florence, au XVIème siècle, qui montrait que les vieux proposaient à la jeunesse une idéologie de la virilité, de la virtú, et de la violence, ce qui était une façon de se réserver la sagesse, c'est-à-dire le pouvoir. » 24

Si la jeunesse est une construction sociale, à quelle nécessité répond cette notion ?

La place des jeunes dans le système capitaliste

Selon l'Institut national d'études démographiques (INED) 2 351 500 des 15/24 ans en 2002 sont des actifs (c'est à dire qu'ils ont un emploi ou en recherchent un) sur un effectif total de 6 975 943.25 La différence que représentent les inactifs de 15/24 ans sont en extrême majorité des lycéens ou des étudiants ne travaillant pas. Cela signifie que 4 624 443 personnes de cette classe d'âge, en 2002, ne participaient pas encore au système de production.

Si cette classe d'âge ne participe pas au système de production, elle vit aux crochets de ses parents. L'effort consenti par ces derniers est soumis aux résultats scolaires devant leur permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à l'obtention de diplômes. Cela signifie qu'en échange de leur entretien, ceux-ci sont prêts à restreindre leur liberté ; ces jeunes profitent de l'appropriation d'une part des richesses produites par la société en échange d'un travail à fournir : l'accession à un statut social supérieur ou au moins égal à celui des parents. Ceci étant l'idéal véhiculé autour du concept de l'école républicaine comme ascenseur social.

L'école, un ascenseur social ?

Les étudiants sont d'origines sociales variées et ne sont pas porteurs des mêmes espérances. Ceux étant issues des classes populaires aspirent à une ascension sociale alors que les étudiants bourgeois tendent à la succession du patrimoine culturel et financier de leurs parents. Ceux-ci n'étant déjà pas les mêmes selon la classe d'origine, ils déterminent l'objectif social atteignable.

« Ainsi entre 30 et 40% des étudiant-es sortent de l'université sans diplôme. Les enfants d'ouvriers sont 13% en première année mais plus que 5% en troisième cycle (contre 37% d'enfants de cadres). Par rapport aux étudiant-es dont les parents se trouvent dans la tranche de 20 000 à 30 000 francs par mois, les étudiant-es dont les parents gagnent au mieux 800 ont un quart de chances (de réussite aux examens) en moins; les étudiant-es dont les parents se situent entre 800 et 1500 ont un cinquième de chances en moins. Un-e étudiant-e ayant une activité rémunérée au moins 6 mois par an et au moins à mi-temps à des probabilités de succès inférieures de 24 % à celle d'un inactif. » 26

Ce phénomène peut entraîner la prise de conscience quant au fait que la structure scolaire est un appareil de reproduction sociale. Bourdieu en parle en ces termes : « pour que les classes populaires puissent découvrir que le système scolaire fonctionne comme un instrument de reproduction, il fallait qu'elles passent par le système scolaire. » 27

Plus qu'une reproduction sociale, une régression sociale

Aujourd'hui diviser la classe ouvrière entre et jeunes et moins jeunes représente un enjeu pour la classe dirigeante. Profitant de la démoralisation des structures syndicales et de l'inorganisation de la jeunesse salariée, la bourgeoisie tente de remodeler le système de production pour augmenter sa rentabilité et abaisser les charges sociales.

Les LMD ont pour but de faire disparaître les conventions collectives. En effet, la personnalisation des diplômes n'étant pas prise en compte par ces conventions, elles ne pourront plus s'appliquer aux nouveaux salariés. Cela va entraîner inévitablement un processus tirant les salaires vers le bas. De fait les jeunes salariés dénués de droits collectifs seront plus compétitifs que les anciens mais aussi plus précaires. Il s'agit pour le gouvernement par ce biais de refondre l'ensemble du code du travail.

Comment la jeunesse peut-elle résister à ce processus ?

Si toute la jeunesse n'a pas les mêmes aspirations puisqu'elle provient des différents milieux sociaux alors l'unité de la jeunesse ne peut pas se faire sur des revendications spécifiquement jeunes. Croire qu'une telle chose serait possible est vain et éloigne les jeunes issus des classes populaires de la lutte qu'ils doivent véritablement mener : la lutte aux côtés des travailleurs afin d'arracher des acquis sociaux, de détruire le capitalisme et de construire une société sans classes sociales.

Construire une organisation de jeunesse anticapitaliste ne peut donc se faire sans une compréhension nette des mécanismes qui forgent la marche de l'Histoire. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de luttes de classes. »28 Nous devons contribuer à diffuser, auprès de tous les jeunes que cette société dégoûte, cette analyse comme méthode pour changer le monde.

2) Vision de classe et défense des travailleurs

Nous luttons pour la destruction du capitalisme par les travailleurs. Les étudiants et les lycéens sont bien souvent de futurs travailleurs en formation. Nous devons contribuer à la disparition des illusions d'ascension sociale que revendique l'école républicaine. Etre travailleur n'est pas un défaut. Les ouvriers ne sont pas tous des nuls qui n'ont pas réussi à l'école. Les travailleurs ont un avantage non négligeable sur le reste des classes sociales, ils produisent les richesses.

Nous nous battons pour un monde où plus personne ne vivra du travail d'autrui. Les travailleurs sont capables de détruire le système capitaliste , pas la jeunesse. Car ils sont les seuls à pouvoir attaquer la bourgeoisie là où elle est la plus fragile, sur le lieu de travail, en bloquant la production. La jeunesse est capable d'organiser la contestation idéologique et politique du système mais est incapable de se confronter économiquement aux actionnaires et au patronat.

La jeunesse ne peut pas changer le monde sans l'appui de toute la classe ouvrière. Les salariés ont ce pouvoir énorme face à toutes les autres classes que de pouvoir décider de ne plus produire que pour l'intérêt de toute la population. Argumenter pour que les jeunes prennent aujourd'hui leur avenir de futurs travailleurs en main est un défi à relever mais la seule voie pour construire une organisation de jeunesse anticapitaliste capable d'affronter son véritable ennemi : la bourgeoisie internationale.

Nous devons recruter tous les jeunes indifféremment de leur provenance sociale à condition qu'ils soient acquis à la lutte des travailleurs contre le patronat et les actionnaires et en convaincus que « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » 29

B) Lier les jeunes à la classe ouvrière

1) Lier les étudiants aux travailleurs

Nous sommes des étudiants anticapitalistes qui militent sur leur lieu d'études et non des militants anticapitalistes extérieurs déconnectés des réalités sociales locales seulement parce qu'ils ne les vivent pas. Gagner la crédibilité des lycéens et des étudiants se fait surtout au jour le jour en assistant aux cours et aux discussions entre élèves en y critiquant l'idéologie diffusée par la classe dominante. Elle ne se gagne pas en apparaissant de l'extérieur au travers de tracts. Même s'ils sont là tous les jours, ces militants ne font que se substituer au travail que les étudiants doivent faire eux-mêmes pour eux-mêmes.

Les universités sont le lieu de rencontre entre la jeunesse issue de toutes les classes. 48% des étudiants sont salariés. Pour une organisation de jeunesse anticapitaliste, cela représente l'opportunité de toucher le monde du travail, de diffuser notre discours et de développer une solidarité des étudiants envers la classe ouvrière.

De nombreux étudiants sont forcés de travailler pour payer leurs études. Ces travaux sont généralement durs (Mac Do) et sous payés (MI-SE). Le contact entre cette jeunesse précarisée n'ayant rien à perdre, avec les autres travailleurs, est la clé pour comprendre le rôle stimulant que les MI-SE et les jeunes profs ont pu jouer dans le mouvement de mai-juin 2003. En effet, nombre d'entre-eux s'étaient déjà mobilisés par le passé pour des raisons politiques (mouvement lycéen de 1998, 21 avril 2002…).

Lorsque les deux réformes de Raffarin sur la décentralisation et sur la retraite ont été présentées, beaucoup de jeunes salariés étaient près à redescendre dans la rue. Plus radicaux dans leurs propositions et n'ayant pas à supporter les échecs passés, ils ont poussé à la création d'intersyndicales, argumenté pour un autre choix de société et lancé la mobilisation souvent à partir de rien.

Ces étudiants mobilisés ont diffusé leurs revendications antilibérales jusque dans l'université, ce qui poussa par exemple, l'université de Paris I à se mettre en grève. Les militants anticapitalistes qu'ils soient de SUD, de la CNT ou de la FSE ont joué un grand rôle pour mettre les étudiants non salariés en grève et pour permettre aux étudiants salariés déjà en grève, de pouvoir organiser des assemblées générales dans lesquelles ils parlaient de leur condition et de leur lutte, et où ils pouvaient entendre des professeurs solidaires leur parler des réformes.

Au contact de ces jeunes salariés, nous pouvons à la fois diffuser des arguments anticapitalistes et socialistes dans nos lieux d'études et dans la classe ouvrière. Notre organisation cherchant à recruter tous les jeunes anticapitalistes, elle doit se montrer capable d'organiser cette jeunesse salariée qui, même si elle est convaincue, n'a pas toujours le temps pour se mobiliser ou se rendre disponible. Notre organisation doit pouvoir s'adapter aux disponibilités de ces personnes. L'effort étant plus difficile à faire pour un étudiant qui en plus de ses études doit travailler 20 heures par semaine.

Ce qui fait d'une personne un militant est le discours qu'il diffuse autour de lui, dans son milieux. Notre organisation doit être le socle de discussion et d'action pour permettre à ces jeunes de gagner d'autres travailleurs, dans leur entreprise, à la lutte anticapitaliste. Nous devons également leur permettre de toucher d'autres étudiants et de leur demander d'être solidaires en cas de lutte.

Lorsqu'une grève éclate dans une entreprise à côté de notre lieu d'études (lycées et facs) nous devons être capables de réagir rapidement, de rédiger un tract de soutien aux grévistes et de commencer à tisser des liens entre les étudiants de toutes classes sociales, avec les travailleurs concernés. Un bon moyen pour y parvenir est d'organiser une collecte d'argent en soutien à la lutte sur le lieu d'études. Diffuser des informations régulières et des appels à actions de solidarité, sont également de bons moyens pour tisser des liens étroits entre les étudiants résolus à s'affronter aux patrons et aux actionnaires, avec les salariés concernés.

Permettre l'apparition de comités unitaires sur nos facs ou lycées pour la défense du service public, des acquis sociaux et contre la constitution européenne de V.G.E peut nous permettre d'encrer les organisations, syndicats, partis politiques dans une lutte contre le patronat européen. Intervenir dans ce sens dans les syndicats étudiants ou dans les CAL, peut permettre de renforcer les liens existants entre la jeunesse étudiante, les jeunes salariés et les autres travailleurs.

Nous avons besoin que nos syndicats tissent d'avantage de liens avec les organisations de professeurs, de IATOSS et avec tous les autres salariés. Organiser une intervention dans les syndicats et dans les différents comités lycéens contre le sexisme et tous les préjugés qui divisent les travailleurs et la jeunesse est une bataille à mener sur la durée. Nous pourrions nous battre pour que nos syndicats ou nos CAL organisent une campagne en faveur de l'I.V.G. et de la contraception.

Se battre pour que nos syndicats étudiants ou lycéens revendiquent le même salaire pour les hommes comme pour les femmes permettrait de réduire l'écart entre les revendications des syndicats de salariés et de jeunesse et d'unifier un peu plus les luttes féministes. Enfin se battre pour que les directions de nos syndicats soient paritaires serait une très grande avancée démocratique. Lutter contre le sexisme au sein de nos syndicats serait une première étape vers la suppression des idées réactionnaires qui divisent les étudiants et les travailleurs.

De là même faire que nos syndicats mettent en place des cadres unitaires permanents autour du racisme et de l'homophobie permettrait de toucher de nombreuses personnes qui ne voient pas l'intérêt de se syndiquer.

Pour ce faire notre intervention dans les syndicats étudiants ou lycéens même si ce ne sont pas les mêmes, doit toujours se faire dans le sens de l'unité d'action contre le libéralisme et d'alliance avec les travailleurs.

2) Les JCR et la LCR

Les JCRs ont pour but d'unir les luttes de la jeunesse contre le capitalisme. Cela ne peut se faire autrement qu'en solidarité avec les travailleurs et avec la LCR. Refuser cette alliance équivaut à reproduire les divisions que le système établit entre jeunes et moins jeunes. Il ne doit bien sur pas s'instaurer un rapport de maître à élève entre la LCR et les JCR mais un rapport d'élève à élève de la lutte de classe. Les JCR doivent effectuer différentes activités en compagnie de la LCR afin de favoriser l'apparition d'un nouveau parti anticapitaliste et de son organisation de jeunesse.

Pour se faire un matériel national et régional commun de la LCR et des JCR irait dans ce sens. Au niveau local des tracts signés des deux organisations permettraient un gain de temps et d'argent non négligeable ainsi que d'informer les étudiants et les lycéens de ce que font aussi les travailleurs anticapitalistes. Cela permettrait également dans bien des cas d'unir les jeunes de la LCR aux JCR pour des actions communes et d'apprendre les uns des autres de nos pratiques respectives.

RED et Rouge sont des éléments complémentaires et ne peuvent être mis en opposition. RED étant un mensuel devrait nous permettre d'aller au fond des choses, de gagner durablement les jeunes aux idées anticapitalistes. Rouge au contraire en tant qu'hebdomadaire peut nous permettre d'être plus réactifs face à l'actualité toutes les semaines sur un thème différent ou un slogan évoluant en fonction de l'évolution du rapport de force.

Rouge doit devenir notre journal d'agitation hebdomadaire au moins sur les facs. Justement parce que nous voulons gagner les étudiants et les lycéens à la lutte contre le capitalisme aux cotés des travailleurs. Nous avons besoin d'un matériel commun au niveau national plus important que des tracts, rédigé par des travailleurs. Une participation des JCR à une colonne dans Rouge pourrait permettre un débat d'idées ou au moins une information en direction des travailleurs sur les condi-

tions lycéennes, étudiantes et des jeunes travailleurs.

Afin de repolitiser nos quartiers et nos villes, des interventions communes des JCR et de la LCR peuvent être organisés sur des entreprises à côté de nos lieux d'étude, lorsqu'il y a une grève par exemple.

Intervenir dans les facs et les lycées nous oblige à côtoyer le personnel enseignant et IATOSS. Nous devons les gagner à la gauche anticapitaliste et à LCR. Nous ne pouvons pas considérer cela comme n'étant pas notre rôle. La conviction de combattre pour une société socialiste ne peut venir que de la discussion régulière avec des militants locaux. Bien souvent la LCR n'est pas là pour l'avoir, nous ne devons pas la ramener à plus tard mais chercher à convaincre qu'un autre monde est possible et qu'une autre gauche est nécessaire. La solidarité politique avec la LCR se traduit par le recrutement des travailleurs, des chômeurs et des précaires à cette organisation. De la même que l'attachement de la LCR avec son organisation de jeunesse doit se traduire par le recrutement des jeunes anticapitalistes aux JCR.

III. La construction des JCR

A) L'agitation

1) Agir aux cotés des antilibéraux et des réformistes

La manifestation du 15 février 2003 est à ce jour la plus grande mobilisation internationale de l'Histoire de l'humanité. Nous assistons à des mobilisations qui entraînent des masses de plus en plus nombreuses, qui se radicalisent spontanément dans la lutte.

Cela signifie que chaque lutte partielle tend à s'opposer au capitalisme dans son ensemble, à généraliser aux cotés des autres mouvements de contestation. Une audience nouvelle s'ouvre pour nos idées. A condition d'être aux cotés des jeunes qui veulent en découdre avec le système, voire qui pensent qu'un capitalisme à visage humain est possible. Nous ne pourrons les convaincre que dans la lutte commune, en les prenant comme ils sont, sans poser aucun préalable à la lutte commune.

Autant nous pouvons ponctuellement déborder les directions réformistes quand beaucoup de jeunes sont radicalisés par les bombardements sur Bagdad, autant nous avons besoin de construire aux cotés des réformistes si nous voulons créer un front antiguerre sur la durée. Le tableau est le même sur tous les aspects de lutte contre les attaques du capitalisme : ne pas associer de réformistes aux directions des organisations de masse nous conduit à lutter seuls dans des coquilles vides, à la marge du mouvement réel et des consciences des jeunes et des travailleurs. C'est le plus beau cadeau que nous puissions faire aux dirigeants réformistes.

Nous devons nous battre à la base pour que les directions réformistes soient obligées de s'associer aux luttes que nous menons, c'est le seul moyen de les confondre dans la pratique. Seul l'unité à la base permettra qu'un débat ait lieu dans les organisations de masse, débat au cours duquel nous pourrons largement diffuser nos idées. Nous n'avons pas peur de ce débat parce que nous sommes persuadés que les idées révolutionnaires socialistes sont les seules rationnelles face à ce système barbare.

2) Les campagnes que nous avons manquées

a) Mai/Juin 2003

Les mobilisations pour la sauvegarde des retraites ont représenté un événement social majeur en France pour l'année 2003. Le rôle de notre organisation aurait dû être de pousser les étudiants à la solidarité avec les travailleurs. De plus l'université de Paris 1 a vu un certains nombre d'étudiants se mobiliser sur ce thème, certains partiels ont même été reportés. Ce qui montre qu'une telle solidarité est possible.

b) Lutte antifasciste et antiraciste

Compte tenu du fait qu'un Français sur quatre (Le Monde) est d'accord avec les idées de Le Pen, il paraît urgent d'inclure la lutte antifasciste dans nos priorités. Pour l'anniversaire de la mort du militant néo-nazi Sébastien Dezieux, No Pasaran, le SCALP et la CNT ont lancé l'initiative d'un concert antifasciste sur le chemin que devait emprunter le Bloc Identitaire (ex Unité Radicale). Certains militants des JCR s'y sont rendus à titre personnel, la direction de l'organisation n'ayant pas répondu à cet appel alors que celui ci fut relayé en interne. Ce rassemblement s'est soldé par l'interdiction de la manifestation fasciste par la préfecture. Hélas seuls les anarchistes ont profité de cette victoire. Un travail sur la durée pourrait être effectué avec Ras l'Front en organisant sur les facs et les lycées des débats autour de la lutte antinazi.

c) Lutte des femmes

Aborder aujourd'hui la question du féminisme est crucial. Loin d'être une apologie de la guerre des sexes, le féminisme est un combat qui s'inscrit au plus profond de la lutte des classes. Cet engagement des femmes contribue à avancer des revendications essentielles qui touchent en tout premier lieux la classe ouvrière, tel que: l'accès aux crèches, la contraception, ou le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Contrairement aux idées reçues, le sexisme divise la classe ouvrière tandis que le féminisme lutte pour son émancipation. C'est pour cela qu'il faut clairement combattre les préjugés sexistes et homophobes partout ou ils agissent. Il est absurde de concevoir une quelconque libération de la femme en dehors du combat anticapitaliste. A chaque mouvement de révolte sociale, à chaque période révolutionnaire les femmes ont pris part à la lutte et ont acquis des droits supplémentaires: le droit de vote (1917 en Russie) et de divorce dans l'Espagne républicaine(1936) ; la contraception libre et gratuite dans la France d'après 68...

C'est pourquoi aujourd'hui nous nous devons de conserver les acquis du mouvement des femmes, et faire front aux attaques idéologiques qui lui sont portées. Ne nous voilons pas la face: pas de révolution sans les femmes, pas de libération des femmes sans combat révolutionnaire !

d) Lutte écologiste

Il est malheureusement à noter que nous n'ayons pas pris part à la mobilisation pour la manifestation à l'initiative du collectif « Sortons du nucléaire » alors que plusieurs milliers de personnes dont beaucoup de jeunes s'y sont rendus. Des actions plus radicales pourraient d'ailleurs être organisées selon l'état des sections et avec d'autres courants politiques contre les champs d'OGM à ciel ouvert ou contre les trains transportants des déchets radioactifs et qui traversent la banlieue nord de Paris.

e) Lutte contre l'agression publicitaire

Même si nous n'avons pas participé en tant qu'organisation aux actions antipub dans le métro parisien, nous aurions pu apporter notre soutien aux militants attaqués en justice par la société publicitaire Métrobus.

f) Lutte solidarité internationale

Palestine : L'importance de la lutte pour le peuple palestinien va au delà du droit à la dignité et à l'autodétermination des peuples. En effet Israël est un pilier dans la stratégie impérialiste américaine. Israël est le seul allié sûr dans la région pour les USA compte tenu de sa dépendance financière et diplomatique envers eux. C'est pourquoi ils ont choisi Israël comme base avancée dans la région. Affaiblir Israël (par une victoire du peuple palestinien) c'est aussi affaiblir les USA. Dans ces conditions il est dommage qu'on s'investisse peu au delà d'A.C.G. dans la lutte contre la colonisation de la Palestine notamment dans la campagne contre le mur de l'apartheid.

Sortis de l'Irak et de la Palestine nous n'avons pas soutenus les peuples en lutte, y compris contre notre propre impérialisme, en Côte d'Ivoire, Haïti, Darfour, Tchétchénie, Venezuela.

3) Argumenter sur nos convictions

La lutte contre le capitalisme amène les jeunes et les travailleurs qui y participent à remettre en cause l'idéologie dominante. Le rôle des médias dans la couverture des luttes permet par exemple souvent de réaliser à quel point l'idéologie dominante est imposée, ce qui amène beaucoup de gens à être sensibles à une autre vision du monde. Les préjugés racistes, sexistes, ont tendance à être battus en brèche par l'action collective, même s'il ne s'agit pas d'un processus mécanique.

Apparaître en tant qu'organisation JCR et militants politique partout où nous militons

Chaque lutte dégage les consciences de l'idéologie dominante, sans pour autant créer spontanément une idéologie adaptée au renversement du capitalisme. C'est au cours des luttes que nous pouvons diffuser nos idées à une échelle large, que « les questions de propagande peuvent être discutées à une échelle de masse, comme on discutait la veille les questions d'agitation » (Krivine à l'initiative nationale).

Nous ne pouvons donc pas nous cacher derrière nos casquettes syndicales pendant les mouvements de notre milieu - comme nous l'avons fait pendant le mouvement étudiant du mois de décembre – justement parce que c'est à ce moment que le mouvement a besoin de notre apparition politique pour proposer une alternative au gouvernement et au capitalisme.

Le militantisme syndical ne nous empêche pas de diffuser ouvertement nos idées, nos publications et notre politique là où nous militons tous les jours. Nous devons nous battre pour avoir le droit de diffuser nos journaux dans les cortèges, plutôt que nous battre pour avoir le mégaphone.

Nous devons nous battre pour faire de l'organisation politique révolutionnaire une organisation de masse, c'est à dire appeler à des réunions publiques pour traiter de sujets comme la guerre, les réformes, dans lesquelles nous pourrions développer notre propre programme. Il est à cet égard éloquent que les JCR n'aient pas eu d'intervention propre à Tolbiac (et ailleurs) pendant aucune des deux grèves qui l'ont secouée en mai-juin et novembre/décembre.

B) Recrutement sur base anticapitaliste

1) Nous devrions être plus ouvert que la LCR

Aujourd'hui, les JCR ne recrutent que des jeunes révolutionnaires de gauche. Il n'est pas besoin d'être un léniniste convaincu pour rejoindre l'organisation mais nous ne recrutons pas non plus des sociaux démocrates. Où se situe alors le juste accord pour nous rejoindre? Cette base de recrutement est à la fois trop floue et trop fermée. Trop floue tout d'abord parce la révolution est un moyen et pas un but. Et trop fermée parce que nous cherchons à convaincre les jeunes de nos arguments et pas à regrouper des révolutionnaires comme dans un fan-club de Trosky. Nous devrions être plus ouverts que la LCR mais dans bien des cas nous ne le sommes pas. L'exemple d'un contact qui ne peut nous rejoindre parce qu'il estimerait que Allende avait peut-être raison sur la tactique pour arriver au socialisme ne montre pas une franche volonté d'ouverture de l'organisation.

2) Les bases d'accord

Construire une organisation anticapitaliste ce qui est le but de la LCR signifie recruter des militants, y compris des réformistes, et les convaincre dans l'organisation de la nécessité d'une révolution menée par la classe ouvrière. La base dans notre organisation doit suivre cette logique. L'accord minimal se fait sur 5 points pour nous rejoindre:

- être contre la domination des actionnaires, des banques et des patrons c'est à dire de la bourgeoisie sur toutes les autres classes sociales ;
- être pour un système économique basé sur la production de richesse dans le but de répondre aux besoins de tous et débarrassé de l'exploitation ;
- être pour un nouveau système politique où tous les élus sont responsables et révocables devant leur base, où les élus ne sont que des représentants d'assemblées locales et souveraines ;
- être conscient que l'exploitation de la bourgeoisie étant internationale, la lutte anticapitaliste ne peut être qu'internationale ;
- être d'accord pour gagner les gens autour de soi à cette conception du monde.

3) Les moyens : Carte, bulletin d'adhésion et cercle ouvert

Pour diffuser cette idéologie, il est important que nous multiplions les initiatives où nous invitons nos sympathisants ou les gens qui veulent nous rencontrer, nous financer et écouter un topo sur un thème d'actualité. C'est à dire augmenter considérablement le nombre de cercles ouverts et ce même type d'initiatives à l'échelle d'une section.

Nous avons besoin d'un matériel pour le recrutement, d'un bulletin d'adhésion pour que les jeunes rencontrés en manifestation laissent leur contact aux sections ou aux cercles pour qu'ils soient plus facilement recontactables. Cela permettrait surtout de rationaliser le recrutement qui est bien trop dépendant de quelque individus. Sortir une carte de membres pourrait permettre de savoir précisément combien nous sommes au JCR et combien les AG représente en proportion de militants.

C) Gagner les arguments

1) Gagner les arguments marxistes

Contrairement à ce que certains pensent, un bon marxiste ne doit pas forcément connaître le programme de transition ; par contre, il doit être d'accord sur les bases de l'analyse économique, sociologique et idéologique du capitalisme qu'en a fait Marx et d'accord sur les solutions politiques qu'il a préconisées pour en finir avec celui-ci.

C'est à dire : être d'accord sur le fait que le capitalisme est un système de production basé sur le salariat au profit du détenteur du capital. Que plus les travailleurs produisent de richesses plus leurs salaires ont tendance à baisser. Que l'accumulation du capital mène à la crise, à la guerre et à la destruction du capital produit.

Que l'Etat est l'appareil de domination de la bourgeoisie pour assurer la pérennité des données sociales. Que la bourgeoisie maintient son pouvoir grâce à trois principaux moyens : la force armée de l'Etat, le salaire en échange du travail accompli et la diffusion d'une idéologie barbare basé sur la loi du talion (loi de la jungle). Le seul moyen d'en finir est de diffuser une autre idéologie le « tous contre un ».

Que la classe ouvrière unie avec une idéologie socialiste ne peut en finir avec le salariat qu'en détruisant l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et en le remplaçant par un nouvel Etat qui défende ses intérêts à elle, c'est-à-dire l'expropriation des riches et la collectivisation des moyens de production, la disparition des oppressions politiques.

Que pour y arriver la classe ouvrière a besoin d'une organisation anticapitaliste et révolutionnaire. C'est à lutte qu'il faut gagner les nouveaux membres.

2) Défendre l'auto-organisation des exploités et des opprimés

Le mouvement de mai-juin 2003 a démontré une chose : si les travailleurs veulent gagner, ils ne doivent compter que sur leurs propres forces. Le mouvement de mai-juin a échoué car il a inscrit son action dans le cadre des institutions. Dans tout système capitaliste, ce n'est pas la rue qui gouverne, mais la bourgeoisie. C'est pour cela que nous devons construire des organisations de masse indépendantes du patronat et de l'Etat.

Nous devons œuvrer à garantir l'indépendance de la classe des travailleurs. Les mouvements échouent tant qu'ils sont dirigés par les bureaucrates. Comme le disait Léon Trotski, les bureaucrates syndicaux sont les agents directs de la bourgeoisie. Dans les mouvements de masse, nous devons donc pousser à ce que les assemblées générales soient souveraines et que leurs représentants soient élus, révocables à tout moment et ne détiennent que le mandat sur lequel ils ont été élus.

Si nous sommes pour une organisation autonome de jeunesse, c'est pour que les jeunes militants marxistes fassent leur propre expérience politique et non pour couper la jeunesse des travailleurs et de la lutte de classe. En contrepartie, l'expérience des jeunes militants doit profiter à l'organisation adulte en écrivant des contributions pour Rouge, le futur manifeste de la LCR et intervenir dans les débats de la LCR pour apporter la voix des jeunes militants révolutionnaires.

L'idéologie dominante est celle de la classe dominante. L'idéologie bourgeoise ne s'arrête donc pas aux portes de l'organisation. Nous avons tous encore un fond de sexisme. C'est pour cela que nous favorisons l'émergence d'A.G. non mixtes et d'un mouvement autonome des femmes. Mais notre activité féministe n'arrivera à son but que si ses acquis sont ensuite partagés et débattus avec toute l'organisation.

3) Former une nouvelle

génération militante

Faire de l'organisation politique une organisation de masse nécessite de donner les moyens de comprendre l'actualité à tous les militants. Il faut que nous soyons de plus en plus nombreux à dénoncer le capitalisme et à argumenter pour le socialisme. Jamais depuis les années 60 les rues n'ont été aussi pleines de jeunes en colère, il s'agit d'une opportunité historique pour nos idées que nous pouvons diffuser auprès de la majorité des jeunes.

Les formations doivent être ouvertes à tout le monde, militants et sympathisants. C'est là que nous convaincrons des jeunes anticapitaliste de diffuser nos idées.

Les formations doivent permettre d'illustrer la théorie et la pratique marxiste en répondant aux questions de notre milieu. C'est pour cela qu'elles doivent être ouvertes, pour éviter que les militants ne se retrouvent dans une tour d'ivoire.

Nous ne pouvons pas séparer la théorie de la pratique, le marxisme étant pour nous un moyen de comprendre et de changer le monde. Sans les questions que soulèvent les résistances au capitalisme, notre théorie est fatalement vaine et stérile. Sans les acquis théoriques des luttes et des révolutions passées, les luttes seront condamnées à subir éternellement les mêmes défaites.

4) Les moyens :

a) Un INPRECOR de la jeunesse

Le journal doit se tourner vers l'extérieur. RED ne doit pas être seulement le journal des JCR mais devenir un journal de jeunes anticapitalistes en France.

RED étant un journal mensuel peut permettre qu'un travail de fond soit entrepris. Notre journal doit être vu comme un complément au tract et à Rouge. Il doit répondre aux interrogations de nos milieux d'intervention.

C'est à dire qu'en plus d'avoir un bon sommaire nous avons besoin d'articles d'analyse, de sources vers lesquelles se tourner. Nous avons besoin d'un journal qui nous permette de gagner des arguments dans notre milieu et qui s'adresse au plus grand nombre. Nous n'avons nullement besoin d'un journal pour appeler les jeunes à la lutte, ce qui est le rôle des tracts.

RED doit s'améliorer pour devenir le journal de référence de propagande anticapitaliste et marxiste dans la jeunesse qui apporte chaque mois des moyens de construire les luttes en apportant des arguments et des analyse que nos lecteurs n'auraient pas trouvés tout seuls. Nous avons besoin d'un IMPRECOR pour la jeunesse.

b) Ecrire des brochures sur des points d'actualité

Pour être efficace, il nous faut être doter d'une analyse de l'actualité et non seulement de simples commentaires. C'est pour cela que nous avons besoins d'outils théoriques adaptés aux campagnes que nous menons.

Il est dommage que nous n'ayons sorti qu'une seule brochure sur le conflit en Irak alors qu'il s'agit de l'axe prioritaire des JCRs depuis plus d'un an. Nous avons besoin de nouveaux arguments répondants à l'embourbement de l'armée américaine. De même aucune analyse n'a été faite de la lutte contre la loi sur la « laïcité ».

c) Etablir une bibliothèque de l'organisation afin que tous les camarades aient accès aux classiques du marxisme

Il serait positif de fournir une bibliothèque regroupant les classiques du marxisme afin que tous les camarades puissent y avoir accès indifféremment de leurs ressources financières, de leur accès à Internet, du contenu de la bibliothèque de leurs parents et de leurs possibles liens avec les camarades de la direction.

d) Participer aux formations de la LCR

Nous devons absolument bénéficier des expériences et des analyses des camarades de la LCR. En cela la présence de militants des JCR aux formations organisées par la Ligue est souhaitable et même nécessaire pour tenter d'élever le niveau de nos propres topos.

Les sujets de nos topos sont trop limités. Il ne peuvent se résumer aux textes fondateurs. Nous avons besoin de débats sur notre analyse de l'histoire, de la philosophie, de l'art, du sport pour nous permettre de comprendre que le marxisme est une méthode d'analyse du quotidien et du passé et ne doit donc se situer dans l'abstraction au risque d'être trop dogmatique.

e) Favoriser la convergence des organisations anticapitalistes

Nous devrions pouvoir à l'instar de la LCR organiser des meetings communs avec les autres forces de jeunes anticapitalistes nationales et internationales afin de participer et de favoriser à notre façon à la convergence anticapitaliste internationale.

Notre intervention dans la préparation des RIJ doit permettre d'ouvrir cette initiative aux autres composantes de la gauche anticapitaliste (SSP, SWP, Rifondazione, …). Afin d'offrir un lieu de débat aux jeunes anticapitalistes voulant travailler à une convergence et au dépassement des cadres réformistes.

Afin de permettre ce rapprochement nous proposons que les JCR fondent un bulletin de correspondances internationales avec toutes les composantes des organisations de jeunesse de la gauche anticapitaliste. Cela pourrait nous permettre lorsqu'une lutte dans tous les pays européens a lieu contre les ECTS/LMD d'être tenus au courant des débats et des avancées des militants anticapitalistes ailleurs qu'en France.

Conclusion :

Il est urgent d'ouvrir l'organisation. Le congrès de décembre est l'occasion d'acter cette volonté. Ce texte n'est ni exhaustif ni définitif, il reste ouvert au débat et aux changements. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui souhaitent débattre de ce texte à prendre contact avec nous.

INDEX :

1 : Etats-Unis - Irak : une guerre qui sent le pétrole, Jean Jacques et Stéphane Gillier, Alternative économique N°208 du mois de novembre 2002, p.36-38.

2 : idem

3 : idem

4 : La consommation croissante de pétrole et de gaz naturel des pays en développement, Amy Jaffe, Spécialiste des questions de l'énergie, rapport remis au Conseil d'Etat des Etats Unis d'Amérique.

5 : La Chine : première puissance économique du monde ?, Colm Foy et Angus Maddison, Magazine OCDE L'observateur N°215 – janvier 1999.

6 : idem.

7 : Etats-Unis - Irak : une guerre qui sent le pétrole, Jean Jacques et Stéphane Gillier, Alternative économique N°208 du mois de novembre 2002, p.36-38.

8 : idem

9 : Chirac et les Arabes : L'ennemi déguisé en ami, Hassan Berber, Rouge N° 2012 du 10 avril 2003.

10 : Le MI6 sonde des liens français dans des actes frauduleux du programme « Pétrole contre nourriture » de l'Irak, Robert Winnett and Mark Hollingsworth, Sunday Times du 1er Août 2004.

11 : 2,5 milliards détournés lors du programme "Pétrole contre nourriture" en Irak, New York Times du 1er Mars 2004

12 : Près d'un Français sur quatre adhère aux idées de M. Le Pen, Elie Barth et Hervé Gattegno, Le Monde du 10 décembre 2003

13 : Haines communautaires, Eric Pelletier et Romain Rosso, L'Express du 05/07/2004

14 : Ces français qui votent Le Pen, Nicolas Mamarbachi, N°6 de février 2003 de Socialisme international.

15 : idem

16 : Les Damnés de la ville, François Musseau et Pierre Prakash, Libération du 16 septembre 2004.

17 : idem

18 : Anticapitalism : theory & practice, Chris Harman, International Socialism 88 Autumn 2000.

19 : Manifeste communiste, K. Marx et F. Engels, édition La Pléiade, p.165

20 : Le Forum Social Européen, Discours retranscrit à Marxism 2004, juillet 2004, Londres, http://mapage.noos.fr/marxism2004/fse.htm

21 : Une autre europe est possible ! Une autre gauche européenne est nécessaire ! Déclaration de la Septième Conférence de la Gauche Anticapitaliste Européenne (GACE), Paris les 10 et 11 novembre 2003.

22 : La Grande initiative, V.I. Lenine, 1919

23 : La « jeunesse » n'est qu'un mot, Pierre Bourdieu, Entretien avec Anne-Marie Métailié, paru dans Les jeunes et le premier emploi, Paris, Association des Ages,1978, pp. 520-530. Repris in Questions de sociologie, Éditions de Minuit, 1984. Ecl. 1992 pp.143-154.

24 : idem

25 : Population de la France au 1er janvier 2004, Source INSEE, Bulletin mensuel de statistique

26 : Plaquette précarité de SUD étudiant

27 : La « jeunesse » n'est qu'un mot, Pierre Bourdieu, Entretien avec Anne-Marie Métailié, paru dans Les jeunes et le premier emploi, Paris, Association des Ages,1978, pp. 520-530. Repris in Questions de sociologie, Éditions de Minuit, 1984. Ecl. 1992 pp.143-154.

28 : Manifeste communiste, K. Marx et F. Engels, édition La Pléiade

29 : idem

Motion Education Nationale

Il serait fort regrettable de penser que la période ne serait pas propice à la Révolution. Mais la Révolution ne doit elle pas être permanente ? Ne doit elle pas nous préparer au communisme par la lutte des classes pour parvenir au socialisme.

Aussi ne négligeons pas le travail déjà effectué et si la population est prête à bouger, elle n'a ni les mots d'ordres généraux ni les moyens matériels de le faire.

ACG est le moyen international de peser sur les luttes anti capitalistes. C'est un outil qu'il ne faut pas négliger. Cependant, il n'est pas le seul, car si nous nous postionnons pour la paix entre les peuples, le refus de l'armement, nous défendons aussi la redistribution des richesses et leur appropriation collective, pour des services publics équitables. C'est pourquoi nationalement il semble intéressant d'appuyer sur le vecteur de l'Education Nationale qui regroupe un ensemble de revendications :

- jeunesse
- travailleurs
- service publics
- discriminations

Prenons comme vecteur l'Education Nationale, mais cette fois à notre initiative avec d'ores et déjà des mots d'ordres larges couvrant la défense des services publics pour rassembler et enfin convaincre à l'organisation générale dans tous les secteurs .

Travaillons à une grève de masse mais organisons là sur des mots d'ordres généraux, unitaires et précis.

Pour cela investissons dans un travail d'investigation tous les secteurs de l'Education Nationale afin de permettre un inventaire des revendications, de proposer des solutions adéquates, avec des mots d'ordres larges et ce seulement quand le travail de recherche aura été mené.

Motion construire les JCR

Le travail du révolutionnaire devrait consister à la recherche et à la ventilation de l'information afin que tout révolutionnaire, soit en mesure de la diffuser où qu'il se trouve..

L'organisation révolutionnaire doit structurer les mobilisations quelles qu'elles soient sans se préoccuper d'en prendre les directions mais plutôt de lier des contacts afin d'obtenir d'autres infos et contacts. Nous nous devons d'effectuer un travail de renseignements et de liaisons de l'information à travers toutes les organisations. Notre rôle est d'être en contact permanent avec les individus révoltés par les conditions subies, par le capitalisme et les discriminations, afin d'entendre les revendications, de s'y meler, de prendre contact avec de nouvelles forces militantes, de s'en nourrir et échanger.

Peu importe dans l'immédiat que ces militants tous azimuts soient convaincus du marxisme et de la Révolution, ils sont convaincus du malaise social. Nous devons leur fournir les outils de la compréhension marxiste par la capacité de notre organisation à structurer les mobilisations.

Si nous y arrivons, nous convaincrons de la nécessité d'une organisation notamment marxiste révolutionnaire pour le faire. Aussi, il est nécessaire de réajuster le fonctionnement de l'organisation de redistribuer les tâches de façon efficace et réévaluer les nécessités pour que les infos sur tous les mouvements soient collectivisées rapidement. Chaque militant individuellement est un militant actif qu'il faut organiser et à qui l'on doit fournir les outils de l'organisation en le mettant en contact avec d'autres militants actifs de ses revendications.

Aussi, il faut dans notre organisation des référents à la collectivisation des infos et dans chaque province -définir les proportions- ces référents seront engagés pour relayer l'info des régions aux autres. Chaque cellule peut s'engager sur des luttes différentes mais doit rendre compte aux autres cellules par leurs référents qui devront se prononcer sur l'utilité ou l'orientation politique à mener dans ces cellules. Des délégués seront attribués aux provinces pour rendre compte des informations en amont et en aval. Il est nécessaire que tout soit transparent et qu'il n'existe aucun cercle fermé. Les modalités d'expression par le vote étant régies par les statuts. Les désaccords doivent être exprimés, discutés et tranchés publiquement car il est nécessaire d'accepter un regard extérieur . Nous devons entrer en interaction avec les organisations ou manifestations sur lesquelles nos idées peuvent se rejoindre tout en 'y défendant notre attachement au marxisme. La révolution est à construire ! Les individus sont prêts à dire stop au libéralisme, au capitalisme, surtout aux discriminations qu'ils engendrent, c'est pour ça qu'il faut les organiser notamment par les référents.

Ils seront des liens entre les cellules via les régions. Les provinces tout autant que Paris et la RP doivent être autonomiser et rendre compte de leur travail dans les mobilisations aux autres cellules sans qu'une région soit hégémonique sur une autre.

Programme d'action de la plateforme « lutte de classe » (pfd)

1 - Vers un parti anticapitaliste

Nous vivons une période caractérisée avant tout par la combativité de millions de jeunes, d'exploités et d'opprimés à travers la planète, une ère de lutte de classe, annonciatrice d'affrontements généralisés à venir.

Le mouvement contre la guerre, les manifestations monstres du 21 avril, les grèves de masse de mai-juin 2003, sont caractérisés par un élargissement des revendications, une critique globale de la société, et une politisation qui se traduit par des raclées électorales sans précédent pour le gouvernement. Cela crée une audience pour les anticapitalistes et pour les idées révolutionnaires.

Notre audience a doublé, dans le même temps l'audience des réformistes a décuplé. Mais les directions réformistes sont en crise, elles s'avèrent incapable d'améliorer les conditions de vie des salariés. De plus en plus de travailleurs et de jeunes se radicalisent et se tournent vers les idées anticapitalistes, sans se détacher encore complètement des dirigeants et surtout des militants réformistes. Il est crucial que nous soyons à leurs côtés dans les luttes, dans la construction quotidienne d'une alternative politique, dans un même parti anticapitaliste.

Un parti anticapitaliste permettrait de disputer au PS la direction de la gauche. Il ferait converger les mobilisations, les grèves, vers des crises politiques.

Mais un parti anticapitaliste, centriste, est insuffisant pour renverser la démocratie bourgeoise. Il faut un parti révolutionnaire de masse ; il faut un saut quantitatif, passer de centaines à des milliers de militants révolutionnaires. Nous devons construire une organisation capable de répondre « présents !» à la question du pouvoir, qui puisse argumenter que les interpros sont plus légitimes que Chirac et sa 5ème République, que c'est aux travailleurs de diriger le monde.

Construire un parti anticapitaliste ne signifie pas diluer nos idées, mais au contraire se donner les moyens de les diffuser largement en combinant notre audience à celle des réformistes radicaux. Les révolutionnaires garderont leur droit de critique, leur presse, leur porte-parole, leur tendance, pour combattre toute tentative de conciliation de classes.

La dynamique, l'expérience de la construction d'un parti anticapitaliste sera un point d'appui pour la construction d'un parti révolutionnaire de masse.

Nous devons être à l'initiative d'un rassemblement anticapitaliste large et pluraliste ; c'est la perspective que s'est fixée la LCR à l'occasion de son dernier congrès, orientation réaffirmée au FSE par son porte-parole. En Europe, les coalitions anticapitalistes (RESPECT, Rifundazione Comunista, SSP) débordent sur sa gauche le social-libéralisme. Ces coalitions permettent aux révolutionnaires de convaincre et de recruter à une échelle de masse.

Nous devons nous retrouver aux cotés des anticapitalistes dans la construction à la base des mouvements altermondialiste et antiguerre.

C'est les mobilisations à la base qui dessinent les con-

vergences anticapitalistes, qui construiront une nouvelle force politique.

Concrètement, il faut créer localement des comités du mouvement social, en reprenant l'appel des mouvements sociaux de Londres, concrétiser le calendrier de mobilisation fixé par l'ensemble de la gauche anticapitaliste européenne (voir appel des mouvements sociaux) :

- Pour le retrait des troupes d'Iraq le 9 février (sommet de l'Otan) et le 20 mars
- Pour la justice en Palestine le 13 novembre et les 10 et 11 décembre 2004
- Pour les droits des femmes le 27 novembre et le 8 mars
- Pour la liberté de circulation et contre le racisme le 2 avril
- Contre la constitution libérale de l'Union Européenne au long du mois de janvier 2005.
- Contre le capitalisme et la guerre à l'occasion du sommet du G8 en Ecosse en juillet 2005.

2 - Emancipation économique

La lutte de classe au sein de la jeunesse

De plus en plus de salariés développent une conscience de classe qui se traduit en terme de volonté de lutte sociale et de changement politique. Nous devons transformer les crises sociales en crise politiques : permettre aux prochaines grèves de masse de virer Raffarin.

A) Acquis sociaux, code du travail :

Les « parcours-types de formation » « assortis d'une annexe descriptive » délivrés au terme de l'application des ECTS ne sont pas reconnus par les conventions collectives, pour la simple raison que ce sont des diplômes individuels. La professionnalisation préconisée par le rapport Thélot conduira à des diplômes au rabais, à négocier individuellement.

La casse du code du travail passe par l'arrivée dans le salariat d'une génération de diplômés de seconde zone. La jeunesse en formation est ainsi en première ligne du combat pour la défense du code du travail, c'est à dire des salaires, des conditions de travail et des droits sociaux. La défense des diplômes doit se faire sur une base de classe, pour un autre projet de société sans exploitation.

Les syndicats doivent nous servir à préparer les mobilisations, puis à les concrétiser organisationnellement après, à préparer les suivantes. Au cœur du mouvement étudiant de décembre, les comités de mobilisation à la base rejetaient les syndicats à l'arrière plan. Les assemblées générales posaient de fait des questions politiques. Les révolutionnaires doivent y répondre, cela signifie avoir une intervention politique, appeler à une nouvelle force pour une société socialiste.

1) Dans la lutte contre les ECTS, nous devons faire le lien avec la casse des salaires(des une comme : « ECTS, ne laissons pas casser nos salaires ».) Au lieu de nous battre pour tenir la banderole ou le mégaphone, nous devrions nous battre pour diffuser nos idées et diffuser les publications révolutionnaires dans les cortèges

2) Dans les facs et les lycées, nous devons pousser les mouvement de lutte contre les réformes à la lutte contre le gouvernement, l'écrire sur nos tracts.

B) services publics

La réforme LMD institutionnalise la sélection sociale en cours de cursus (à partir de la licence). La réforme de modernisation universitaire (LMU) nous fait rentrer de plein pied dans la privatisations des facs ; la fermeture ou la fusion des facs de moins de 15.000 élèves a lieu à l'occasion de l'évaluation nationale.

Au lycée, le rapport Thélot dévoile les intentions du gouvernement et les appétits du patronat : l'apprentissage « tout au long de la vie », « la validation des acquis de l'expérience » se traduiront par des filières étanches courtes avec un socle commun minimaliste.

Notre projet de société est fondé sur l'extension du modèle de service public gratuit à tous les aspects de la vie économique : transports gratuits, santé gratuite, éducation, logement, énergie, communications. Nous devons participer aux campagnes qui existent déjà pour les transports gratuits, contre les coupures, …

Nous devons faire le lien entre la privatisation des universités et la directive Bolkenstein créant un marché européen des services, qui n'est que la dernière mouture de l'accord général sur le commerce des services (AGCS). Nous devons permettre à d'autres de s'approprier les luttes auxquelles nous participons, de faire le lien anticapitaliste entre les luttes.

- Nous devons proposer de construire des comités qui fassent le lien entre la défense des services publics (l'éducation en premier lieu) et la lutte anticapitaliste à ceux qui se sont investis en novembre-décembre 2003. La campagne pour le non à la constitution est un premier pas, les JCR s'y impliqueront.

C) précarité

Les précaires de la restauration, du commerce, sont les témoins de la paupérisation de pans entiers du salariat. Ils sont aussi à la pointe du combat de la classe ouvrière, parce qu'ils sont les plus exploités et que beaucoup ont participé aux mouvements lycéens de 98, aux mobilisations contre le front national, puis contre la guerre, et au mouvement altermondialiste en général.

Ils ont remporté une série de victoires depuis l'année 2000, à Mac Do (1ère grève en France), Pizza Hut, Virgin... Les MI-SE, les aides-éducateurs, les vacataires, les COPSY ont été à l'origine des grèves de mai-juin 2003.

Cela permettrait d'organiser des étudiants salariés (48% des étudiants), et de donner une dimension de classe aux interrogations et aux combats de la jeunesse.

Nous devons soutenir financièrement les grévistes dans le quartier ou la ville, en organisant des collectes (« pour les grévistes ! »), relayer leurs combats en les invitant sur nos facs, nos réunions. Le recensement en cours des jeunes travailleurs doit se faire en lien avec la LCR. Nous devons diffuser Rouge qui donne des échos de salariés en lutte.

C'est aujourd'hui les mobilisations anticapitalistes, contre la constitution, contre les sommets des riches et leurs institutions de dérégulation économiques, qui peuvent donner une dimension politique aux luttes sociales. Nous devons impliquer tous ceux qui veulent concrétiser le calendrier de l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux et le relier aux luttes sociales.

1- Dans la lutte contre les ECTS, nous devons faire le lien avec la casse des salaires (avec des une comme : « ECTS, ne laissons pas casser nos salaires ».) Au lieu de nous battre pour tenir la banderole ou le mégaphone, nous devrions nous battre pour diffuser nos idées et diffuser les publications révolutionnaires dans les cortèges et les AG.

2- Dans les facs et les lycées, nous devons pousser les mouvement de lutte contre les réformes à la lutte contre le gouvernement, l'écrire sur nos tracts.

3- Nous devons proposer de construire des comités qui fassent le lien entre la défense des services publics (l'éducation en premier lieu) et la lutte anticapitaliste à ceux qui se sont investis en novembre-décembre 2003. La campagne pour le non à la constitution est un premier pas, les JCR s'y impliqueront.

4- Nous devons soutenir financièrement les grévistes dans le quartier ou la ville, en organisant des collectes (« pour les grévistes ! »), relayer leurs combats en les invitant sur nos facs, nos réunions. Le recensement en cours des jeunes travailleurs doit se faire en lien avec la LCR. Les JCR diffusent Rouge qui donne des échos de salariés en lutte.

3 - Lutte de liberation

1) Agir contre la guerre

La résistance iraquienne aux troupes d'occupation est un élément central dans la lutte contre tous les impérialismes, nous devons soutenir inconditionnellement la résistance iraquienne. La mobilisation de millions de personnes à travers le monde est porteuse d'espoir pour un autre monde.

Nous devons développer dans le mouvement antiguerre une critique globale du système, prendre la question de la guerre comme la manifestation des pires contradictions du capitalisme, comme conséquence de la crise économique et de la concurrence entre économies nationales. C'est quand les millions révoltés par la guerre combattrons leurs gouvernements et le capitalisme, qu'ils les forcerons à retirer leurs troupes.

Nous devons dénoncer l'union sacrée, l'impact de la guerre « là-bas » qui entraîne ici : hausse du budget de l'armée et casse des services sociaux, lois de libéralisations, restrictions des libertés individuelles (LSQ, LSI, Patriot Act, LEN).

Nous devons mener le combat pour le retrait des 30.000 soldats français de Côte-d'Ivoire, d'Haïti, d'Afghanistan, pousser dans ce sens au sein des collectifs anti-guerre. Les médias parlent d'exode, de « chasse au blanc », de la « sauvagerie » des Ivoiriens en particulier et des Africains en général ; nous devons relier la logique de guerre au développement du racisme d'Etat (contrôles au faciès, exclusions de filles voilées, …).

Pour implanter le front permanent antiguerre, il faut

construire des comités locaux sur des bases larges : contre les interventions militaires présentes ou futures. ACG ne peut pas coordonner les comités unitaires locaux ; il peut par contre pousser pour ses revendications : retrait des troupes, pas de participation française et justice en Palestine. Les comités unitaires ne sont pas forcés de reprendre ces mots d'ordre, c'est quelque chose à gagner, pas à appliquer en se coupant des autres antiguerre. Le rôle des militants d'ACG dans ces comités locaux devra être d'y défendre ces trois mots d'ordre et une vision militante de la lutte antiguerre.

ACG est une association et doit se doter de statut. Toutes les personnes qui souhaitent rejoindre ACG doivent pouvoir avoir le droit de vote et doivent payer une cotisation. Cela ne peut passer sans formaliser la différence entre membres et non membre d'ACG ; une carte nous semble un bon moyen pour formaliser l'adhésion.

Prendre l'initiative nous permet de déborder les directions réformistes quand elles ne veulent pas mobiliser, comme pour le 5 juin ou le FSE, c'est un point d'appui pour impliquer plus largement. Cela ne signifie pas ignorer les directions réformistes des syndicats, mais les forcer à nous rejoindre dans les mobilisations.

1) Toutes les décisions doivent être votées. Toute direction doit être élue et intégrer les minorités. Les décisions des comités anti-guerre doivent être prises, de la base au sommet, dans les comités ACG et non dans les réunions JCR, qui doivent uniquement décider de notre intervention politique dans le mouvement. ACG ne doit pas être le cadre dans lequel nous exposons nos désaccords comme cela a été le cas au cours de l'AG des 20-21/11.

2) Les mobilisations du 9 au 16 novembre contre le mur en Palestine, des 10 et 11 décembre, les contre-sommets de l'OTAN à Nice le 9 février et du G8 en Ecosse en juillet, les manifestations du 20 mars, sont des tests pour nos capacités mobilisatrices, et de construction sur la durée. Ce sera l'occasion d'impliquer d'autres forces à la base, en prenant l'initiative et en permettant aux militants non-organisés ou d'autres courants de s'approprier les cadres anti-guerre que nous construisons.

2) Luttes antifasciste et antiraciste :

La présence de Le Pen au deuxième tour des présidentielles en 2002 montre que la France n'est pas épargnée par la vague brune en Europe (Haïder en Autriche, Berlusconi en Italie, UK-ind en Angleterre, Vlaams-Blok en Flandres). Pourtant, les manifestations monstres contre Le Pen, la lutte des sans-papiers et le soutien parmi la population, montrent qu'il y a un écho particulièrement important sur la question du racisme.

Le gouvernement aggrave encore l'arsenal répressif contre les migrants et fait passer la loi raciste d'exclusion des filles voilées et des Sikhs. Ces attaques se font au niveau européen, avec la constitution et l'espace Schengen.

Nous devons nous organiser avec tous les syndicats, associations d'étudiants étrangers et antifascistes pour que des groupes comme l'UNI, les jeunesses identitaires, le RED (rassemblement des étudiants de droite), ne puissent pas differ sur nos facs. Nous pouvons sortir du matériel (affiches, badges) antifasciste qui aurait certainement un bon écho.

1) Nous devons dénoncer le racisme d'Etat, nous battre pour que les organisations de masse antiracistes fassent de même, participer au collectif une école pour toutes et tous.

2) La journée d'action du 2 avril contre le racisme et pour la liberté de circulation doit être préparée en lien avec les organisations de sans-papiers.

3) Luttes féministes et LGBT : contre l'ordre moral et normatif

Les droits des femmes, le droit à l'avortement, sont remis en cause. L'écart de salaires entre les femmes et les hommes, à responsabilité égales, reste en moyenne de 25%, ce qui tire vers le bas les salaires de tous les travailleurs. Nous devons mener le combat féministe comme la « tendance lutte de classe » (sic !) en son temps.

Nous devons arrêter de croire que les féministes sont islamophobes, argumenter que le combat contre les exclusions est aussi un combat féministe (comme le font déjà de nombreuses féministes comme Christine Delphy).

Six femmes meurent chaque mois sous les coups de leur compagnons, un tiers des femmes dans le monde sont victimes de violences sexuelles.

« Le lien entre le capitalisme et le patriarcat est trop fort pour que le second tombe sans l'autre. Mais c'est la base même du système qu'il nous faut saper : la famille comme cellule de reproduction sociale, de socialisation et d'oppression … la famille patriarcale ne pourra disparaître que si les besoins essentiels qu 'elle satisfait (logement, alimentation, éducation, travaux domestiques, socialisation…) sont pris en charge collectivement par la société » Nous souscrivons à ce que dit le camarade dans le BD n°4.

Des appels au lynchage à l'occasion des manifestations contre le pacs ou contre le mariage homo, Sébastien brûlé vif pour son homosexualité, elle est longue la liste des faits divers prouvant que la lutte contre l'homophobie doit rester au programme. La commission LGBT mixte démontre que le travail avec la ligue est possible, ce type de commissions doit être généralisé.

1) Les JCR doivent participer aux actions du CNDF, elles doivent être signataires.

2) Nous devons continuer et relayer le travails au sein du collectif Egalité des droits (Panthères Roses, Act-up, Mix-cité, LCR, JCR, Verts,…). Lier la question de l'autonomie à la nécessité de vivre sa sexualité librement, c'est-à-dire hors de la sphère familiale.

3) Nous devons appeler nos syndicats à prendre position sur la question féministe et LGBT à tous les niveaux (affiches nationales, réunions locales d'information).

4) Ecologie :

La question de l'écologie est forcément liée à la question de la course au profit, à la rentabilité, à la « baisse des coûts de production ». Les choix énergétiques ont des conséquences sur les politiques impérialistes : guerres pour le pétrole, rivalités pour le contrôle des gisements d'uranium en Afrique centrale. Le gouvernement français relance le programme de constructions de centrales EPR. Les écologistes ne nous ont pas attendus pour développer une conscience anticapitaliste, notre place est à leurs cotés.

Nous pourrions faire la prochaine quatrième de couverture de Red sur la mort d'un jeune écrasé par un convoi de plutonium militaire (« assassins »), diffuser des informations sur les conséquence écologiques et impérialistes du fait que «en France, l'électricité est à 75% nucléaire » (dixit EDF). Localement, nous devons faire du travail contre les champs d'OGM à ciel ouvert, les industries dangereuses, ponctuellement contre les marées noires.

1) nous devons faire du travail dans le collectif sortir du nucléaire.

2) Une commission écologie doit travailler avec la commission écologie de la LCR.

4 - Des outils pour nos idées

1) Red :

Red est notre principal outil pour intervenir dans les mouvements et mettre en place une politique nationale. Il doit répondre aux questions que se posent les jeunes qui sont révoltés par le capitalisme. Le journal doit être central pour développer une analyse du monde, des mots d'ordre pour le changer. Red doit être un journal d'agitation et de propagande, qui appelle aux mobilisations et répond aux questions que nous posent les gens autour de nous.

Le journal est le relais de nos idées parmi les milieux que nous voulons gagner. Il doit nous permettre de tisser un réseau autour de nous, c'est-à-dire : fournir des arguments pour construire les luttes, leur donner un caractère anticapitaliste, en faire le bilan et y diffuser le marxisme.

Un format magasine, une couverture en quadrichromie (couleurs), rendraient le journal plus attractif pour un budget limité. Les couvertures doivent donner envie de lire Red, donner un argument ou un mot d'ordre court en rapport avec les luttes que nous construisons ; il faut éviter les « tous à » qui sont moyennement originaux et caractérisent notre activisme.

Nous devons impliquer plus de gens dans la rédaction du journal, proposer dans chaque cercle d'écrire sur les questions que se posent les camarades et les gens que nous avons autour de nous, associer les cercles au sommaire.

Une rubrique régulière sur l'art, la musique, le théâtre, le cinéma, pourrait permettre d'implique des gens qui n'osent pas forcément écrire tout de suite sur la théorie. Un courrier dans lequel les gens nous posent des questions serait un bon moyen de répondre aux arguments. Nous pourrions faire des argumentaires chiffrés sur des points précis Les interviews sont aussi des initiatives à multiplier, à préparer collectivement, pour demander l'avis des porte-paroles et des militants de base.

1) Il nous faut une rédaction nationale, ainsi qu'un réseau de correspondants et de diffuseurs.

2) Il faut nommer un responsable par cercle,

chargé de faire écrire dedans, de remonter l'argent, les discussions des camarades et des lecteurs. Au congrès de nommer cette rédaction.

2) Réunions publiques :

Les réunions de l'organisation nous permettent de planifier l'activité et de répondre aux questions des mouvements. Nous devons y associer tous ceux qui sont intéressés par notre discours sans rejoindre encore les JCR, ceux qui veulent lutter à nos cotés.

La plupart de nos débats formateurs se font sans lien avec les questions que se posent les gens, pour la simple raison que nous les menons entre trotskistes, dans une tour d'ivoire. C'est à notre milieu de définir les arguments à débattre, nous devons associer nos contacts à la construction des réunions publiques et à la définition des sujets de nos débats. Un cercle ouvert par mois, comme cela se fait encore souvent, est insuffisant pour les jeunes qui se tournent vers nos idées et que nous devons intégrer à notre activité.

1) Nous devons multiplier les réunions publiques, les cercles ouverts. Les questions internes doivent être débattues avec les seuls membres, par exemple l'heure d'avant les réunions ouvertes, pour que nous ayons un cercle ouvert chaque semaine.

2) Nous devons appeler à nos réunions ouvertes par des tracts, des affiches, des encarts dans Red.

3) Les réunions publiques doivent se tenir autant que possible sur les lieux même où nous intervenons, à la sortie.

3) Le financement :

Notre financement ne peut pas continuer à dépendre presque exclusivement de la LCR, parce que c'est intenable et parce que le financement peut être l'occasion d'associer largement à la construction de l'organisation. Poser la question de l'argent peut être l'occasion de recruter.

Nous devons demander à nos contacts de nous financer, de s'abonner au journal, de nous aider à lancer des souscriptions, à faire des collectes. Nous devons afficher un prix de soutien (2 euros) sur le journal. Nous devons voir s'il est possible d'obtenir des subventions (pour les RIJ, par exemple) organiser des concerts de soutien.

1) L'état de la trésorerie doit être présenté régulièrement à tous les camarades (à chaque AG et sur internet), il faut en faire l'affaire de tous.

2) Nous devons élaborer des solutions pour les camarades qui n'ont pas les mêmes moyens puissent cotiser régulièrement. L'essentiel n'est pas la somme, mais la régularité.

4) Rouge :

Rouge est un hebdomadaire, donc plus réactif que Red. Il constitue un bon moyen d'agitation. Il permet de lier la jeunesse aux travailleurs et de gagner les arguments anticapitalistes. Il doit être utilisé au cœur des mouvements comme celui de décembre 2003, car il permet d'argumenter immédiatement sur les luttes de notre milieu.

1) Nous devons vendre Red sur nos tables.

2) Nous devons demander à la LCR une tribune des JCR dans Rouge afin de relayer nos luttes (ECTS-LMD, privatisation de l'éducation, guerre, antiracisme, ...) ainsi que l'analyse que nous en tirons.

5) Brochures :

Il faut de brochures sur les sujets d'actualité comme la résistance en Irak, la privatisation des universités. De petites brochures de 4-5 pages pourraient nous permettre d'appuyer sur des points précis (la privatisation de l'éducation, l'exclusion des filles voilées). Elles serviraient d'argumentaire pour les camarades et les contacts, ils pourraient ainsi s'emparer de nos argumentaires sur les combats que nous menons avec eux.

Nous pouvons compiler des articles de Red, des formations, les approfondir pour avoir des brochures théoriques permettant de développer nos arguments au-delà du cercle des jeunes avec qui nous pouvons avoir des discussions régulières : Pourquoi une Révolution est-elle nécessaire ? Quelle société voulons-nous ? D'où vient le racisme, le sexisme ?

6) Site Internet :

Les JCR ont besoin d'un site Internet actualisé régulièrement ; son élaboration doit être nationale. Le site doit être un outil ouvert, réactif. Il faut mettre l'adresse du site web de manière visible sur le journal juste en dessous de son nom. Toutes nos publications doivent être accessibles depuis le site. Il faut créer une partie interne accessible au moyen d'un mot de passe, un forum web des JCR que nous pourrions rattacher à celui de la LCR.

Il faut créer une liste de diffusion orienté vers les contacts, les sympathisants (comme sur le site d'ACG) pour qui veut s'y inscrire depuis le site web avec un agenda des luttes, un planning d'échéances, les dates des réunions ouvertes.

Les sites internet locaux doivent devenir de fait des sous-parties du site national (les sections locales). Si tout le monde a la même adresse, il sera plus facile de contacter les sections.

1) Les sites locaux doivent être rattachés au site national.

2) Il faut nommer une commission (3/4 personnes) chargée d'assurer la régularité et les envois groupés.

7) Relations avec les organisations anticapitalistes européennes :

Des mobilisations ont eu lieu en même temps en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Allemagne contre les réformes de l'éducation. Nous avons besoin de faire ce que ne fait pas l'ESIB (CES étudiante) : informer sur les attaques libérales, les mobilisations en Europe.

1) Il faut se mettre en lien avec les autres organisations anticapitalistes en France et en Europe et traduire à terme un bulletin régulier d'information sur les luttes.

2) Il faut nommer une commission internationale avec des camardes bilingues.

5 – Annexe

Appel de l'Assemblée des Mouvements Sociaux

Nous sommes issus de toutes les campagnes et mouvements sociaux : les organisations «des sans droits», les syndicats, les organisations pour les droits de l'homme, les organisations de solidarité internationale, les mouvements féministes, les mouvements pour la paix et contre la guerre. Nous venons de toutes les régions d'Europe pour nous rassembler à Londres pour le troisième Forum social européen. Nous sommes nombreux et notre force réside dans notre diversité.

Aujourd'hui, la guerre représente le visage le plus cruel et le plus véridique du néolibéralisme. La guerre et l'occupation de l'Iraq, l'occupation de la Palestine, les massacres en Tchétchénie et les guerres cachées sur le continent africain sont en train d'anéantir l'avenir de l'humanité. La guerre en Iraq a été justifiée par des mensonges. Aujourd'hui, l'Iraq est humilié et détruite. Les Iraquiens sont prisonniers de la guerre et de la terreur. L'occupation n'à apporté ni liberté, ni meilleures conditions de vie. Bien au contraire, les partisans de la théorie du «choc des civilisations » sont devenus plus forts.

Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation en Iraq, pour un arrêt immédiat des bombardements et pour la restitution immédiate de la souveraineté du peuple iraquien. Nous soutenons le droit du peuple irakien à résister à l'occupation.

Nous soutenons le combat des mouvements palestiniens et israéliens pour une paix juste et durable. Suite à la décision du tribunal international des Nations Unies et au vote à l'unanimité des pays européens à l'Assemblée Générale de l'ONU, nous exigeons la fin de l'occupation israélienne et le démantèlement du mur de l'apartheid. Nous exigeons des sanctions économiques et politiques contre le gouvernement israélien, tant que celui-ci continuera à violer le droit international et à bafouer les droits de l'homme en Palestine. Pour ces raisons, du 9 au 16 novembre, nous nous mobiliserons lors d'une semaine d'action internationale contre le mur de l'apartheid et lors des journées d'action européennes du 10 et 11 décembre, anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme par l'ONU.

La déstabilisation du climat mondial présente une menace sans précédent pour l'avenir de nos enfants et de l'humanité. Nous soutenons l'appel des organisations environnementalistes à une action internationale en 2005 sur le changement climatique. Nous soutenons les campagnes contre les OMG et pour une agriculture, une alimentation et un environnement sûrs.

En février 2005, nous nous joindrons aux actions et manifestations contre le sommet de l'OTAN à Nice. Nous sommes opposés au rôle de gouvernement mondial autoproclamé par le G8 et à ses politiques néolibérales et nous promettons par conséquent de nous mobiliser en masse à l'occasion du sommet du G8 en Ecosse, en juillet 2005.

Nous voulons une autre Europe qui rejette le sexisme et la violence contre les femmes et reconnaît le droit de choisir l'avortement. Nous soutenons la journée internationale de mobilisation contre la violence à l'égard des femmes le 25 novembre, ainsi que l'initiative Européenne. Nous soutenons la mobilisation pour célébrer la Journée Internationale des Femmes le 8 mars. Nous soutenons l'initiative européenne du 27 et 28 mai à Marseille, proposée par la Marche Mondiale des Femmes.

Le F.S.E est opposé à toutes les formes de ségrégation à l'égard des personnes handicapées. Dans tous ses travaux concernant les handicapés le F.S.E. soutient le mot d'ordre « Rien à notre sujet sans nous ». Toutes les organisations participant au F.S.E. doivent comprendre des personnes handicapées dans leurs rangs. Le F.S.E. s'oppose à tous les eugénismes et se bat pour que les handicapés aient le droit de vivre et de jouir de l'intégralité des droits civiques. Toutes les manifestations du F.S.E.

doivent être totalement accessibles aux personnes handicapées. Nous reconnaissons que la langue des signes est une nécessité élémentaire pour l'intégration des personnes sourdes.

Nous sommes contre le racisme et l'Europe forteresse et défendons les droits des migrants et des demandeurs d'asile ; nous sommes pour la liberté de se déplacer; pour la citoyenneté de résidence et pour la fermeture des centres de détention. Nous nous opposons à l'expulsion des migrants. Nous proposons une journée d'action le 9 avril 2005 contre le racisme, pour la liberté de se déplacer et pour le droit de séjour, pour une autre Europe à la place de celle fondée sur l'exclusion et l'exploitation.

L'Assemblée Générale des Mouvements Sociaux soutient la déclaration de solidarité planétaire d'INDY MEDIA et condamne la saisie des serveurs d'INDY MEDIA comme constituant une atteinte inadmissible à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et au droit de libre communication, et elle exige l'ouverture d'une enquête sur la saisie des serveurs d'INDY MEDIA.

Nous exprimons notre solidarité au marin grec GIORGIOS MONASTIRIOTIS, qui a été condamné à trois ans et quatre mois de prison pour son refus de faire partie de la mission militaire dans le Golfe, ce qui l'aurait amené à participer à la guerre contre l'Irak. Nous exigeons l'abandon immédiat de toutes les charges à son encontre. Nous exprimons notre solidarité à tous les soldats, de toutes les nationalités, qui refusent de participer à l'occupation et à la répression contre la Résistance irakienne.

Au moment où le traité de la Constitutionnel Européen est sur le point d'être ratifié, il est de notre devoir de déclarer solennellement que les peuples d'Europe doivent être directement consultés. Ce projet de Constitution n'est pas conforme à nos aspirations. Ce traité Constitutionnel consacre le néolibéralisme doctrine officielle de l'Union Européenne. Il fait de la concurrence la base du droit communautaire européen et, en définitive, la base de toute activité humaine. Il méconnaît totalement les objectifs d'une société écologiquement viable. Ce traité Constitutionnel n'accorde pas à tous les habitants, quelle que soit leur nationalité, l'égalité des droits, la libre circulation des personnes, et la citoyenneté du pays dans lequel ils vivent. Il permet à l'OTAN de jouer un rôle dans la politique étrangère et de défense européenne et incite à la militarisation de l'Union Européenne. Enfin, il donne la priorité au marché par la marginalisation de la sphère sociale, accélérant ainsi la destruction des services publics.

Nous nous battons pour une autre Europe. Nos mobilisations font naître l'espoir d'une Europe où l'insécurité de l'emploi et le chômage n'auront pas droit de cité. Nous nous battons pour une agriculture durable, gérée par les exploitants agricoles eux-mêmes, une agriculture qui préserve les emplois et défend la qualité de l'environnement et des produits agroalimentaires comme étant des biens publics. Nous voulons ouvrir l'Europe au monde avec le droit d'asile, la liberté de circulation et la citoyenneté pour tous les habitants du pays dans lequel ils vivent. Nous demandons une véritable égalité sociale entre les hommes et les femmes, et la satisfaction de la revendication : à travail égal, salaire égal. Notre Europe respectera et fera la promotion de la diversité culturelle et linguistique et respectera le droit des peuples à l'autodétermination et permettra à tous les peuples d'Europe de décider démocratiquement de leur avenir. Nous nous battons pour une autre Europe, une Europe respectueuse des droits des travailleurs et travailleuses et leur garantissant un salaire correct et une protection sociale de haut niveau. Nous nous battons contre toutes les lois instaurant l'insécurité par l'introduction de nouvelles formes de travail en sous-traitance.

Nous nous battons pour une Europe qui refuse la guerre, pour un continent de solidarité internationale et pour une société écologiquement viable. Nous nous battons pour le désarmement, contre les armes nucléaires et contre les bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN. Nous soutenons tous ceux qui refusent de faire le service militaire.

Nous rejetons la privatisation des services publics et des biens collectifs tels que l'eau. Nous nous battons pour les droits humains, sociaux, économiques, politiques et environnementaux, afin d'acculer à la défaite et vaincre la loi du marché, la logique du profit et la domination du tiers monde par la dette. Nous refusons l'usage fait de la « guerre contre le terrorisme » pour attaquer les droits civils et démocratiques, et pour criminaliser les dissensions politiques et les conflits sociaux.

Le Mouvement Social Européen soutient la mobilisation nationale du mouvement italien le 30 Octobre contre la signature du Traité Constitutionnel Européen – contre la guerre, la libéralisation économique et le racisme, pour le retrait des troupes d'Irak et pour une autre Europe. Le Mouvement Social Européen soutient la mobilisation nationale en janvier 2005 à Barcelone contre le sommet Zapatero, Chirac, Schroeder sur la Constitution Européenne. Nous soutenons la mobilisation du 11 novembre 2004 contre la directive Bolkestein.

Au moment où la nouvelle Commission Européenne se glorifie sans vergogne de permettre le déploiement totalement incontrôlé des entreprises hors de leurs frontières nationales, nous devons mettre en oeuvre une mobilisation dans tous les pays européens, afin d'imposer la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, égaux pour les hommes et les femmes. Pour permettre à tous les peuples d'Europe de se joindre à cette mobilisation, nous devons construire un mouvement qui transcende nos différences et qui regroupe toutes les forces des peuples d'Europe prêts à s'impliquer dans la lutte contre le néolibéralisme européen.

Le 20 mars 2005 marquera le deuxième anniversaire du début de la guerre contre l'Irak. Les 22 et 23 mars le Conseil de l'Europe se réunira à Bruxelles. Nous lançons un appel à des mobilisations nationales dans tous les pays européens. Nous lançons un appel à une manifestation centrale le 19 mars a Bruxelles contre la guerre, le racisme et une Europe néolibérale ; contre les privatisations, le projet Bolkestein et les attaques à la durée du temps de travail ; pour une Europe des droits et de solidarité entre les peuples. Nous lançons un appel à tous les mouvements sociaux et aux mouvements syndicaux européens pour qu'ils descendent dans la rue ce jour là.

Motion « PF B - PF D »

1. Nous avons des désaccords sur l'appréciation de la période et de l'état du rapport de forces, mais nous sommes d'accord sur des éléments qui permettent une orientation commune dans les luttes et la construction de l'organisation. Nous sommes dans une nouvelle période, dans laquelle un espace s'est ouvert pour la gauche radicale, donnant de nouvelles responsabilités aux révolutionnaires. Nous avons de nouvelles responsabilités dans la construction des mobilisations, en particulier la nécessité d'être à l'initiative, même si notre intervention dans celles-ci ne doit pas négliger l'influence que les directions réformistes exercent sur les jeunes.

Nous avons une place pour nous construire largement, en intervenant pour construire les luttes et en expliquant, dans et en dehors des luttes, la nécessité de rompre avec cette société.

Pour répondre à ces enjeux, et malgré les désaccords qui existent dans l'organisation, ainsi que les différences selon les villes, nous devons mettre en place une orientation la plus commune possible. Bien entendu, elle part des réalités locales et elle est à modifier en fonction des évolutions de la situation politique et des mobilisations des jeunes.

2. Nous intervenons sur l'ensemble des questions qui préoccupent les jeunes. Pour cela, nous devons partir des situations locales, des différences qui existent entre chaque section. Nous intervenons sur des thématiques comme l'écologie, le féminisme, les discriminations, l'antifascisme, la répression, les questions culturelles, internationales… étant à l'initiative ou en relayant les mobilisations qui existent déjà.

Mais nous ne pouvons pas intervenir sur tout en permanence. De plus, si les militants participent à divers cadres, les campagnes centrales de l'organisation, mises en place nationalement, sont forcément en nombre limité. Nous devons aussi définir un calendrier de leur mise en place, même s'il est modifiable pour s'adapter à des évolutions de la situation politique. Sinon, elles n'auraient aucune visibilité.

Il est donc nécessaire de définir des priorités : la lutte contre la guerre et la lutte contre le gouvernement, le patronat et la Constitution européenne. Ces thèmes ne sont pas déconnectés des autres, ils s'inscrivent tous dans une lutte globale contre le système capitaliste. Les jeunes se mobilisent massivement et/ou sur la durée sur ces thèmes qui sont décisifs dans le rapport de forces entre les classes.

3. La construction d'un mouvement contre la guerre massif passe par la construction de collectifs militants, à la base, et unitaires et d'un front permanent contre la guerre. Cela passe par des échéances militantes comme les rassemblements, les manifestations, les réunions publiques nationales ou locales.

Nous devons construire ACG et œuvrer à la convergence entre les différents collectifs (ACG ou non), c'est-à-dire pousser vers une véritable auto-organisation du mouvement. Nous n'imposons aucun cadre, la convergence se fera à la base en s'appuyant sur la capacité d'ACG d'impulser des initiatives au niveau national, par la pertinence de ses mots d'ordres, ses initiatives permanentes.

La convergence des collectifs militants et la construction d'ACG ne peuvent réussir qu'à la condition que ces cadres aient un fonctionnement démocratique et pluraliste. Les délégués dans les coordinations doivent être mandatés, les instances élues doivent être révo-

cables par tous les cadres qui les ont élus (les AG et coordinations doivent être souveraines), les sensibilités représentées dans la direction. La première étape est de peser pour que les gens qui ne sont pas aux JCR puissent s'approprier ACG, participer à sa direction, y défendre leur politique, ce qui n'est pas le cas actuellement.

4. Le gouvernement et le patronat français sont les adversaires directs des travailleurs. Nous poussons à ce que le mouvement contre la guerre lutte contre les interventions françaises.

La situation sociale des jeunes est de plus en plus catastrophique, les attaques du gouvernement et du patronat sont permanentes. Nous partons de ces éléments pour orienter, quelque soit le problème, quelle que soit l'attaque, la mobilisation vers une opposition au gouvernement et au patronat. Nous œuvrons à la convergence des différents secteurs pour construire la grève générale. Nous expliquons que les problèmes des jeunes ne sont pas déconnectés de ceux des salariés. Les questions sur lesquelles nous pouvons le plus mobiliser les jeunes sont l'éducation (LMD, rapport Thélot, loi de programmation sur l'éducation) et la répression. Il nous faut un matériel permanent (brochure, quatre pages, affiche) sur ce thème.

Nous connectons la nécessité d'une riposte contre le gouvernement et le patronat avec la lutte contre la Constitution européenne libérale et guerrière.

Notre orientation sur les questions sociales combine l'intervention syndicale, une apparition politique permanente sur l'éducation et une proposition de campagne unitaire contre la Constitution européenne. Cette dernière doit nous permettre de tisser des contacts avec des forces qui refusent la logique de l'Europe capitaliste actuelle. Notre intervention visera à orienter ce refus contre la société capitaliste dans son ensemble et à orienter les comités contre la Constitution vers la construction des mobilisations. Dès janvier, nous commençons à prendre contact avec d'autres forces, localement et nationalement, pour constituer ce type de comités, avec ou sans d'autres forces.

5. Pour construire les luttes, nous nous appuyons sur des décisions prises dans des cadres de front unique comme le Forum social européen : en janvier 2005, les mobilisations autour de l'anniversaire de la loi Veil et contre la constitution européenne, en février le sommet de l'OTAN à Nice, en mars les mobilisations autour de l'anniversaire du début de la guerre en Irak (dans la capitales européennes ou à Bruxelles), le 2 avril contre le racisme et la liberté de circulation, les 28 et 29 mai à Marseille pour la marche mondiale des femmes, en juillet le G8 en Ecosse. Comme nous ne pourrons pas tous tout faire dans toutes les villes, nos priorités nationales sont la mobilisation contre la guerre (Nice, 20 mars…) et les mobilisations dans l'éducation.

Dans ces luttes, nous tentons de constituer des réseaux militants en faisant le lien entre les différentes mobilisations. Ces comités de base de mouvement social pourront prendre la forme de Forum sociaux locaux ou d'autres formes à définir localement. Nous prenons des contacts dès janvier, pour préparer les mobilisations prévues dans le calendrier du FSE.

Pour que la constitution de ces réseaux ne soit pas contradictoire avec le travail unitaire, nous nous battons en permanence pour l'unité des mouvements, quelques soient les idées politiques des militants, qu'ils soient réformistes, révolutionnaires ou sans orientation précise. En particulier, dans le syndicalisme, nous essayons d'avancer vers l'unification syndicale.

6. Nous prenons des initiatives en militant avec des jeunes organisés ou non. Nous nous battons pour l'unité des mouvements, nous pouvons les élargir en répondant aux questions que les luttes posent et en apportant des mots d'ordre qui unissent les exploités et les opprimés. Il existe des militants influencés par le réformisme, voire réformistes, avec qui il est possible d'intervenir dans le même sens dans les luttes. Nous militons avec la base réformiste et proposons des cadres de mobilisations communs (comités anti-guerre, AG de grève, syndicats), car c'est ainsi que nous exerçons une pression sur les directions réformistes. Nous nous battons pour que le mouvement soit démocratique (coordinations élues, révocables…).

Dans les luttes, nous répondons aux questions soulevées par le mouvement en les reliant à la lutte globale contre le capitalisme (nous ne sommes pas seuls à le faire), notamment par des revendications transitoires ou anticapitalistes, nous posons le problème de la prise révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs. Nous faisons ce travail avec tous les jeunes qui sont prêts à le faire avec nous, notamment nous l'essayons avec ceux de Lutte ouvrière ou la fraction de LO.

Nous faisons le lien entre les jeunes et les travailleurs en permanence. C'est le sens du travail permanent avec la LCR.

7. Nous devons construire l'organisation dans les mobilisations, en construisant les mouvements de manière volontariste et en mettant en avant des idées qui vont plus loin, en proposant de remettre en cause cette société.

Il faut ouvrir l'organisation à tous ceux qui veulent nous rejoindre, sur la base d'une volonté de militer pour remettre en cause cette société. Nous devons multiplier les cercles ouverts et les réunions publiques, proposer aux jeunes de nous rejoindre lorsque nous discutons avec eux.

Pour que l'organisation soit efficace, que les nouveaux y trouvent leur place, que les militants soient à pied d'égalité, nous devons la rendre plus solide. Nous devons avoir des cercles réguliers où les militants se voient entre eux, des formations fréquentes, le tout dans le soucis de la pratique militante.

Nous devons faire un effort volontariste permanent pour nous gagner des jeunes des milieux les plus populaires. Pour cela, nous développons une activité en direction des lycées et des jeunes travailleurs (CFA, FJT…) dès que possible.

Le journal doit être un outil en lien avec les luttes et les préoccupations des jeunes tout en apportant un contenu politique plus consistant.

Nous organisons une campagne de l'organisation (meetings, matériel explicatif…) au premier semestre 2005. Nous partirons de l'actualité, des problèmes des jeunes et de la crise du système capitaliste, des mobilisations en cours pour expliquer la nécessité de faire converger les luttes et de construire une nouvelle force dans la jeunesse qui permette de préparer la révolution. L'objectif de ces meetings est de recruter et faire militer le plus de jeunes possible. Ces meetings pourront être organisés avec des militants des luttes qui ne sont pas organisés chez nous ou avec des groupes de jeunes d'extrême gauche. Ils serviront à tester si des centaines de jeunes sont prêts à construire une nouvelle force, plus large que les JCR. Dans tous les cas, ils serviront à renforcer notre courant. Nous proposons cette campagne aux groupes jeunes de la LCR.

L'aboutissement d'une telle campagne sera l'organisation de trois jours de débat ouverts largement en mai et les Rencontres internationales de jeunes fin juillet en France.

Samedi 4 décembre, plates-formes B et D

Motion nouvelle force et relation avec la Ligue

Nos perspectives restent celles de participer à la construction d'une nouvelle force révolutionnaire dans la jeunesse et le monde du travail, perspectives fixées par le dernier congrès des JCR en décembre 2002 : *« pour défendre leurs intérêts quotidiens et pour en finir avec le système capitaliste, les jeunes et plus largement les exploités ont besoin d'une force révolutionnaire, anticapitaliste. Ce projet politique correspond aux possibilités qui s'ouvrent aujourd'hui aux révolutionnaires, c'est une nécessité pour pouvoir répondre à la situation. Cette nouvelle force révolutionnaire doit être en rupture claire et sans ambiguïté avec la politique de la gauche plurielle et bien sûr avec la droite et l'extrême droite. S'organiser, se regrouper est une nécessité pour chaque jeune qui veut efficacement lutter contre les dérives de cette société. »* Cela, accompagné de la nécessité de mettre en place des formations sur les idées du marxisme, l'histoire du mouvement ouvrier et de ses luttes pour l'émancipation ou sur des sujets d'actualité afin de montrer que lutter efficacement contre les dérives de ce système, c'est lutter contre ses fondements, c'est à dire la propriété privée des moyens de production garantie par l'Etat, instrument des classes dominantes.

La formation d'un parti révolutionnaire pour les travailleurs et la jeunesse passe par une collaboration accrue avec la LCR dans l'esprit d'être avec les camarades de la Ligue « plus âgés » des militants d'un même parti. Organiser la jeunesse dans sa lutte contre le capitalisme nécessite de militer avec ces camarades, d'échanger nos expériences et d'envisager de nouvelles formes de travail commun avec des sections de l'organisation. La participation des JCR au débat sur le « Manifeste » qu'ouvre la LCR est nécessaire à plus d'un titre. D'une part ces débats seront un élément de formation important pour les nouvelles générations, et d'autre

part, militants pour la construction d'une nouvelle force, nous devrons apporter notre point de vue sur l'élaboration de ce document programmatique.

L'organisation de la jeunesse ne peut pas être le rôle attitré d'une organisation de jeunesse séparée artificiellement de l'organisation adulte et en même temps, la LCR ne peut plus éviter la question de l'intervention des révolutionnaires dans la jeunesse en faisant reposer la tâche de former la nouvelle génération uniquement sur les JCR. Le mouvement révolutionnaire par ses organisations a toujours considéré l'organisation de la jeunesse comme une tâche primordiale ce qui n'excluait nullement l'existence d'une organisation de jeunesse comme partie intégrante de ce mouvement. L'auto-organisation des jeunes révolutionnaires ne peut se faire en dehors du cadre large et démocratique d'un parti révolutionnaire. En effet, face à l'offensive brutale du patronat et du gouvernement, l'implication consciente de la jeunesse est un des éléments pour que le mouvement social fasse un pas en avant dans la contestation de l'ordre établi pour une riposte à la hauteur des attaques. Il ne pourra y avoir pour nous d'évolution favorable dans le rapport de force entre les classes sociales sans renouveau du mouvement révolutionnaire. Il ne pourra y avoir de renouveau dans le mouvement révolutionnaire sans l'unité des différentes organisations d'extrême gauche, en particulier sans l'unité de notre courant avec LO. Dans cette tâche, la jeunesse, plus libre par rapport au sectarisme, aux illusions et aux démoralisations du passé, a un rôle fondamental à jouer en lien avec les autres générations de militants du mouvement ouvrier.

Dans la continuité de notre activité des deux années passées, il faut poursuivre notre engagement dans les luttes de la jeunesse et selon nos forces, dans les structures collectives, associatives et syndicales qu'elles se donnent. Nous devons intervenir et participer à leur construction en défendant nos perspectives politiques afin d'encourager la révolte, de l'organiser et de l'armer d'une conscience révolutionnaire. Cette conscience révolutionnaire s'accompagne d'une compréhension globale de la société et le sentiment d'appartenir à une seule classe, celle des travailleurs, contre le corporatisme ou le « jeunisme » qui nous amènerait à considérer des luttes « de jeunes » coupées de la lutte des classes.

Notre tâche principale est d'organiser des jeunes sur les facs et les lycées, de développer de nouveaux groupes autour des idées du marxisme et de la révolution en illustrant et en défendant ces idées largement, dans les mouvements comme en dehors, partout où nous intervenons à travers discussions, formations et réunions… Une des caractéristiques de la « nouvelle période » ouverte par la chute de l'URSS, l'offensive de la mondialisation impérialiste et la transformation libérale de la gauche gouvernementale, est de rendre possible une renaissance à une échelle large des idées du marxisme dans le mouvement ouvrier et notamment dans la jeunesse. Il existe dans la jeunesse une combativité, une révolte et une disponibilité aux idées révolutionnaires qui nous impose d'être offensif sur notre projet politique. Armer cette révolte d'une conscience sociale, collective et révolutionnaire en l'enrichissant des expériences du mouvement ouvrier comme de la compréhension du fonctionnement du capitalisme, est le fil rouge qui guide l'ensemble de notre activité.

Nous pensons que le problème n'est pas de savoir si de nombreux jeunes peuvent nous rejoindre mais si nous sommes capables d'organiser largement des jeunes autour des idées révolutionnaires. Cela pose le problème de notre crédibilité et de notre responsabilité, c'est à dire d'inscrire nos perspectives dans la construction d'un nouveau parti dépassant ce que nous sommes pour donner confiance à la jeunesse et au monde du travail dans leur propre force. Cette tâche dépasse largement nos forces. Un début de solution ne peut être trouvé que dans la prise en charge collective par l'ensemble de notre courant de l'intervention révolutionnaire dans la jeunesse.

Benoît, Campbell [Bordeaux] (15/12/04)

Eléments sur la situation politique

Ce texte et le suivant sont proposés par la direction de la plate-forme B à l'ensemble des délégués. Ils n'ont pas vocation à être votés uniquement par les délégués ayant voté pour la plate-forme B dans les congrès locaux, ils servent à définir des positionnement sur deux débats importants, la situation politique et la nouvelle force. Les textes nationaux (de la commission d'écriture des textes ou Lutte de classe) ne nous semblent pas adaptés pour prendre des positions claires sur ces questions. Nous proposons à l'ensemble des plates-formes et des délégués de présenter des propositions d'amendements si ils ou elles ont desdésaccords avec des parties du textes. Ces textes ne sont pas signés car ils n'ont pas pu être relus par tous les camarades de la direction de plate-forme, et encore moins par tous les camarades de la plate-forme.

1. L'attitude des classes dominantes est déterminée par deux éléments essentiels de la situation internationale. Premièrement, la crise économique que subit le système depuis plus de trente ans entraîne la nécessité de rechercher en permanence des moyens de plus en plus violent d'augmenter les profits. Deuxièmement, la chute de l'URSS a entraîné une redistribution des sphères d'influence des grandes puissances, notamment au Moyen-Orient, et a laissé comme puissance militaire principale les Etats-Unis.

Tout cela conduit à une augmentation de la concurrence entre les grandes puissances et leurs grandes entreprises, et à une instabilité croissante du système. La mondialisation, la « guerre sans limite », les attaques permanentes contre les populations sont le produit de cette situation. Le système capitaliste est de plus en plus instable et violent : l'alternative « socialisme ou barbarie » est de plus en plus claire.

2. Le rapport de forces est en faveur des classes dominantes : elles réussissent à faire passer leurs attaques essentielles (retraites, sécu, occupations militaires…). Cela entraîne une dégradation des conditions de vie des jeunes et des travailleurs. Cela conduit à des difficultés concernant les capacités de résistance (service minimum, répression…) et de radicalisation de la jeunesse (le fait qu'il y ait peu de victoires limite les possibilités pour les jeunes et les travailleurs de prendre conscience de leur propre force).

Mais, en même temps, la violence des attaques entraîne de nombreuses résistances, des grèves et un ras-le-bol contre le système, en particulier chez les jeunes. Dans la dernière période, des mobilisations de masse se sont succédées dans le monde entier. C'est un point d'appui pour nous : une grande partie des jeunes se rend compte que le système est en crise et cherche des moyens de lutter pour s'en sortir. Les prises de conscience liées à l'expérience dans les luttes peuvent les aider à en trouver. Nous devons y contribuer par notre intervention.

3. Dans ces luttes, les directions réformistes freinent la plupart du temps, même si elles jouent ponctuellement, sous la pression de leur base, un rôle mobilisateur (mouvement étudiant, FSU en mai-juin…). Les organisations réformistes encadrent moins les jeunes. Mais les directions réformistes gardent une influence considérable sur les jeunes : des luttes de masse n'ont été possible dans la dernière période qu'avec leur participation (voulue ou non…) : il suffit de comparer les mouvements pour les retraites et pour la Sécu, le mouvement étudiant de l'hiver 2003 et ceux de début 2003 et de du début 2004, ou encore la taille du mouvement contre la guerre avant et après la chute de Bagdad.

De plus, la perte de confiance d'une partie des jeunes envers les réformistes ne s'accompagne pas automatiquement d'une augmentation de notre influence : elle ne se traduit pas automatiquement par la perte d'illusions dans le système, elle peut déboucher aussi sur l'apathie ou sur le vote pour l'extrême droite.

En revanche, comme nous sommes les seuls à proposer de construire les luttes jusqu'au bout et à proposer une solution à la crise du système, nous pouvons, à chaque mobilisation ou crise politique, acquérir très rapidement une influence considérable (entre deux tours 2002, mouvement étudiant, mouvement contre la guerre…). Nous pouvant, en étant offensifs et unitaires, déborder les directions réformistes et proposer des perspectives à l'ensemble des jeunes.

4. Notre rôle est de participer à la construction et au lancement des luttes qui permettent de modifier le rapport de force et d'augmenter la conscience des jeunes. Une nouvelle période s'est ouverte, avec le déplacement à droite de l'ensemble des forces politiques, leurs liens de plus en plus forts avec l'Etat : nous devons jouer un rôle moteur, un rôle d'initiateur dans les mobilisations (rôle d'ACG, de collectifs de mobilisations, des interpros…), tout en gardant à l'esprit qu'il est impossible de gagner sans unité.

Nous devons nous appuyer sur les luttes et sur la révolte qui existe contre le système pour défendre notre projet de société et proposer aux jeunes de s'organiser.

Sur la nouvelle force

Ce texte et le précédent sont proposés par la direction de la plate-forme B à l'ensemble des délégués. Ils n'ont pas vocation à être votés uniquement par les délégués ayant voté pour la plate-forme B dans les congrès locaux, ils servent à définir des positionnement sur deux débats importants, la situation politique et la nouvelle force. Les textes nationaux (de la commission d'écriture des textes ou Lutte de classe) ne nous semblent pas adaptés pour prendre des positions claires sur ces questions. Nous proposons à l'ensemble des plates-formes et des délégués de présenter des propositions d'amendements si ils ou elles ont desdésaccords avec des parties du textes. Ces textes ne sont pas signés car ils n'ont pas pu être relus par tous les camarades de la direction de plate-forme, et encore moins par tous les camarades de la plate-forme.

1. Notre orientation s'inscrit dans la cadre de celle de la LCR : ce n'est pas à nous de trancher quel parti sera construit dans la prochaine période, nous nous associons aux initiatives que prendra la LCR. En particulier, nous ne participerons qu'aux échéances unitaires sur cette question auxquelles la LCR participe ou leur équivalent dans la jeunesse.

2. Les JCR ne sont pas une organisation qui suffise à répondre aux enjeux de la période. Pour disputer l'hégémonie aux réformistes dans les luttes de la jeunesse et pour proposer une perspective de renversement du capitalisme crédible, il faut une force bien plus large (plus combative et plus massive).

La constitution d'une telle organisation de jeunesse se fera par des prises de conscience dans les luttes des jeunes et des salariés, par des rapprochements avec d'autres courants sur la base d'orientations communes dans des mobilisations ou des crises politiques. Sur la base de leur propre expérience, des centaines ou des milliers de jeunes devraient participer à la constitution d'une telle organisation.

3. Les bases d'une telle force sont une discussion essentielle : la question n'est pas de construire une organisation trotskyste, ou sur la tradition de la IVe Internationale, mais nous devons prendre en compte le bilan du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. Le débat n'est pas que cette force se dise « anticapitaliste » ou « révolutionnaire », c'est de savoir quelle est sa base politique. Il ne s'agit pas de définir le programme d'une telle organisation de manière très précise, mais de définir des critères minimum. Ceux-ci ne sont pas indépendants de la situation politique en France, où les organisations révolutionnaires ont une taille et une influence conséquentes.

- Une telle organisation de jeunesse n'apporterait pas son soutien à des gouvernements qui se placent dans le cadre du capitalisme.
- Elle défendrait la perspective d'une autre société, basée sur la disparition des inégalités et des discriminations, la remise en cause de la propriété privée des moyens de production
- Elle s'inscrirait dans le champ de la lutte des classes, du côté des travailleurs.
- Elle défendrait la nécessité du pouvoir des travailleurs, par leur mobilisation.

4. Une nouvelle organisation politique ne peut pas être issue mécaniquement de comités de luttes : l'unité avec l'ensemble des forces politiques, syndicales ou associatives est une nécessité pour de tels comités, même avec des forces qui ne partagent pas du tout ce projet politique (direction de l'Unef, JC/UEC…). La construction d'une organisation politique ne peut pas se faire sans une différenciation politique dans de tels comités de lutte.

5. Les possibilités de construire une nouvelle force dépendent de la dynamique propre des mobilisations, mais également des initiatives que nous prendrons dans des évènements politiques importants.

La première étape est de renforcer l'organisation et d'unifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse. C'est pour cela que nous mettons en place une campagne de meetings des JCR, où nous proposons largement aux jeunes de s'organiser. La priorité de la nouvelle direction doit être de renforcer les liens entre les sections (notamment par le biais du journal et des échéances nationales), de développer la formation, d'aider à solidifier les sections, de les aider à organiser des échéances ouvertes. Nous devons nous fixer comme objectif de renforcer les cercles : qu'ils soient réguliers, qu'ils incluent des discussions politiques et sur l'intervention militante.

Nous devons aussi développer encore plus les liens avec les jeunes de la LCR, en les invitant à toutes nos échéances nationales, en discutant régulièrement d'activités communes, en prenant en compte leurs avis, c'est-à-dire en travaillant comme s'ils faisant partie de l'organisation. En particulier, nous proposons à la LCR d'organiser une Conférence nationale jeune JCR-LCR en 2005.

Débat sur le voile : où l'activisme conduit il les JCR ?

Dans La maladie infantile du communisme, le gauchisme, Lénine revendiquait la *« nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromissions avec les différents groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants… Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre. »*

L'année 2004 a été marquée entre autre par le débat sur le voile en France. Le débat a traversé notre organisation qui a adopté une position, qui selon nous va à l'encontre de notre identité féministe et révolutionnaire. Mais la question du voile, la manière dont elle a été posée, recouvre plus largement l'activisme de l'organisation.

1_ Comment la question religieuse est utilisée par le gouvernement pour diviser les travailleurs ?

Reprenant la rhétorique raciste et communautaire des USA et de l'Eglise, le gouvernement veut nous faire croire que la France est confrontée au problème de l'Islam. Tout comme le fait l'impérialisme américain en Irak, la question religieuse est utilisée par l'Etat pour cacher la réalité qui est la misère et le chômage de milliers de personnes entassées dans des quartiers désertés par les services publics et abandonnées par la gauche traditionnelle. Pour nier leur responsabilité, les partis de droite comme de gauche font croire aux travailleurs qu'ils n'auraient pas tous les mêmes intérêts, qu'il y aurait un problème religieux. Le seul problème qui existe, c'est une lutte de classe de plus en plus exacerbée. Leur but apparaît clairement : après la défaite du mouvement pour les retraites, le gouvernement se saisit de la question du voile à l'école alors qu'étudiants et professeurs essaient dans certaines facs de s'opposer à l'application du plan ECTS/LMD. L'Union sacrée derrière Chirac renaît alors pour dire que le problème de l'école, ce ne sont pas les coupes budgétaires, l'introduction de la logique marchande ou les suppressions de postes mais bien le voile... La polémique entre pour et contre, entre «laïcards» et défenseurs des filles voilées est une pure mascarade orchestrée par les médias et le gouvernement. Historiquement, la laïcité constituait un progrès du fait qu'elle rejetait la religion dans la sphère de la vie privée. On a voulu nous faire croire que tel était l'objet du débat. Dans cette loi rien n'est dit sur le Concordat en Alsace Lorraine par contre elle propose l'enseignement du fait religieux. La loi a finalement obtenu le soutien des évêques catholiques, du Conseil Français du Culte Musulman créé par Sarkozy qui propose dans son dernier livre de remettre en cause la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Qui plus est, la loi introduit une définition religieuse (voire ethnique) de l'élève. On voit bien que la laïcité est le dernier des soucis du gouvernement et que le seul but qu'il poursuivait était la division des élèves et la division entre professeurs et élèves au moment où les attaques contre l'éducation nationale se multiplient. La bourgeoisie parasitaire, use de tous les moyens les plus réactionnaires, y compris la religion qu'elle avait elle même combattue à l'époque de son ascension, pour diviser et atomiser la classe ouvrière et la jeunesse.

2_ Quelle était la place des révolutionnaires dans ce débat ?

Si individuellement, de nombreux camarades l'ont fait, notre priorité aurait due être la lutte contre les réformes du gouvernement qui attaquait les services publics. Face à la tentative de division de la part de Chirac, il aurait fallu opposer l'unité des étudiants et des salariés en lutte pour défendre diplômes et statuts. Dans la continuité des élections où les listes LCR-LO illustraient la nécessité de l'unité des révolutionnaires et la formation d'un grand parti révolutionnaire, nous aurions du mettre au centre de notre activité l'unité dans les luttes et la construction sur la base du programme d'urgence sociale des listes LCR-LO. Il fallait pour cela ne pas se placer sur le terrain pourri de la religion qui est le terrain de Chirac et des appareils socio-libéraux.

On peut nous répondre que le voile a mobilisé une partie de la jeunesse, notamment la jeunesse d'origine immigrée. Mais quelle est la cause de la situation que vivent ces jeunes qui parfois se tournent vers la religion ? Chirac voudrait nous faire croire que c'est la religion, mais c'est le chômage, les services publics privatisés, les licenciements, les budgets scolaires supprimés. Une organisation qui se réclame de la révolution socialiste, s'appuie sur le combat des opprimés qui veulent mettre fin à leur oppression pour débarrasser l'humanité de toute forme d'exploitation. Dans ce cadre, il fallait défendre les droits des femmes que les religieux de tout poil voudraient chaque jour voir remis en cause. L'UE a légalisé le travail de nuit des femmes en France, l'avortement est menacé par la droite et les coupes dans le budget de la santé remet de fait, en cause le droit des femmes aux soins et à l'avortement gratuit. Une organisation révolutionnaire ne fait pas la charité, elle est l'avant garde consciente de la révolution, c'est à dire qu'elle soutient les éléments les plus progressistes de la classe ouvrière, toutes les luttes, mêmes partielles qui vont dans le sens de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et de la division sociale du travail (notamment entre hommes et femmes). C'est le cas des femmes qui se battent pour le droit à l'avortement au Portugal, pour des salaires égaux mais pas celui des femmes qui défendent le port du voile quelqu'en soit la justification religieuse ou sociale.

3_ Un activisme paralysant

En défendant le voile, outre le fait que nous jetions à la poubelle notre identité féministe et notre critique de la religion, les JCR se sont placés sur le terrain où voulaient les entraîner Chirac et les partis de gauche : celui de la division. Division de la jeunesse qui veut défendre ses conditions d'étude, division entre profs et lycéens se répercutant jusqu'à une opposition entre les JCR et la LCR, mais aussi division de l'organisation avec des heures de débat stériles, où certains camarades sont traités d'islamophobes. Le montage gouvernemental sur l'affaire du voile apparaît aujourd'hui clairement, la jeunesse n'est pas mobilisée pour soutenir des cas isolés de jeunes filles qui défendent les aspects les plus réactionnaires de la religion islamique. Qui plus est, tous les cas d'exclusion ont eu lieu en Alsace où les prêtres juifs, catholiques et protestants sont payés par l'Etat «laïc». Malgré cette réalité, les JCR ont consacré une grande partie de leur activité à la rentrée contre les exclusions. Ce militantisme est coupé de toute réalité, en particulier du quotidien des jeunes qui voient les classes fermées, les options supprimées, les filières sans débouchés. Cet activisme paralyse l'organisation notamment le développement de nos effectifs. Pour sortir de cette situation, nous devons rompre avec l'activisme et le gauchisme qui voient d'abord l'agitation avant de voir les revendications et le contenu social du combat.

Section JCR Bordeaux

Contribution avant le congrès national

Je me permets de faire une dernière contribution personnelle suite au congrès local de Paris. Les bulletins de discussions étant clos à l'approche du congrès national, je diffuserais ce texte sur la liste interne. Par ailleurs, le bulletin « 100% révolutionnaire » étant destiné à soulever les problèmes d'adaptation à l'air du temps des JCR ces derniers mois en vue de les résoudre au moment du congrès, il n'aura plus lieu d'être sous cette forme après le congrès, ce qui ne signifie pas, bien entendu, que le débat ne devra pas continuer, au contraire.

Au moment du congrès du congrès parisien, on pouvait constater qu'un certain nombre de problèmes politiques non seulement n'ont pas été résolus, mais n'ont pas été simplement posés clairement dans l'organisation. Il me semble à se titre qu'il nous faut revenir sur la question des rapports entre notre organisation et l'altermondialisation, car au-delà des divergences naturelles, il existe une certaine confusion et un certain vide théorique entourant cette question.

Il y a dans l'organisation un paradoxe évident : notre organisation a durant ces deux dernières années consacré énormément de propagande autour des forums sociaux et de divers rendez-vous altermondialistes, ainsi que beaucoup d'énergie militante, y compris beaucoup d'argent. Le degré d'investissement dans des taches pratiques, le degré de mise en jeu des finances doit être proportionnel aux enjeux qui y résident pour la lutte de classe, pour la défense concrète des droits. Donc il y a cette prépondérance de l'altermondialisation, mais aussi une absence de discussions sur la nécessité de mettre autant d'énergie là-dedans. Comme si cela était dans l'air du temps, comme si c'était absolument naturel car en apparence « jeune », « radical » etc.

Or au moment du congrès en soulevant la question, je me suis aperçu que la question n'était pas aussi tranchée : d'une part beaucoup de camarades admettent que les forums sociaux n'apportent pas grand-chose en terme d'aide à la structuration pour la défense de nos droits, de l'autre certains estiment que l'altermondialisme est une nouvelle internationale ouvrière, que l'avenir de la révolution s'y trouve condensé. Or, quand j'ai demandé au différente plate forme de répondre sur cette question, il se trouve que toutes sans exception (y compris la mienne, hélas) n'ont pas répondu là-dessus.

La question est donc la suivante : comment une activité qui nous a demandé autant d'énergie peut-elle être source de si grandes divergences entre les camarades et aussi peu discutée en congrès ?

N'est-ce pas au moment des congrès que l'on se doit de faire un bilan de notre activité en se demandant si ce que nous avons fait est bien une aide pratique à la lutte des classes ?

S'il n'y a pas eu de réponse spontanée de la part d'aucune plate-forme, c'est que la réponse ne va pas de soit…

Je me permets donc de reprendre un certain nombre d'éléments nécessaires à la discussion, y compris si certains de ces éléments sont connus de la plupart des camarades de l'organisation. Il me semble que faire quelques rappels peut parfois être nécessaire.

La lutte des classes et la défense de ce qui existe.

L'aspect très idéologique de ceux qui défendent l'altermondialisation est révélateur de l'absence de perspective de ces rassemblements. Le marxisme, c'est la compréhension commune des évènements et des taches comme le dirait Trotsky. Or tout ceux qui ont lu quelques ouvrages sur la loi de la valeur ou plus simplement des œuvres telles que l' Introduction au marxisme d'Ernest Mandel, savent que la lutte des classes se base essentiellement sur la reconnaissance de deux classes au niveau mondial : le prolétariat et la bourgeoisie.

Le prolétariat, au cours de sa constitution (qui va de pair avec la constitution de la bourgeoisie) se dote d'organisations propres, indépendantes de la bourgeoisie et de l'Etat, afin de défendre les acquis arrachés. Parfois, il s'agit d'organisation politique car les chefs ouvriers pensaient que la construction socialiste était proche (Allemagne, Russie, Autriche), parfois il s'agit d'organisation syndicale sans parti (Grande-Bretagne, USA), parfois les deux (France, Espagne).

Ces acquis de la classe se cristallisent dans le pouvoir d'achat ouvrier : le salaire, avec tout ce qui s'y rattache, ainsi que les services de l'Etat :

* le salaire direct : ce qui est perçu directement

* les formes de salaire indirect : congés payés, sécurité sociale (parti du salaire qui sert à réparer la main d'œuvre au lieu simplement la remplacer comme le souhaiterait le patronat pour éviter que le flux financier de la sécu lui échappe)

* les formes de valorisation de la main d'œuvre : la qualification (diplômes).

* les entreprises géré par l'Etat, les services publics, qui garantissent une certaine qualité de vie, financées par l'ensemble des contribuables et profitant à tous.

Pour défendre les salaires et ce qui s'y rattache, les services publics et la qualification reconnue, les travailleurs se sont construit des syndicats, qui se sont battus pour gagner des conventions collectives nationales et conserver l'unité de la classe, à savoir l'égalité sur un territoire.

Est-ce que tout cela est dépassé ? Il suffit de regarder les luttes dans les facs pour la défense des diplômes, les luttes de mai-juin 2003 pour la défense des retraites et du statut national de personnel ouvrier dans l'enseignement pour comprendre que tout ce qui a été conquis se doit d'être défendu.

Les révolutionnaires ne sont pas des idéologues du grand soir, mais œuvrent dans le mouvement réel des masses pour la défense de ce qui a été gagné. Y a-t-il un lien entre ça et la révolution ? Voici ce qu'en pensait les trotskistes à l'époque où a été rédigé le programme de transition (un peu de révision des classiques en ces temps d'offensive idéologique libérale pour nous faire tout abandonner ne peut pas faire de mal !) : « La IV° Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme «minimum», dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une persperctive correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. »

Si l'on ne défend pas les conquêtes actuelles, comment la jeunesse et la classe exploitée pourraient s'estimer assez fortes pour prendre le pouvoir ? Celui qui ne sait pas défendre les conquêtes acquises ne peut pas en faire de nouvelles…

La jeunesse, une exception du système capitaliste ?

Certes, les jeunes ne sont pas une classe sociale. Certes, ils ne sont ni possesseurs des moyens de productions, ni encore en train de vendre leur force de travail. Mais la grande majorité est à l'école non pour devenir des exploiteurs, mais pour être exploitée. Sauf que l'école permet, avec un diplôme, d'avoir une qualification, d'exiger qu'elle soit reconnue dans la convention collective de branches, donc d'être exploité dans des conditions plus favorables (il suffit d'aller regarder les pays où l'école n'existe pas et où les jeunes travailles à 5 ans dans les ateliers en étant surexploités pour comprendre qu'entre droit à l'éducation et absence de ce droit, il y a un large fossé).

De ce point de vue-là, je suis en opposition avec les camarades de la plate forme « lutte de classe » qui, au début de leur paragraphe, nous expliquent que l'on doit comprendre la notion de jeunesse qu'avec « comme référence que les sociologues contemporains » et que la jeunesse est une « construction sociale » : la jeunesse scolarisée est une couche sociale appuyée sur la classe ouvrière (qui défend l'école gratuite et laïque si ce n'est la classe ouvrière ? Qui a permis de gagner les CROUS –indispensable pour l'accès des couches ouvrières à l'université- si ce n'est le mouvement de grève générale sous le Front Populaire ?)

C'est la raison qui d'ailleurs nous pousse, il va sans dire, à refuser la réforme ECTS qui crée des diplômes « européens » sans valeur dans les conventions et qui organise la privatisation des facs. De même, nous avons condamné le rapport Thélot qui veut instaurer un statut de « lycéen professionnel », supprime 4 heures de cours par semaines et instaure entre 3 et six heures de découvertes professionnelles dès la troisième (se reporter au document de la commission lycéenne).

Il existe donc bien des droits pour la jeunesse scolarisée.

Par ailleurs, étant donné qu'il est plus facile d'imposer des conditions de travail dégradé à quelqu'un qui n'a

jamais travaillé plutôt qu'à un travailleurs ayant déjà un statut (ce qui n'empêche pas le MEDEF d'y travailler tous les jours), les jeunes sont touchés de plein fouet par l'arrivée de la déréglementation et du chômage : 80% des premiers emplois de jeune se font en intérim ou en CDD, 40% des jeunes travailleurs à l'arrivée en fac pour se payer leurs études etc. Cette exploitation n'empêche pas les jeunes de se battre (y compris dans des structures où l'on ne pensait pas pouvoir construire de syndicat, comme la restauration rapide, les PME, où le mouvement de syndicalisation a été importante ces dernières années dans les confédérations).

Donc la jeunesse est en plein cœur de la lutte pour la défense de ses droits d'un point de vue économique : intérêt dans la préservation de la qualification, intérêt dans la défense du droit à l'emploi, du droit à un travail dans les meilleures conditions.

Pourquoi dire tout cela ? Un grand nombre de militants de l'orga me répondront (comme souvent) : mais nous sommes d'accord. Il n'y a pas de divergences sur ces points.

Certes, mais alors pourquoi autant d'énergie pour des manifestations qui, du point de vue de l'organisation de la jeunesse, de ses revendications, n'apporte strictement rien ?

Qu'apportent réellement les forums sociaux ?

Comme on le dit souvent : la participation aux forums sociaux n'est pas une question de principe. Mais la compréhension de nos taches pour aider la jeunesse à se défendre, cela par contre, on ne peut pas tergiverser. En fonction de notre vision du FSE¸ notre activité peut être radicalement différente.

Un camarade, au moment du congrès, a apporté la réponse à cette question. Il ne m'en voudra pas de le citer même de manière approximative : « si je vais sur mon lycée, et que je montre l'appel de l'assemblée générale des mouvements sociaux, ils ne verront pas bien de quoi je parle. Par contre, une grève lycéenne, ils comprennent ». Réponse des camarades : « à nous de démontrer l'utilité de la déclaration et de s'en servir ».

Pourquoi ne pas expliquer en effet l'utilité de la déclaration altermondialiste ? Tout simplement car pour démontrer quelque chose, encore faut-il qu'elle existe. Or l'utilité de ce texte ne saute pas aux yeux. Même si ce texte appelle à un certain nombre de rendez-vous, cet appel est selon moi beaucoup trop abstrait. Pour être véritablement efficace et utile, un appel doit détailler avec attention les différentes attaques dont sont victimes les travailleurs. La seule référence aux travailleurs qui est faite dans cet appel est celle-ci : «Nous nous battons pour une autre Europe, une Europe respectueuse des droits des travailleurs et travailleuses et leur garantissant un salaire correct et une protection sociale de haut niveau.» Rien sur la défense des droits nationaux des travailleurs, directement attaqués par les directives européennes (sécurité sociale...) !

Comment, par exemple, le jeune lycéen confronté au rapport Thélot et à la loi Fillon va-t-il pouvoir se battre à l'aide de cette déclaration ?

Le texte de la commission lycéenne sur le rapport Thélot indique quant aux perspectives éventuelles : « Tous ensemble, les lycéen-ne-s, indépendamment de nos idées politiques, sur le mot d'ordre de « Non au projet Fillon » ; Lycéens, profs, personnel ATOS, assistants d'éducation… Tous ensemble ; Organisation d'AG dans les lycées pour décider de la grève et de départs en manifestation ; Création de Comités (genre CAL) coordonnés en réseau entre eux et en lien avec les syndicats pour décider de manifestations centrales en région parisienne, voire au niveau national. »

Cela me semble important de ne pas dissocier forme et fond : pour mettre en avant de manière unitaire les revendications et s'affronter avec le gouvernement, il faut réunir les lycéens, voter les revendications, élire des délégués mandatés et réaliser le front uni avec les profs et le personnel. Voilà ce qui fait peur au pouvoir : que les jeunes, les salariés, contrôlent eux-mêmes leur revendication.

Vu sous cet angle, quel est le rôles des militants révolutionnaires ? Diffuser l'appel issu du FSE de Londres qui reste très vague, sans aucune référence concrète à la défense des droits des travailleurs détruits par l'Europe du capital, ou faire ce que propose la commission lycéenne des JCR ?

Certains nous diront : mais ce n'est pas contradictoire, on peut faire les deux. Non. Quand on est 200 dans toutes la France, on ne me fera pas croire que l'on peut à la fois construire les mobilisations lycéennes et en même temps diffuser les appels du FSE. Or concrètement, il y a bien plus de JCR qui s'efforcent de militer dans l'altermondialisation que pour mobiliser la jeunesse là où elle se trouve pour la défense de ses revendications. Posez la question à un militant au hasard pour lui demander ce qui est prévu au niveau national pour mobiliser, par des AG, contre le rapport Thélot, et qu'es-ce qui est prévu pour les différentes échéances altermondialiste, et la réponse sera toute faite.

De plus, si l'on reprend l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux, souvents cité comme une référence par les camarades de la plate-forme D, il faut convenir que celui-ci n'est pas clair sur tout, notamment sur la question de la Constitution européenne. A aucune moment, il n'appelle à voter NON contre ce projet, il dit simplement : «Au moment où le traité de la Constitutionnel Européen est sur le point d'être ratifié, il est de notre devoir de déclarer solennellement que les peuples d'Europe doivent être directement consultés.» Ensuite, son analyse de la constitution ne montre pas qu'il rejette tout le projet. Si l'on suit ce qui y est dit, ce projet serait peut-être au final amendable : «Ce projet de Constitution n'est pas conforme à nos aspirations. Ce traité Constitutionnel consacre le néolibéralisme doctrine officielle de l'Union Européenne. Il fait de la concurrence la base du droit communautaire européen et, en définitive, la base de toute activité humaine. Il méconnaît totalement les objectifs d'une société écologiquement viable. Ce traité Constitutionnel n'accorde pas à tous les habitants, quelle que soit leur nationalité, l'égalité des droits, la libre circulation des personnes, et la citoyenneté du pays dans lequel ils vivent. Il permet à l'OTAN de jouer un rôle dans la politique étrangère et de défense européenne et incite à la militarisation de l'Union Européenne. Enfin, il donne la priorité au marché par la marginalisation de la sphère sociale, accélérant ainsi la destruction des services publics.» A l'heure où ce projet est l'attaque centrale contre les travailleurs, d'Europe, il s'impose de se prononcer pour le retrait de TOUT le projet, cela sans ambiguïtés.

Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit aux camarades ou à l'organisation, mais bien de discuter de cette question.

Le congrès parisien n'a pas vraiment discuté de ces questions, alors même que la situation faite aux jeunes est dramatique et que la nécessité de mener des luttes concrètes se fait ressentir.

De l'organisation de la jeunesse pour ses droits à la révolution.

Il n'y a pas quatre chemins pour aller vers la révolution (si l'on pense que l'abrogation du capitalisme a un sens aujourd'hui auquel cas il faut faire autre chose que de construire la Quatrième Internationale).

Que des dirigeants totalement vendus au capitalisme comme les dirigeants du PS, du PCF, d'ATTAC, de la CES, de la CFDT voient d'un assez bon œil le FSE n'est à mon avis, contrairement à ce qui a été dit, pas du tout une preuve que l'altermondialisation permet la réalisation du front unique, mais bien plutôt le fait que le FSE ne fasse peur à pas grand monde. D'ailleurs, on se demande pourquoi il y aurait un financement de toutes les institutions de l'Etat si le FSE représentait une si grande menace pour le patronat. Le danger d'un rassemblement ne se mesure au taux d'agitation de drapeaux rouges dans une manif, mais bien de l'orientation sur lequel on oriente la manifestation en question.

C'est parce que je ne souhaite pas troquer le R de révolutionnaire contre un A de altermondialiste (ou de Anticapitaliste) que je pense qu'il faut d'abord que le congrès puisse déterminer si son activité pendant ces deux dernières années a été fondé sur une juste appréciation du débouché de l'altermondialisme pour que l'on puisse unir l'organisation sur une orientation qui s'affronte avec le gouvernement.

Cette question n'a rien d'idéologique, elle est très pratique et concrète : soit dans les mois qui viennent on dépense notre temps dans des manifestations dont on sait qu'elle ne sauveront pas nos diplômes, qu'elle ne permettrons pas d'empêcher un seul licenciement de jeune travailleur. Ou bien on aide à la mobilisation unitaire de la jeunesse.

Comme le répète souvent mes parents (militants PCF en rupture) : qu'est-ce qui a fait chuter le gouvernement Chirac en 1986 ? Ce sont les milliers de jeunes derrière le mot d'ordre « retrait de la loi Devaquet ». Pour cela, il a fallut de l'organisation, des AGs, des votes, une revendication, des délégués, un service d'ordre. Là, le pouvoir a

eu peur. Là, il a sorti la grosse répression, la calomnie. A ce moment là, il a été obligé de reculer pour ne pas voir une crise bien plus grande arrivée, du fait de la montée de la grève générale.

Si l'on regarde toutes les conquêtes qui ont été faites, on retrouve toujours cela : la montée révolutionnaire a toujours eu comme sous-produit le gain de réforme. Le seul produit de l'altermondialisme, ce sont des discussions abstraites sur l'amélioration du capitalisme (cf à ce sujet les articles parus dans Le Monde et Libé).

Alors montrons clairement ce que nous sommes, aidons pratiquement les masses à faire leurs propres expériences, à organiser leurs propres luttes.

Aurélien.

PS : je m'excuse pour ceux qui n'étaient pas présent au congrès parisien, j'ai essayé d'être le plus compréhensible possible.

La PF D et la force anticapitaliste

Les textes de la PF D proclament qu'il faut construire une force anticapitaliste. Le problème, c'est que, contrairement à ce que fait la LCR, elle ne met aucun contenu clair derrière ce terme. S'il s'agit de construire une force plus large que les JCR qui soit opposée au système capitaliste, qui refuse de participer à un gouvernement qui s'accommode du capitalisme, qui pose la question de la prise du pouvoir par les travailleurs (la formulation de la LCR est je crois « un gouvernement des travailleurs qui permette une rupture avec le capitalisme »), nous sommes d'accord.

Ci-dessous quelques points de discussion sur les textes de la PFD sur la force anticapitaliste.

1) L'exemple de Rifundazione Comunista (PRC)

Cette organisation revient à divers moments comme exemple de la force anticapitaliste. Mais cette organisation participe régulièrement à des gouvernements capitalistes en Italie, avec le PS, dans la coalition de l'Olivier. Cela se justifie pour nos camarades d'être dans le PRC car ils sont très peu nombreux (250) et que le PRC polarise une partie des jeunes et des travailleurs, et est une des seuls organisations motrices dans les mobilisations. Mais en France, ce serait contre-productif : ce serait faire un parti avec le PC (ou la JC pour ce qui nous concerne). Le PC actuel étant clairement plus à gauche que le PC sous Jospin, y compris capable de faire une campagne électorale très à gauche comme cette année, l'analogie fonctionne.

Ce n'est pas souhaitable. D'ailleurs le PRC ne participe plus aux réunions de la gauche radicale et anticapitaliste européenne.

Les textes de la PFD ne sont donc pas clairs sur la possibilité de soutenir un gouvernement dans la cadre du système.

2) Parti et mouvement

« C'est les mobilisations à la base qui dessinent les convergences anticapitalistes, qui construiront une nouvelle force politique.

Concrètement, il faut créer localement des comités du mouvement social, en reprenant l'appel des mouvements sociaux de Londres, concrétiser le calendrier de mobilisation fixé par l'ensemble de la gauche anticapitaliste européenne (voir appel des mouvements sociaux) » (extrait du plan d'action).

Les camarades confondent la gauche anticapitaliste et le Forum social européen. Le deuxième est pourtant dirigé par les réformistes. Même si la première phrase, prise abstraitement, est juste, il n'y a pas de spontanéité entre les mobilisations et une nouvelle force politique, encore moins si on ne voit pas qu'il y a une différence entre les directions réformistes, des comités du mouvement social et une organisation politique. Ces trois niveaux sont très différents. Dans les deuxièmes, nous voulons qu'ils regroupent tous les courants, des gens organisés ou non (comme un Forum social local, un comité de lutte ou… un soviet).

Mettre en place une telle orientation reviendrait à deux possibilités contradictoires mais fausses toutes les deux :

- Créer des cadres qui se disent unitaires mais qui sont en réalité anticapitalistes, c'est-à-dire des cadres qui ne permettent pas l'action avec les réformistes, puisque ceux-ci refusent de participer à des cadres aussi radicaux. Or , si nous créons des cadres unitaires, ils seraient alors ouverts à tous, réformistes ou non…

- Créer des cadres avec des réformistes pour créer un nouveau parti anticapitaliste : comme s'il était possible et souhaitable de créer un parti avec la direction de l'Unef ou de la JC…

Les camarades nous disent que nous ne croyons pas à la nécessité de « comités de base du mouvement social » qui permette la convergence des luttes. Nous y croyons, mais pas dans le cadre confus que l'on voit dans les formulations du programme d'action. De plus, étant donné les difficultés de la période, nous pensons qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur le fait que ces cadres puissent perdurer facilement.

3) Les programmes d'un parti anticapitaliste et d'une organisation révolutionnaire

« Mais un parti anticapitaliste, centriste, est insuffisant pour renverser la démocratie bourgeoise. Il faut un parti révolutionnaire de masse ; il faut un saut quantitatif, passer de centaines à des milliers de militants révolutionnaires. Nous devons construire une organisation capable de répondre « présents !» à la question du pouvoir, qui puisse argumenter que les interpros sont plus légitimes que Chirac et sa 5ème République, que c'est aux travailleurs de diriger le monde » (extrait du texte de plate-forme).

C'est le seul moment où les camarades définissent une base politique d'organisation. Mais on ne sait pas si c'est pour le parti anticapitaliste ou l'organisation révolutionnaire ! Après demande à Adrien de Clignancourt, il a confirmé qu'il s'agissait de la base d'un parti révolutionnaire, ce qui me semble un peu léger : un parti révolutionnaire fixe pour tâche d'organiser la prise du pouvoir par les travailleur, la destruction de l'Etat capitaliste et son remplacement par un Etat pour et par les travailleurs.

4) Recrutement sur base anticapitaliste :

Nous sommes d'accord, c'est déjà comme ça que c'est fait la plupart du temps dans les JCR : quand on rentre aux JCR, c'est parce qu'on pense qu'il faut se révolter contre le système capitaliste et qu'il faut militer, s'organiser pour le faire.

5) Carte d'adhérent :

Ce serait restrictif (plein de jeunes ne veulent pas de carte quand ils s'organisent) en même temps que faux pour le recrutement. Si l'objectif est de distribuer les cartes dans les manifs, cela veut dire dissoudre les bases d'intégration… Si l'objectif n'est pas celui-ci, quel est l'intérêt d'une carte ?

6) « Favoriser la convergence des organisations anticapitalistes »

« Nous devrions pouvoir à l'instar de la LCR organiser des meetings communs avec les autres forces de jeunes anticapitalistes nationales et internationales afin de participer et de favoriser à notre façon à la convergence anticapitaliste internationale.

Notre intervention dans la préparation des RIJ doit permettre d'ouvrir cette initiative aux autres composantes de la gauche anticapitaliste (SSP, SWP, Rifondazione…). Afin d'offrir un lieu de débat aux jeunes anticapitalistes voulant travailler à une convergence et au dépassement des cadres réformistes.

Afin de permettre ce rapprochement nous proposons que les JCR fondent un bulletin de correspondances internationales avec toutes les composantes des organisations de jeunesse de la gauche anticapitaliste. Cela pourrait nous permettre lorsqu'une lutte dans tous les pays européens a lieu contre les ECTS/LMD d'être tenus au courant des débats et des avancées des militants anticapitalistes ailleurs qu'en France. »

Toujours le même problème à propos de Rifondazione. Pour le reste, c'est déjà le cas : le camp et les meetings internationaux auxquels nous participons sont dans ce cadre (SSP, SWP, MPS, toute la IVe Internationale…).

Antoine, [Jussieu]

Il faut choisir

Ce congrès est très confus. Pour beaucoup de camarades, il a été difficile de comprendre quels sont les désaccords entre les trois plates-formes. Le fait qu'il y ait deux textes totalement différents (commission d'écriture des textes et Lutte de classe), tous les deux beaucoup trop longs, ne permet pas de cibler ce qui fait accord et ce qui fait désaccord. Le congrès national doit servir à clarifier les problèmes tout en mettant en avant ce qui est commun.

Le but d'un congrès est surtout de définir des orientations pour la prochaine période : définir ce que la direction doit faire. Le problème, c'est que les congrès locaux n'ont pas donné de majorité claire à l'organisation, et encore moins d'objectifs précis à remplir. Pour que des objectifs ressortent du congrès, il faut absolument qu'existe un accord large sur quelques propositions. C'est pour cela que la plate-forme B a proposé, depuis plusieurs semaines, la motion « 3 campagnes ». L'objectif était de se mettre d'accord sur quelques objectifs simples : construction de la lutte contre le gouvernement, contre la guerre, et campagne de construction de l'organisation. Nous avons ensuite réussi à nous mettre d'accord avec la plate-forme D sur une motion commune qui défini des objectifs plus précis, même si elle reste à améliorer. Des discussions ont aussi eu lieu entre les plates-formes C et D, qui ont aboutit à une motion commune.

Des accords étranges

La motion des plates-formes C et D ne résout aucun problème qui sont posés à l'organisation. C'est une motion extrêmement vague sur l'intervention dans les luttes, et qui définit des perspectives qui font accord sur « Ouvrir des JCR ». Nous voterons probablement pour, à part quelques amendements à la marge.

Pourtant, les directions des PFC et PFD semblent considérer qu'ils tiennent avec ce texte un accord solide entre elles, supérieur à ce qui est possible de faire avec notre plate-forme. Nous ne comprenons pas l'intérêt que semble porter la direction de la PFD à un accord avec la PFC qui ne tranche aucune question décisive sur notre intervention dans la prochaine période. Les directions de la PFC et de la PFD sont même revenu sur ce qui fait le centre de leur argumentation depuis des semaines pour obtenir cet accord : les camarades de la PFC acceptent de construire des collectifs contre la guerre qui ne sont pas liés à ACG, ceux de la PFD ne parlent plus de la nouvelle force anticapitaliste, ni des « comités de base du mouvement social ». En faisant cela, ils reviennent sur ce qui est constitutif de leur plate-forme. Pour quelle raison ? Alors qu'un accord plus précis existait entre la PFD et la PFB, pourquoi Adrien, que nous avons rencontré, a-t-il dit que lui et beaucoup d'autres camarades de la PFD regrettaient cet accord ?

Poser les vrais problèmes

Adrien nous disait qu'il faut que ressorte de ce congrès la nécessité d'ouvrir l'organisation. S'il s'agit des propositions de la motion PFC-PFD, il n'y a quasiment pas de désaccord dans l'organisation. Allons-y ! Mais les vrais problèmes qui sont posés pour notre intervention dans la prochaine période ne sont pas ceux-là. Et, si le congrès ne sert pas à définir les questions centrales que nous devons nous poser et y apporter des réponses, à quoi sert-il ? Voici une liste de problèmes qui nous semblent les plus importants à résoudre.

Première question : quelles sont nos priorités ? Nous pensons que c'est la lutte contre la guerre et la lutte contre le gouvernement, le patronat et la Constitution européenne. Les questions éducatives, salariales, les oppressions doivent être vues dans l'optique d'une lutte contre le gouvernement et le patronat (en gros, faire que les différentes luttes servent à déstabiliser le gouvernement et le patronat).

Deuxième question : comment faire le lien entre les luttes ? La motion PFB-PFD propose des comités de base, qui fasse le lien entre les luttes appelées par l'appel des mouvements sociaux du FSE.

Troisième question : quelle intervention dans le mouvement contre la guerre ? Nous pensons qu'il faut rétablir le cap dans ACG sur les questions démocratiques et d'unité avec les réformistes. Nos pensons qu'ACG est le meilleur cadre pour intervenir mais que d'autres collectifs peuvent exister, qu'il faut chercher à faire converger.

Quatrième question : quelle intervention dans les luttes ? Nous pensons que nous ne devons pas nous contenter de construire les mouvements, il faut aussi défendre des idées de rupture avec le système capitaliste dedans.

Cinquième question : comment élargir l'organisation ? Nous sommes globalement d'accord avec les propositions de la motion des plates-formes C et D, mais nous pensons que cela passe surtout par une meilleure apparition propre et une campagne de meetings.

Sixième question : quelle organisation faut-il construire dans la prochaine période ?

Combien y a-t-il de réponses possible ?

Si l'ancienne majorité des JCR n'existe plus, c'est parce que nous ne donnons pas les mêmes réponses à la plupart de ces questions. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de compromis possible, ni d'intervention commune possible. Mais cela veut dire que des désaccords sur ces questions justifient des plates-formes différentes.

Sur l'essentiel des questions, on voit bien que les débats sont polarisés entre les positions de la PFB et celles de la PFC (en particulier le mouvement contre la guerre, et la nécessité de l'apparition propre dans les mouvements).

La motion entre la PFB et la PFD permettait de donner des réponses aux cinq premières questions. Cela n'effaçait pas les désaccords entre nous, mais cela offrait des perspectives concrètes pour l'organisation. Pourquoi la direction de la PFD cherche maintenant un accord avec la PFC qui soit en retrait par rapport à la motion que nous avions faite en commun ? Alors que nous pouvions, ensemble, proposer cette base à la PFC.

Sur l'organisation qu'il faut construire, en revanche, il n'y a accord entre aucune des plates-formes. Il ne sera pas possible de définir une orientation très majoritaire sur cette question au congrès. Il faut donc continuer à débattre, tout en voyant sur quoi nous pouvons avancer tous ensemble, comme par exemple le fait d'ouvrir les JCR (en discutant des formes concrètes que cela prend), ou de défendre, dans notre intervention, la nécessité d'une nouvelle force politique.

Il faut choisir

Les camarades de la plate-forme D devront choisir s'ils sont pour améliorer la démocratie dans ACG ou non, s'ils sont pour pousser à ce que des réformistes y participe ou non, s'ils sont pour mettre en avant des revendications qui remettent en cause le capitalisme dans les luttes ou non, s'ils sont d'accord pour faire une campagne de meetings ou non. Ils ne pourront pas pendant un an hésiter entre la plate-forme B et la plate-forme C sur ces questions. Ou sinon, c'est qu'ils considèrent que l'on peut tout résoudre en appelant à une nouvelle force anticapitaliste, que le reste n'est pas important. Nous ne le pensons pas.

La plate-forme B souhaite soumettre trois textes aux votes du congrès : la motion commune entre la PFB et la PFD, qui doit déterminer ce que devra faire la direction élue au congrès, un texte court sur la situation politique, et un texte sur les bases politiques d'une nouvelle force. Jusqu'ici, nous sommes plutôt d'accord entre nous que ce qui serait juste, c'est que la base d'élection de la prochaine direction se fasse sur la base de la motion commune, avec la possibilité de déterminer les désaccords par rapport à la situation politique et la nouvelle force grâce à des textes courts. C'est ce que nous proposerons sans doute au congrès national.

Que la plate-forme D accepte ou non de fusionner avec la PFB sur cette base, il faudra bien que l'ensemble des délégués choisissent quoi voter sur ces trois textes.

Antoine, [Jussieu]